

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

LA MISE EN VALEUR des TERRITOIRES du CAMEROUN

placés sous le Mandat français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Privées et Economiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Juin 1928, à 2 heures

PAR

Georges MASSON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. ROLLAND, Professeur.

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur.
M. LE FUR, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE COLONIALE & ORIENTALISTE LAROSE

11, Rue Victor-Cousin, 11

1928

LA MISE EN VALEUR
DES TERRITOIRES DU CAMEROUN
PLACÉS SOUS LE MANDAT FRANÇAIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

LA MISE EN VALEUR des TERRITOIRES du CAMEROUN

placés sous le Mandat français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Privées et Economiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Juin 1928, à 2 heures

PAR

Georges MASSON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. ROLLAND, Professeur.

Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur.
M. LE FUR, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE COLONIALE & ORIENTALISTE LAROSE

11, Rue Victor-Cousin, 11

1928

*17887



A MES PARENTS

A MA FEMME



Digitized by the Internet Archive
in 2026.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9

PREMIERE PARTIE

MISE EN VALEUR

EXAMEN GENERAL DE LA QUESTION

CHAPITRE I. — Généralités	13
CHAPITRE II. — Régime politique et organisation administrative	25
CHAPITRE III. — Régime foncier	33
CHAPITRE IV. — La main-d'œuvre	55
<i>Section I.</i> — Travaux Publics	61
<i>Section II.</i> — Travail privé	71
CHAPITRE V. — Régime commercial et capitaux	80
CHAPITRE VI. — Les Travaux Publics	96

DEUXIEME PARTIE

LA REGION NORD

CHAPITRE VII. — Les populations et la situation politique	115
--	-----

	Pages
<i>Section I. — Les populations musulmanes</i>	117
<i>Section II. — Les populations païennes</i>	127
CHAPITRE VIII. — Aspect spécial du problème économique	139
CONCLUSION	157
BIBLIOGRAPHIE	161

INTRODUCTION

L'une des justifications les plus communément admises de la colonisation consiste dans « le droit naturel et supérieur qu'ont tous les hommes de se procurer par le travail et par l'échange les produits de toute nature qui se rencontrent à la surface du globe » (1). Cette notion d'interdépendance des peuples qui semble bien être l'une des toutes dernières conséquences de l'évolution des idées, et qui s'affirme chaque jour davantage, a été également mise en relief par le philosophe allemand von IHERING. « La loi de la division du travail règle aussi la vie des nations. Tout sol ne produit pas tout, tout peuple ne peut pas tout. C'est par une aide et une expansion réciproques que se trouve balancée chez les peuples l'imperfection de chacun d'eux en particulier. La perfection n'éclate que dans l'ensemble, dans la communauté. »

Ainsi, du point de vue des intérêts supérieurs de l'humanité, les nations colonisatrices ne peuvent songer à laisser improductifs les territoires annexés par elles ou soumis plus ou moins étroitement à leur contrôle. Leur

(1) GIRAULT: *Principes de colonisation et de législation coloniale*. SIREY, 1921.

mise en valeur se présente au contraire comme une obligation à laquelle elles ne sauraient se soustraire aussitôt que la période préliminaire d'installation et de conquête se trouve close.

D'ailleurs, dans la pratique, et son intérêt l'y poussant, la Métropole s'efforcera tout naturellement de tirer de ses colonies les matières premières et les produits qui lui font défaut, et cherchera en même temps par le jeu de la loi des débouchés à développer le marché de ses propres marchandises.

Au surplus, la mise en valeur du pays constitue en quelque sorte la base même de l'œuvre de civilisation poursuivie par les nations européennes, et elle peut être considérée comme une deuxième justification de la colonisation.

Le développement de la richesse matérielle et les progrès dans l'ordre intellectuel et moral marchent, en effet, de pair. Seule, une mise en valeur rationnelle du pays, provoquant l'accroissement de la richesse générale, est susceptible d'assurer aux populations indigènes la sécurité, la prospérité et le bien-être qui leur sont indispensables pour poursuivre l'amélioration de leur condition physique, intellectuelle et morale.

Toutes ces considérations prennent une force nouvelle dans le cas particulier d'un territoire à mandat, comme le Cameroun, où la mise en valeur ne se présente plus seulement comme une obligation qui, pour incontestable qu'elle soit, n'en reste pas moins tacite, mais bien comme l'exécution d'engagements précis résultant des termes mêmes du mandat.

Cette différence essentielle a été mise en relief par un

auteur éminent (1) : « Jusqu'alors, certains Etats, forts de leur civilisation supérieure, se reconnaissaient une mission civilisatrice sur les peuples arriérés. La France, par exemple, admettait et pratiquait la théorie de la colonisation tutelle. »

« Dans la conception admise par le pacte, la tutelle n'est plus un simple devoir moral purement volontaire. La puissance qui l'exerce est la mandataire de la Société des Nations. »

Dans l'accomplissement d'une œuvre d'aussi grande envergure que celle entreprise par la France au Cameroun, il nous a semblé que toutes les bonnes volontés pouvaient trouver place.

Aussi n'avons-nous pas craint d'y participer, pour une très modeste part, en consacrant cette étude à l'examen des problèmes soulevés par la mise en valeur de ces territoires lointains sur lesquels rayonne notre action civilisatrice.

Après une rapide révision des notions générales qui constituent en quelque sorte les données premières de notre travail, et une brève analyse du régime politique instauré par le traité de Versailles et de ses répercussions dans le domaine économique qui nous intéresse plus spécialement, nous avons passé successivement en revue les divers facteurs qui concourent à la production : sol, main-d'œuvre, régime commercial et capitaux. Puis nous inspirant de cette vérité élémentaire que produire n'est rien si l'on ne peut transporter, nous avons complété cette première partie par un chapitre consacré à mettre

(1) FURAKI: *Nature juridique des Mandats internationaux de la Société des Nations*. Bibliothèque Universelle et Revue de Genève, 1926.

en relief le développement des communications et des moyens de transport, en soulignant les résultats d'une politique financière qui a permis de doter en quelques années le territoire d'un outillage économique de grande valeur, sans que pourtant il ait été nécessaire de grever l'avenir d'aucune hypothèque.

Enfin, nous avons cru devoir, dans une seconde partie, réserver une mention spéciale à la Région Nord qui, en raison de sa position géographique, de l'orientation de ses débouchés, de ses ressources propres et des populations qui l'habitent, prend dans l'ensemble du Territoire une place un peu à part, de sorte que les problèmes soulevés par sa mise en valeur y revêtent un aspect souvent particulier.

PREMIÈRE PARTIE

Mise en valeur. — Examen général de la question

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES

Afin de donner à notre exposé une plus grande clarté, nous allons tout d'abord situer notre étude dans son cadre géographique.

« Les territoires du Cameroun placés sous mandat français ont une étendue de 425.000 kilomètres carrés environ. Compris entre les parallèles 2 et 13 de latitude Nord et les méridiens 9° 45' et 16° 15' de longitude Est, leur façade sur l'Océan n'est que de 200 kilomètres environ, alors que leur arrière pays s'enfonce loin dans l'intérieur jusqu'au lac Tchad sur plus de 1.500 kilomètres. Toute la partie méridionale confinant la mer, les colonies du Gabon et du Moyen Congo, est occupée par la grande forêt dense qui couvre environ 150.000 kilomètres carrés. Les colonies de l'Oubangui-Chari et du Tchad limitent le territoire à l'Est, tandis que le Cameroun englobé dans la Nigeria en forme la partie

occidentale. Le Sud est limité par la colonie de la Guinée espagnole et le Gabon » (1).

Le Cameroun a, par conséquent, en gros la forme d'un triangle très allongé dont la base serait, par rapport à la hauteur, dans la proportion de 1 à 7.

Notons brièvement que le territoire comprend :

a) Une région forestière située dans le voisinage de l'Equateur, et connaissant, de ce chef, deux saisons des pluies et deux saisons sèches traversées d'orages violents, avec précipitations encore abondantes.

L'évaporation due à la forêt et qui y revient sous forme de précipitations nouvelles y réalise un climat humide et chaud de température assez constante. La forêt dense constituant un obstacle redoutable aux communications sera le domaine des races et tribus les plus primitives.

b) Une région de savanes et de plateaux d'altitude variable, commençant à partir du degré de latitude Nord 4° 30' environ; la limite dessinant, d'ailleurs, un contour fort capricieux. Au Nord du degré 5° la savane règne définitivement, coupée par des forêts-galeries le long des cours d'eau importants. Dans cette zone le climat est beaucoup plus sec que dans la précédente. A une saison sèche qui dure en général de Novembre à Avril succède une saison des pluies d'autant moins longue que l'on s'achemine vers le Nord;

c) Une troisième région beaucoup plus réduite en superficie mais importante par sa richesse et par son avenir est constituée par un ensemble orographique complexe, situé près de la frontière Nord-Ouest et

(1) *Guide de Colonisation au Cameroun*, LAROSE 1927.

coïncidant sensiblement avec le territoire de la Circonscription administrative de Dschang. Cette région s'offre comme un contrefort puissant et découpé du massif volcanique qui culmine au Fako, en général désigné sous le nom de Mont Cameroun.

Son sol riche, les différences d'altitude qu'on y trouve permettent une grande variété de productions agricoles allant du palmier à huile et du cacaoyer dans les vallées chaudes et humides aux produits des régions tempérées ou semi-tempérées.

Le Cameroun comprend quelques rivières importantes; dans le Sud la Sanaga est navigable sur un bief de 80 kilomètres, de la mer à Edéa. Le Nyong comprend lui aussi dans la partie supérieure de son cours un bief navigable de 250 kilomètres sans aucune solution de continuité. Le Mungo, le Wuri, la Dibamba sont également utilisables sur une partie de leur parcours. Dans le Nord la branche occidentale du Logone prend sa source dans la région de N' Gaounderé. C'est un cours d'eau large d'environ 400 mètres aux eaux très poissonneuses et qui est navigable sur une partie de son cours. Le Logone se jette dans le Chari à la hauteur de Fort-Lamy. Malheureusement depuis Logone Gana jusqu'au Tchad ces deux fleuves sont infestés de mouches tsé-tsé et la maladie du sommeil fait de gros ravages parmi les populations riveraines. Citons pour terminer cette rapide étude hydrographique un fleuve d'une très grosse importance : la Benoué, affluent du Niger qui prend sa source aux confins du plateau central et qui traverse d'Est à Ouest la circonscription de Garoua pour entrer en Nigéria anglaise au moment où elle reçoit deux gros affluents : le Mayo Tiel à droite

et le Faro à gauche. Au fort de la saison des pluies, au moment des hautes eaux, c'est-à-dire du début de juillet à fin septembre, de gros vapeurs de rivière remontent la Benoue jusqu'à Garoua qui se trouve ainsi en communication directe avec la mer. A la même époque, de petits vapeurs de 30 tonnes peuvent aller de Garoua à Lere sur le Mayo-Kebbi. Aux autres époques de l'année, la circulation n'est possible qu'en pirogues, de tonnage variable, suivant la hauteur des eaux.

La flore du Cameroun est abondante. Dans la région forestière les terrains alluvionnaires formés de vase et de sable, sont recouverts de palétuviers. Les terrains marécageux donnent naissance aux raphias, aux sagittaires, aux pandanus. Sur les terrains sédimentaires poussent les espèces les plus abondantes grâce à la profondeur du sol végétal. Les régions du Sud-Est offrent les plus belles forêts. La variété des arbres est innombrable. Les espèces forment parfois des peuplements groupés, mais elles sont en général disséminées et mélangées entre elles. La densité est normale, puisqu'on peut tabler sur un cube utilisable de 100 à 150 mètres cubes à l'hectare.

Il nous semble également intéressant d'étudier rapidement les différentes races indigènes qui vivent au Cameroun et de donner en terminant les résultats des plus récentes statistiques démographiques.

La région située dans le voisinage du Gabon et de la Sangha est habitée par des négrières. Ce sont des indigènes de fort petite taille qui sont communément considérés comme les autochtones de l'Afrique. Le type pur, d'ailleurs devenu rare, présente des caractéristiques bien distinctes : « saillie de la mâchoire supé-

rieure et, au contraire, effacement du menton, brièveté de la taille, longueur relative des membres supérieurs, couleur marron très clair, duvet blond répandu sur le corps entier, enfin intelligence arriérée, humeur craintive et farouche » (1). Les négrilles ou Bibayas ont la chasse comme principal moyen d'existence. L'éléphant, qui leur fournit une abondance de chair, est leur gibier de prédilection. En course permanente dans la forêt ils ne peuvent, ainsi qu'il est d'usage dans les villages, recourir à un foyer perpétuellement allumé pour avoir du feu. Ils sont ainsi obligés de se mettre en contact avec quelques indigènes des tribus voisines leur inspirant confiance afin de se procurer des produits vivriers, du sel et surtout des allumettes. Il en résultait une exploitation intensive de ces populations primitives qui, pour quelques sacs de sel, des vivres frais, des allumettes, livraient des dépouilles d'éléphant d'une valeur disproportionnée avec ce qui leur était remis en échange. L'administration a dû se préoccuper de mettre fin à ces abus et de protéger les Bibayas (2).

Par dessus cette première couche ethnique est venu s'établir à des dates plus ou moins éloignées un flot d'envahisseurs que nous classerons pour nous conformer à l'usage établi, mais sans en méconnaître le peu de précision scientifique, en deux familles : les Bantous et les Soudanais.

Les Bantous sont largement représentés au Cameroun où ils habitent la région des forêts et même celle de la savane jusqu'à la limite des hauts plateaux.

(1) Dr. A.-D. CUREAU, « *Les Sociétés primitives de l'Afrique Equatoriale* », Armand Colin, 1912.

(2) Rapport annuel du Gouvernement Français. Année 1923, P. 9.

Le principal groupement est constitué par l'élément Fang qui, sous le nom de Yaoundé, de Bané, de Boulou, suivant les familles, est actuellement réparti dans les circonscriptions de Yaoundé et d'Ebolowa. Le document cité plus haut nous apprend que le gros de ces populations se trouvait encore fixé vers 1840 sur la haute Sanaga. C'est sous la pression des conquérants Foulbés, pression transmise de proche en proche par d'autres tribus tampons, que les Fangs auraient dessiné le mouvement qui les a portés jusqu'aux rives du Gabon où leur apparition est constatée, d'autre part, au milieu du 19^e siècle.

La région de Douala est habitée par les Bassas, les Banens, les Bandems, les M' Banga, les Diboums et surtout les Doualas qui ont donné leur nom au principal centre commercial du territoire. Etrangers au pays on suppose qu'ils y sont arrivés par mer. Ils occupent actuellement les deux rives du fleuve Cameroun. Très industriels, les Doualas avaient jusqu'à l'occupation allemande conservé le monopole des relations avec les commerçants européens, lesquels se contentaient de traiter avec eux de leurs bateaux. Depuis, l'installation des factoreries européennes a grandement restreint leur champ d'activité et les Doualas ont dû, non sans mauvaise humeur, s'adapter à cette situation économique nouvelle.

La région avoisinant immédiatement la côte est peuplée de Bakokos qui auraient été précisément refoulés vers l'intérieur par les Doualas.

On trouve au Nord de la circonscription de Dschang des Bamouns, au centre des Bamikeles et au Sud de

nombreuses tribus dont les plus importantes sont les M' Bos, les Barekos et les Bakakas.

Les tribus soudanaises seront étudiées plus loin et plus en détail dans un chapitre spécial.

L'intérêt considérable des statistiques démographiques ne saurait être mis trop en lumière. Le mouvement de la population constitue à notre sens un signe très précis du degré de développement du territoire. Depuis 1921, le gouvernement français consacre à cette question un chapitre entier du rapport qu'il est tenu d'adresser annuellement à la Société des Nations. Malheureusement, rien n'est plus imprécis que les chiffres que l'on peut relever dans ces documents successifs.

En 1913 les Allemands établirent une statistique de laquelle il ressortait que le nombre d'habitants indigènes du Cameroun (non compris les territoires du Nouveau Cameroun cédés en 1911 par l'Afrique Equatoriale) s'élevait à 2.640.000; chiffre obtenu partie par recensement, partie par estimation.

En 1921 on nous annonce, sous toute réserve il est vrai, mais cependant en donnant les chiffres fournis comme « des minimas que viendront corroborer avec le temps les travaux sérieux de recensement demandés aux fonctionnaires de l'intérieur » (1) une population totale voisine de 3.000.000 d'habitants se répartissant comme suit :

Région de l'Est Cameroun	300.000	habitants
Région du Nord Cameroun	1.200.000	»
Région du Centre Cameroun	230.000	»
Région de l'Ouest Cameroun	1.100.000	»

(1) Rapport au Ministre des Colonies. Année 1921, p. 61.

Le rapport de 1922 confirme ces chiffres.

En 1923 première diminution qui ramène le chiffre de la population à 2.755.326 habitants, confirmé à peu de chose près en 1924 et en 1925.

Mais, en 1926, tout change et nous constatons un effondrement du chiffre global de la population indigène qui se trouve ramené à 1.877.113 habitants (1). S'expliquant sur la différence ainsi mise en relief le rapport de 1926 croit devoir l'attribuer à une erreur de base. « Il apparaît ainsi que les premiers recensements ont tablé sur le total des statistiques allemandes desquelles n'avait pas été défalqué le chiffre de la population du Cameroun anglais. » Cette explication nous semble bien difficilement admissible, d'abord parce qu'elle suppose une erreur trop grossière pour être vraisemblable et surtout parce qu'elle méconnaît les termes mêmes du rapport de 1921, déjà cité, dans lequel il est écrit : « Sans donc qu'il soit possible dans
« un pays neuf comme le Cameroun de certifier
« comme vrais les renseignements obtenus en tenant
« compte des données ci-dessus, on peut affirmer que
« la population s'élève aux environs de 3.000.000 d'in-
« dividus, chiffre du reste relativement élevé pour un
« territoire africain. Ce nombre présente une diffé-
« rence sensible avec celui indiqué par l'administration
« allemande si l'on tient compte du fait que les habi-
« tants du territoire à population dense formant actuel-
« lement la zone britannique d'occupation figuraient
« sur les listes de 1913. »

Que conclure de tout ceci, sinon que nous ne devons

accorder aux statistiques que nous avons sous les yeux qu'une simple valeur indicative et attendre pour nous fixer plus sûrement que le recensement de la population indigène ait été effectué sur des bases plus stables que celles adoptées jusqu'ici.

Ne nous y trompons pas d'ailleurs; le recensement est une œuvre de longue haleine et constitue la plus ingrate des tâches. Il suppose un personnel administratif nombreux effectuant des tournées fréquentes, et secondé par un personnel indigène spécialisé. Ses résultats vont de pair avec notre emprise sur la population: l'indigène ayant naturellement tendance à se soustraire à notre contrôle et les chefs ayant un intérêt évident à dissimuler un certain nombre d'imposables, qui s'acquitteront cependant de leurs taxes, mais à leur seul profit. L'une des meilleures méthodes à suivre pour dépister la fraude nous semble celle qui consiste à contrôler les déclarations des indigènes par l'examen de leurs habitations. Tel village compte tant de cases parmi lesquelles, (et un administrateur averti le constate sans peine) un certain nombre sont habitées par des ménages, les autres par des célibataires. En opérant le recensement case par case on serrera du plus près qu'il est possible la réalité.

Au surplus, le recensement, fût-il parfait, ne peut que donner l'état des populations à un moment donné. Il est nécessaire de le compléter par l'organisation de l'état civil. Celui-ci existe sans doute dans les principaux centres du territoire (1), mais il faut bien recon-

(1) Arrêtés des 14.6.1917 ; 30.11.1919 ; 19.11.1920 ; 23.2.1921 ; 3.12.1924.

naître qu'à l'heure actuelle, et exception faite de 2 ou 3 centres comme Douala et Yaoundé, il fonctionne beaucoup plus sur le papier que dans la réalité. Résultat qui nous apparaît comme inévitable, étant donnée la mentalité indigène, et qui ne se modifiera qu'avec le développement de notre action dans le pays.

Quoiqu'il en soit, et malgré l'imprécision des statistiques, nous pouvons tirer une première conclusion, capitale au point de vue de la mise en valeur : le Cameroun sous mandat français est un pays peu peuplé, où la densité moyenne ne dépasse pas 4,26 au kilomètre carré, où les centres importants sont rares, et où le quart environ de la superficie totale du territoire est même constitué par des régions presque entièrement désertiques.

On peut espérer que cette situation s'améliorera peu à peu. Malheureusement, et toujours sous réserve de l'incertitude des chiffres, les populations du Cameroun ne paraissent guère prolifiques et ce, pour plusieurs causes : sous-alimentation, gestation défectueuse, manque d'hygiène, tares héréditaires déterminant une grande mortalité infantile, et surtout institution généralisée de la polygamie. L'expérience montre que plus un individu a de femmes, moins celles-ci procréent. C'est ce qui doit faire considérer la polygamie comme un danger social au point de vue démographique. D'autre part, dans ces pays neufs, où le travail humain constitue encore très souvent la valeur primordiale, la possession d'un nombre élevé de femmes est un signe et un élément de richesse. Or, là comme ailleurs, la richesse et même l'aisance, sont plutôt l'apanage des vieillards et des hommes très mûrs ; les jeunes gens

doivent attendre. Tout ceci n'est pas favorable au développement de la natalité.

L'Administration s'est préoccupée de lutter contre ces différents facteurs. Son œuvre est exposée dans les rapports annuels présentés à la Société des Nations. Toutefois, s'il est relativement aisé de s'attaquer aux causes physiques, on ne peut songer à bouleverser brusquement une organisation sociale fondée sur la polygamie. Il faut agir avec prudence et attendre des résultats, non d'une réglementation hâtive et imprudente, mais d'une évolution de la mentalité des indigènes qui ne peut manquer de se produire comme conséquence de la transformation progressive du milieu dans lequel ils vivent.

Bien que la question ne se pose ici que de façon incidente on peut se demander quel est le statut de ces quelques deux millions de Camerounais de races si diverses ? Problème difficile et pour l'examen duquel il convient de se rapporter à ce qui est dit au chapitre suivant sur le caractère juridique du mandat.

La doctrine incline à voir en eux une nouvelle catégorie d'indigènes : « Les administrés français » qui se différencie nettement des deux autres catégories déjà connues : sujets et protégés, bien que ces « administrés » tiennent de l'article 127 du traité de Versailles le droit à la protection diplomatique de la France (1).

Par ailleurs, la population européenne du Cameroun sous mandat français atteint le chiffre de 1.570 habi-

(1) Sur cette question, consulter SOLUS : « *Traité de la condition des indigènes en droit privé* ». Sirey 1927.

tants (1) dont 1.233 Français, parmi lesquels on trouve 271 fonctionnaires, 156 militaires et 411 commerçants, industriels ou colons. Notons également la présence de 179 commerçants et industriels ainsi que de 12 colons étrangers.

Le chiffre de la population blanche s'élevait, il est vrai, en 1913, à 1.871 individus, mais nous ne devons pas oublier que par suite du retour à la France du territoire cédé à l'Allemagne en 1911, et en tenant compte de la bande de terrain placée sous mandat anglais, la superficie du Cameroun administrée par notre pays, n'est que la moitié environ de celle de l'ancien Cameroun allemand.

Quoiqu'il en soit, le chiffre relevé est faible et nous ne pouvons que le regretter. A notre sens, la mise en valeur d'une colonie ne peut être rapide et stable que si elle s'accompagne d'un peuplement européen. Seul, celui-ci permet d'exercer sur le pays une action profonde et durable. Nous souhaitons donc que l'immense champ d'activité qu'offre le Cameroun soit mieux connu de nos compatriotes et les pouvoirs publics ont, semble-t-il, en cette matière, un rôle prépondérant.

(2) Recensement de 1926.

CHAPITRE II

REGIME POLITIQUE. — LE MANDAT ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Il faut remonter au 14 juillet 1884 pour trouver trace de l'acte politique qui a marqué le début de l'occupation du Cameroun par les Européens.

En ce jour, le Commissaire NACHTIGAL proclama, à bord de la *Monroe*, dans l'estuaire du Cameroun, que l'hinterland était placé sous la puissance et la protection de l'Empereur d'Allemagne.

La guerre de 1914 vint bouleverser le régime politique ainsi établi. Les troupes franco-anglaises entrèrent en campagne dès le mois d'août et ne remirent l'épée au fourreau qu'après avoir opéré la conquête intégrale du pays et refoulé les Allemands en Guinée espagnole. Avant même que les opérations militaires fussent terminées, la France et l'Angleterre, adoptant la solution du partage, s'entendirent pour déterminer leurs zones respectives d'influence. L'accord du 4 mars 1916 permit à chacune des puissances contractantes d'administrer, en attendant le règlement définitif de la guerre, la partie du territoire qui se trouvait lui être dévolue. Un décret du 7 avril 1916 nomma le Général, commandant les troupes, Commissaire de la République avec mission de commencer sans

plus tarder la réorganisation administrative et économique du pays.

Le traité de paix est venu régler la question de l'attribution des anciennes colonies allemandes dans un sens assez inattendu, puisqu'il a instauré un régime nouveau en droit international : le mandat ; régime qui n'est au fond que l'application élargie de ce principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont la conférence de la paix s'est si largement inspirée.

Il semble bien que la paternité de l'idée du régime nouveau doive être attribuée au général Smuts qui l'exposa dans son projet de Société des Nations. « C'est à la Société
« des Nations que doivent faire retour les peuples et les
« territoires appartenant antérieurement à l'Allemagne
« et à ses alliés. Tous territoires et peuples passent avec
« le droit de disposer d'eux-mêmes sous le contrôle de la
« Société des Nations. Lorsque la population est en mesure de former elle-même immédiatement un Etat, il
« n'y a purement et simplement qu'à le reconnaître, mais
« lorsque cette population n'est pas encore en mesure
« d'assurer la responsabilité politique internationale des
« Etats, alors c'est un Etat particulier membre de
« la Société des Nations, qui doit assurer la tutelle de
« cette population » (1).

A la Conférence de la paix, on fut d'accord dès que l'examen des questions territoriales liées à la conquête des colonies allemandes fut abordé (séance du 24 janvier 1919), pour décider qu'elles ne seraient pas restituées à l'Allemagne. Mais on discuta longuement sur le point de savoir à quel régime elles seraient soumises. Deux par-

(1) De LAPRADELLE à son cours.

tis se trouvèrent en présence : d'une part les alliés, qui voulaient annexer purement et simplement les territoires qu'ils avaient conquis, le plus souvent au prix de lourds sacrifices, et d'autre part, le Président Wilson, qui estimait que lorsqu'il s'agissait des questions coloniales, « les intérêts des populations en jeu devaient peser d'un même poids que les revendications équitables d'un gouvernement dont le titre était à définir » et qui inclinait vers une internationalisation des colonies en litige.

Le débat dura six jours et l'on aboutit finalement à un compromis que l'on peut résumer ainsi : « L'accord qui se fit le 30 janvier 1919, marque donc deux points : « premièrement les colonies allemandes seront soustraites à la souveraineté de l'Allemagne, deuxièmement « elles ne seront pas annexées, partant elles ne seront pas « placées sous une autre souveraineté » (1). Le régime du mandat était créé. Il est consacré par l'article 22 du traité de Versailles, lequel est « le texte fondamental sur lequel sont édifiés les mandats. Il est inscrit en tête du système comme la constitution des Etats l'est en tête de leurs Codes » (2). Les articles 118 et 119 relatent, d'autre part, le dessaisissement de l'Allemagne en faveur des principales puissances alliées et associées.

Le caractère juridique du mandat a donné lieu à d'épineuses controverses qui ont porté principalement sur le point de savoir à quelle autorité s'est trouvé dévolue la puissance souveraine. Ces controverses ne peuvent surprendre ; l'imprécision des termes de l'article 22, l'absence de commentaires authentiques et l'emploi même

(1) Albert MILLOT. *Contribution à l'étude des mandats internationaux. Thèse*, Paris 1924.

(2) *Ibidem*.

du mot « mandat », qui évoque en droit privé des rapports bien définis devaient infailliblement les faire naître.

D'autre part, le seul document officiel qui, depuis l'entrée en vigueur des mandats, ait touché la question de la souveraineté, est le rapport du délégué belge HYMANS, présenté au cours de la 8^e session et qui dit : « Je n'entrerai pas dans une controverse fort intéressante sur la question de savoir où réside la souveraineté. Nous nous trouvons en présence d'une institution nouvelle. La science décidera dans quelle mesure on peut lui appliquer les anciennes notions juridiques ».

Il ne nous appartient pas, pour si intéressante qu'elle puisse être, d'entrer dans le vif d'une discussion qui reste quelque peu en dehors de notre sujet. De nombreux auteurs y ont pris part, que l'on peut classer suivant leurs conclusions en quatre groupes principaux.

Les uns s'appuyant sur le terme « mandat » et partant de cette idée que la Société des Nations est l'héritière des empires défunts ont soutenu que c'est à elle qu'appartiennent tous les territoires détachés de ces empires, et qui n'ont pu être érigés en Etats indépendants (1).

Les autres se fondant sur l'interprétation de l'article 119 du traité, ont soutenu que la renonciation de l'Allemagne de ses droits et titres en faveur des principales puissances alliées et associées impliquait juridiquement

(1) Cette théorie est surtout d'origine allemande et il est aisé de comprendre pourquoi. Voir SCHUEKING et WEHBERG. *Die Statzung des Volkerbundes*, Berlin, 1921. BILESKEI : *Das Mandat des Wolkerbundes Zeitschrift fur Wolkerrecht*, 1923. En ce sens également Georges CIORNEANU, *les Mandats Internationaux*, Thèse Paris 1921. Robert REDSLOB : *le système des mandats internationaux*. Bulletin de l'Institut Intermédiaire International, La Haye 1926.

le transfert à ces dernières de ces droits et titres et par-tant de la souveraineté qui est en partie intégrante (1). Il semble que cette thèse gagne de plus en plus de terrain dans l'opinion des gouvernements responsables de l'exécution des mandats.

Dans une troisième opinion, on a considéré qu' « en créant le système du mandat les puissances alliées ont tenu en suspens la souveraineté sur les territoires sou-mis à mandat pour une période équivalente à la durée des mandats respectifs » (2). C'est la théorie de la sou-veraineté dite « retenue ».

Enfin un dernier groupe d'auteurs (3) estime que la souveraineté a été remise à la communauté d'habitants qui peuple la colonie et qu'elle réside « virtuellement » dans cette communauté, bien que son exercice en soit confié à la puissance mandataire qui en fait usage, au nom de la Société des Nations, et aux lieu et place de la colonie.

Il faut avouer que cette dernière doctrine est bien sub-tile.

Pendant il semble qu'elle serre de près la réalité. La Société des Nations n'est pas un super Etat et ne peut

(1) En ce sens : ROJIN, *Revue de droit international et de législa-tion comparée* : année 1920. ROUARD DE CARD : *les mandats français sur le Togoland et le Cameroun*, PÉDONE 1924. FAUCHILLE : *Traité de droit international public*. Tome I. Paris 1925.

(2) LEE D. CAMPBELL : *The Mandat for Mesopotamia and the prin-ciple of trusteeship in english law*.

(3) Consulter P. PIC : *Le régime du Mandat d'après le traité de Ver-sailles*. *Revue générale de droit international public*, septembre-octobre 1923, 2^e série, Tome V. Albert MILLOT, Opinion citée. J. STOYANOV-SKY : *Théorie générale des Mandats internationaux*, Thèse, Paris 1925.

détenir la puissance souveraine. La puissance mandataire a-t-elle vraiment la souveraineté ? Si oui, comment expliquer le statut spécial donné aux ressortissants Camerounais suivant les décisions mêmes du Conseil de la Société des Nations. Comment également concilier cette souveraineté avec les mesures de contrôle portant sur chacun des actes de la puissance mandataire et qui l'ampute de ses caractères essentiels. En fait, tout se passe comme si la souveraineté était condensée en quelque sorte à l'état statique et que son exercice soit dévolu à la puissance mandataire sous réserve d'un certain nombre de restrictions résultant des obligations énoncées par le pacte. Nous accorderons donc nos préférences à la dernière doctrine exposée et citerons pour clore cette parenthèse déjà trop longue, un auteur particulièrement qualifié et compétent (1), qui porte sur le régime du mandat le jugement suivant : « Ce qui en constitue plus que tout autre élément la nouveauté, l'importance et la valeur, c'est la reconnaissance en droit de peuples mineurs habitant des territoires qui jouissent d'une personnalité juridique distincte des autres ; c'est l'obligation qu'implique la mission de l'autorité mandataire de guider ces peuples vers leur majorité, de faire évoluer le territoire administré vers l'autonomie d'abord, vers l'indépendance complète ensuite ; c'est la création, en dernière analyse, d'un système de responsabilité nationale sous le contrôle d'une collectivité internationale ». Et c'est bien là, en effet, ce qui distingue le système instauré par le traité de paix des autres modes de colonisation en faveur dans le passé.

(1) VAN REES, *Les mandats internationaux*. Rousseau, 1927.

Nous aurons, au cours des chapitres qui suivent, l'occasion de mettre en relief quelques-unes des principales obligations résultant du mandat. Nous insisterons cependant, dès maintenant, afin de faire ressortir son importance, sur l'engagement pris par la France, de pratiquer au Cameroun, à l'égard de tous les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations, et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté de navigation et de transit et une complète égalité économique, commerciale et industrielle. Dans l'esprit des promoteurs du système, et suivant l'opinion maintes fois exprimée par la Commission permanente, l'un des caractères essentiels du mandat est d'être désintéressé. Le mandataire ne doit pas, directement ou indirectement, tirer profit de sa mission et l'égalité absolue de traitement, spécialement au point de vue économique, est consacrée par une série de dispositions insérées dans le texte adopté par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa séance du 20 juillet 1922, et dont l'énumération, bien qu'assez longue n'est pas, semble-t-il, limitative.

En contre partie des charges qu'elle assumait ainsi librement, et afin de lui permettre de remplir sa mission, la France a obtenu pleins pouvoirs d'administration et de législation sur la partie du Cameroun qui lui a été confiée et qui se trouve administrée selon sa législation comme une partie intégrante de son territoire.

Après avoir été rattaché à l'origine au gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française, le Cameroun a à sa tête, depuis 1921, un Commissaire de la République qui relève directement du Ministre des Colonies et dont les attributions sont réglées par le décret du 23 mars 1921, modifié par celui du 21 février 1925. Ce haut fonc-

tionnaire est assisté d'une assemblée consultative, le conseil d'administration (1), qui se réunit périodiquement sur sa convocation.

La superficie du territoire est répartie entre une quinzaine de circonscriptions ayant à leur tête un administrateur des colonies, et qui sont à leur tour morcelées en un certain nombre de subdivisions ou postes.

Complété par l'organisation de commandements indigènes, partout où la chose est possible, cet ensemble forme un réseau administratif assez serré qui permet à la puissance mandataire d'exercer sur le pays une action efficace.

Le décret du 22 mars 1921 a rendu exécutoire dans les territoires du Cameroun placés sous mandat français, les lois et décrets promulgués en Afrique équatoriale Française antérieurement au 1^{er} janvier 1924, sous réserve que ces textes ne seront applicables que dans leurs dispositions qui ne sont pas contraires aux décrets pris spécialement par le Cameroun, et au mandat français sur ce pays du 20 juillet 1922. Depuis le 1^{er} janvier 1924, de nombreux décrets spéciaux au Cameroun sont d'ailleurs intervenus et forment actuellement la base de la législation locale, au moins en ce qui concerne les matières les plus importantes.

Citons pour clore ce chapitre, et avec le souci d'être complets, le décret du 16 avril 1924, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Cameroun, qui a été lui-même modifié par le décret du 5 mai 1926.

(1) Pour composition et attributions voir décret du 24 avril 1920.

CHAPITRE III

LE REGIME FONCIER

Il est presque inutile de souligner l'extrême importance que présente au double point de vue social et économique le problème des terres.

Les intérêts de la colonisation et ceux de la population indigène sont bien souvent en contradiction. Il faut éviter de dépouiller l'indigène du sol sur lequel il vit, et, d'autre part, il est nécessaire d'accorder à la colonisation européenne les terres nécessaires à son expansion. A l'Administration revient le souci de concilier des points de vue trop souvent opposés au plus grand profit de l'intérêt général dont il est juste de dire, spécialement en ce qui nous occupe, qu'il n'est pas seulement la somme des intérêts particuliers, mais aussi « l'intérêt permanent en face des intérêts éphémères, ce qui demeure en présence de ce qui passe » (1).

Le problème des terres soulève une série de questions que nous allons examiner successivement, espérant ainsi donner une plus grande clarté à un sujet qui ne laisse pas que d'être passablement aride.

(1) *Temps*, du 5 février 1928. Discours du Président Poincaré.

I. — CONSTITUTION DU DOMAINE

Le Domaine peut se constituer de plusieurs manières.

La conquête est généralement le premier mode de formation du patrimoine commun. Le Cameroun ne fait pas exception à cette règle. Aux termes du traité de Versailles, le gouvernement exerçant l'autorité sur le territoire, est considéré comme ayant recueilli de l'Etat allemand la généralité des droits mobiliers et immobiliers qui pouvaient exister à son profit. Par ailleurs, le territoire a profité des opérations de séquestre consécutives à la guerre, et à la confiscation des biens ex-ennemis, pour se rendre acquéreur d'un certain nombre de propriétés à des prix souvent fort avantageux.

En second lieu, le décret du 11 août 1920 a attribué au domaine les terres vacantes et sans maître. Mais la difficulté est précisément de déterminer quelles sont ces terres vacantes. L'Administration du territoire a classé sous cette rubrique toutes les terres autres que celles sur lesquelles existe un droit de propriété indigène, individuelle ou collective, dont l'exercice s'oppose à toute classification domaniale ; (il y a lieu cependant de faire une réserve en ce qui concerne les terres de la région Nord, pour lesquelles l'application du droit coranique a quelque peu débrouillé le problème, et où il est possible, très souvent, de déterminer les terres vacantes en s'appuyant sur la législation indigène elle-même), mais ce faisant, on a simplement déplacé la question, et il faut bien se décider à déterminer les terrains où existe ce droit de propriété dont nous parlions plus haut. L'arrêté du 15 septembre 1921 qui développe les principes posés par le décret de 1920, prescrit une enquête pour chaque cas d'espèce.

Celle-ci comporte une série d'opérations assez complexes, mais grâce auxquelles les droits des indigènes se trouvent véritablement sauvegardés. Ainsi l'on renonce à une procédure d'ensemble qui séduit l'esprit par son ampleur, mais qui s'avère dans la pratique comme parfaitement chimérique, et les terrains sont en somme présumés vacants, sauf preuve contraire administrée par l'enquête précédant nécessairement leur réunion au domaine. De la sorte se trouve satisfaite l'une des obligations du mandat qui prescrit à la puissance mandataire « dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et du transfert de la propriété foncière de prendre en considération les lois et les coutumes des indigènes, de respecter leurs droits et de sauvegarder leurs intérêts ».

Outre les terres vacantes et sans maître, l'arrêté du 15 septembre classe dans le domaine les réserves indigènes qui sont par lui ainsi définies « Terrains situés autour des villages, sur lesquels les indigènes pratiquent leurs cultures, recueillent ce qui est nécessaire à leur existence, font paître des troupeaux, etc..., mais sur lesquels ils n'ont en fait qu'un droit d'usage et non de propriété ».

Cette question des réserves indigènes est assez ardue en raison des divers intérêts qui se heurtent. « D'une part, il faut que les indigènes soient protégés et que leur soit assurée la libre et complète jouissance des terrains qui leur sont nécessaires pour assurer leur subsistance et pourvoir à leurs besoins. D'autre part, dans une colonie où la population est clairsemée, et occupe des territoires immenses qu'elle ne cultive point, on peut concevoir que l'Etat cantonne les indigènes sur une portion des superficies qu'ils occupent. Il s'agit des inté-

« rêts de la colonisation » (1). L'article 4 du texte précité précise que les indigènes exploitant les terres classées dans les réserves indigènes n'ont sur elles qu'un droit d'usage et non de propriété. L'aliénation de ces terrains est soumise aux dispositions édictées pour celle des autres parties du domaine, avec cette différence toutefois, qu'elle peut donner lieu à des indemnités ou des compensations au profit des usagers. La détermination des réserves est effectuée par les Chefs des Circonscriptions, et approuvée par le Commissaire de la République ; ce haut fonctionnaire s'inspirant des considérations de principe énoncées plus haut.

Enfin un quatrième mode de constitution du domaine consiste dans l'expropriation. Celle-ci ne peut avoir lieu que pour cause d'utilité publique, laquelle, si l'on s'en rapporte aux commentaires de l'Administration, se trouve en jeu « dans le cas de travaux assumés par la puissance publique et dans l'intérêt de la collectivité : chemins de fer, routes, ports, etc... » (2).

Ce principe est posé par le décret du 10 juillet 1922 qui forme la base de la législation en la matière. La procédure qu'il organise est inspirée des règles fondamentales édictées par la loi française de 1841, et qui n'ont été modifiées que dans la mesure imposée par les contingences locales. L'expropriation pour cause d'utilité publique conserve en particulier son caractère judiciaire.

(1) SOLUS, Opinion citée.

(2) Rapport annuel du Gouvernement Français, Année 1923, page 55.

II. — PROPRIÉTÉ DU DOMAINE

Les termes employés dans la rédaction du décret du 11 août 1920 ont pu jeter quelque confusion dans les esprits. L'article 2 ainsi rédigé : « Les terres vacantes et sans maître dans les territoires du Cameroun appartiennent à l'Etat » prête à l'équivoque. La Commission permanente s'en est elle-même émue. Mais il ne s'agissait, et il ne pouvait s'agir en l'espèce, que d'une expression sans autre portée. Nous avons, en effet, admis, d'une part, que la puissance mandataire exerce gratuitement sa mission et que, d'autre part, elle ne détient la souveraineté qu'aux lieu et place de la collectivité des indigènes habitant la colonie. Il est clair que dans ces conditions l'Etat français ne pouvait prétendre en aucune manière à la prise de possession de tout ou partie du domaine constitué au Cameroun. La question a d'ailleurs été officiellement mise au point dès 1922. « Le mot Etat ne doit pas faire illusion : bien « que le domaine ainsi dévolu ait été antérieurement « domaine de la couronne impériale, rien dans les « textes ne montre que ce domaine soit passé à l'Etat « français ; rien ne fait obstacle à ce que ce domaine « soit considéré comme il doit l'être, c'est-à-dire comme « domaine local » (1). Par conséquent, le problème est nettement tranché, et le Domaine doit être considéré comme appartenant entièrement au Territoire ; solution qui se trouve en parfaite conformité avec les termes du traité. Celui-ci indique, en effet, (article 257), que

(1) Document cité, page 52.

« les biens et propriétés appartenant à l'Empire et aux
« Etats allemands situés au Cameroun seront transfé-
« rés en même temps que le territoire à la puissance
« mandataire, prise en cette qualité. »

III. — LE DOMAINE PUBLIC

Le décret du 5 juillet 1921 donne l'énumération des biens qui y sont classés. Ce texte n'appelle que de brefs commentaires, et il ne se différencie pas sensiblement des textes similaires existant dans la plupart des législations. Toutefois, on doit noter que sous l'empire de la loi allemande, les rives maritimes et fluviales étaient susceptibles d'appropriation privée. C'est ce qui explique que l'article 10 du décret ait prévu l'attribution d'une indemnité pour les détenteurs de terrains classés dans le Domaine Public et qui les possédaient en vertu d'un titre régulier antérieur à sa promulgation. Il s'agissait, de toute évidence, d'une véritable expropriation par la voie législative qui devait, en équité, entraîner une compensation pécuniaire au profit des occupants. L'arrêté du 15 septembre 1921 sur le Domaine Public a déterminé les conditions de l'occupation de ce domaine et précisé les règles relatives à sa police et à sa conservation. Les permis d'occupation sont délivrés par le Chef du Territoire, par arrêtés pris en conseil d'administration.

IV. — LE DOMAINE PRIVÉ

Le pouvoir central s'est borné dans le décret du 11 Août 1920 portant organisation du domaine et des terres domaniales au Cameroun, à poser les principes

essentiels et il a laissé avec raison au pouvoir local le soin de prendre la réglementation de détail indispensable. Celle-ci a fait l'objet d'un arrêté en date du 15 septembre 1921. Le domaine privé est constitué par les différentes catégories de terres que nous avons déjà vues : Terrains appartenant au Territoire suivant un titre régulier. Réserves indigènes. Terres vacantes et sans maître. L'arrêté mentionne également les terrains appartenant à des indigènes ou à des collectivités indigènes en vertu de la coutume et de la tradition, mais pour lesquels il n'existe aucun titre de propriété écrit. Mais on ne peut soutenir que les terrains de cette dernière catégorie rentrent dans le Domaine. Ils font simplement l'objet, en ce qui concerne leur aliénation de règles particulières que nous étudierons un peu plus loin.

Les textes réglementant la matière classent les terres foncières en deux grandes catégories : d'une part, les terrains urbains, de l'autre, les ruraux. Pour chacune de ces catégories est constituée une procédure spéciale d'attribution, et des conditions différentes sont imposées.

A. — *Terrains Urbains.* — L'arrêté de 1921 les détermine ainsi : « tous les chefs - lieux de circonscription, « de subdivision, ainsi que les localités nommément « désignées par arrêté du Commissaire de la République. Le périmètre des centres urbains est également « fixé par arrêté sur la proposition du Chef de Circonscription ».

Deux phases sont prévues pour l'aliénation : l'une, destinée à incorporer le terrain dans le domaine privé,

en reconnaissant sa qualité de bien vacant et sans maître (nous avons traité ce point plus haut et n'y reviendrons pas), l'autre, ayant trait à la publicité nécessaire au libre jeu des enchères.

Dans l'intérieur du périmètre de chaque centre urbain, les terrains faisant partie du domaine font l'objet d'un plan de lotissement, après que les formalités destinées à assurer la détermination des terres vacantes ont été observées. Le plan détermine les formes et dimensions des lots à aliéner, les rues, les avenues et places publiques. Il indique les lots réservés pour les besoins des services publics. A l'appui du plan est annexé, pour chaque lot, un cahier des charges indiquant les obligations imposées à l'adjudicataire, et parmi lesquelles figurent nécessairement le bornage, la mise en valeur et la construction de bâtiments en matériaux définitifs.

A l'expiration d'un délai de deux mois, les lots à aliéner font l'objet d'une adjudication au siège de la Circonscription. Par une sage disposition on a évité l'accaparement en interdisant à qui que ce soit de se rendre adjudicataire de plus d'un lot dans la même localité, et en enlevant au preneur la faculté de louer ou de céder son lot, pendant une période de dix ans à compter de la délivrance du titre, à aucun particulier (ou Société) déjà installé au Cameroun au moment de son attribution.

Les centres commerciaux les plus importants du Cameroun ont été lotis suivant cette procédure: M' Banga, Eseka et N' Kongsamba en 1923 et 1924. Yaoundé en 1925 — Douala et Garoua en 1927. Un certain nombre de localités secondaires ont été, de même, mises en valeur.

Dans les centres non encore lotis, le Commissaire de la République peut délivrer des permis autorisant l'occupation immédiate et provisoire de certains terrains, aux risques et périls du demandeur, qui n'est autorisé qu'à y édifier des constructions facilement démontables.

De même, des autorisations provisoires d'occupation de terrains domaniaux peuvent être délivrées par le Chef de Circonscription aux indigènes dans les zones à réserver pour leurs quartiers, en attendant qu'elles soient loties. Un terrain ainsi occupé ne peut être sous-loué, et aucun indigène ne peut en obtenir plus d'un par localité.

B.— *Terrains Ruraux.* — Les terrains ruraux sont ceux qui sont délivrés en dehors des périmètres urbains. Ils ne peuvent être attribués par le Commissaire de la République que s'ils ne dépassent pas 1.000 hectares. Au-dessus de ce taux, ils sont attribués, comme partout ailleurs, par décret rendu sur le rapport du Ministre des Colonies, après avis de la Commission des concessions coloniales.

Les conditions d'attribution des terrains ruraux sont fixées par les articles 27 à 84 de l'arrêté sur le Domaine. Il ne saurait être question d'entrer dans le détail de cette réglementation de tendance libérale, et qui donne au petit colon indigène, ne disposant que de ressources limitées, la faculté d'acquérir, par voie de concession, les parcelles nécessaires à sa culture. Des facilités de paiement lui sont accordées pour se libérer plus aisément des redevances imposées. Le colon européen bénéficie d'ailleurs des mêmes avantages, susceptibles à l'occasion de faciliter grandement sa tâche.

Un ensemble d'obligations est, ici aussi, prévu et qu'on peut résumer ainsi : « Outre les clauses relatives au paiement, au bornage, à l'édification des constructions nécessaires pour l'exploitation et pour le logement des travailleurs, certaines conditions, en particulier pour les terrains à cultures riches sont imposées en vue d'augmenter la qualité des produits devant être retirés de la concession. C'est ainsi que pour les plantations de cacaoyers, le titulaire est tenu d'édifier toutes installations nécessaires pour le séchage et la fermentation ; que pour les palmeraies est prévue l'obligation de posséder un concasseur. En outre, la construction de routes pour les superficies de quelque importance est envisagée » (1).

S'il a rempli les conditions qui lui sont imposées, le concessionnaire peut obtenir l'attribution définitive du terrain qu'il a mis en valeur. Une commission de quatre membres est chargée de constater l'état de la concession ; elle dresse un procès-verbal qu'elle transmet au Commissaire de la République, et celui-ci statue par arrêté pris en Conseil d'administration.

Etant donnée leur importance, les régimes forestier et minier ont fait, dès l'origine, l'objet d'une réglementation particulière.

Le premier a été fixé tout d'abord par un arrêté en date du 15 septembre 1921, approuvé par décret du 12 janvier 1922, qui a été abrogé et remplacé par le décret du 8 mars 1926. Ce texte a lui-même été complété, en ce qui concerne les détails d'application, par l'arrêté du 5 juin 1926, remplacé, depuis, par celui du 3 octobre 1927. Toute cette

(1) Rapport pour 1926, page 28.

réglementation n'offre rien de très particulier. Elle assure la conservation des richesses forestières du Cameroun, tout en permettant l'exploitation efficace des importantes ressources que cette Colonie offre en la matière. Les autorisations temporaires d'exploitation sont accordées jusqu'à 10.000 hectares par le Commissaire de la République et, au-dessus de ce chiffre, par décret. Les indigènes conservent dans les bois et forêts l'exercice de leurs droits d'usage. Ils peuvent exploiter commercialement les palmiers, et autres plantes, dont les récoltes leur appartiennent traditionnellement*.

Le régime minier du Cameroun résulte d'une part d'un ensemble de textes applicables en vertu du décret du 23 octobre 1920, étendant dans ce Territoire les dispositions du régime minier en vigueur en Afrique Equatoriale Française, et, d'autre part, d'un décret spécial en date du 5 Mars 1921, relatif à la recherche et à l'exploitation des pétroles en Afrique Equatoriale et au Cameroun. De plus, le décret du 27 février 1924 a été rendu applicable au territoire et un décret spécial, en date du 22 juillet suivant, a pris soin de compléter son article 8 par la phrase suivante : « Toutefois le décret du 8 janvier 1916 n'est pas applicable au Cameroun. » Cette disposition visait spécialement à dissiper les doutes qui s'étaient élevés, quant au maintien, en matière minière, de l'égalité absolue prescrite par le mandat. Cette question a d'ailleurs été traitée tout au long dans le rapport de 1925 au chapitre de l'égalité économique et commerciale, et nous y renvoyons le lecteur.

V. — LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ EUROPÉENNE

La base du droit immobilier au Cameroun sous l'occupation allemande était l'ordonnance impériale du 21 novembre 1902 qui s'inspirait à la fois du code civil allemand et du système dit de l'Act Torrens. Sous ce régime, la publicité est nécessaire pour la transmission de la propriété, non seulement vis-à-vis des tiers, mais encore entre les parties. D'autre part, l'inscription régulière sur les livres fonciers emporte la purge de tous droits au profit du propriétaire. Ce régime abolit l'usucapion en matière d'immeuble. Celui qui est inscrit reste propriétaire ou créancier hypothécaire aussi longtemps qu'il n'est pas radié. De plus, l'hypothèque, et la créance qu'elle garantit, sont dès l'origine, distinctes, de sorte que l'on peut concevoir le cas où le débiteur ne doit rien, et où l'immeuble seul doit. De la sorte, l'hypothèque peut survivre à la créance et ne disparaît qu'après sa radiation sur le registre. Enfin les registres sont tenus non par personnes, mais par immeubles.

Ainsi se trouvait institué un système de publicité réelle de la propriété et des droits immobiliers. Un service de la conservation foncière existait auprès des différents tribunaux du district au greffe desquels étaient déposés les livres fonciers (Grundbücher).

Au cours des hostilités, une grande partie des archives a malheureusement disparu, et il a été notamment impossible de remettre la main sur les livres fonciers n^{os} 2 et 3.

Faisant état de ces disparitions et de l'impossibilité de maintenir « *mutatis mutandis* » une procédure

d'immatriculation judiciaire qui impliquait l'intervention d'autorités et de juridictions disparues, l'Administration française, a purement et simplement appliqué au Cameroun le régime institué par le Code Civil en matière de privilèges et d'hypothèques, et le système de la transcription, en matière de constatation des droits immobiliers. Elle a justifié sa décision par une série d'arguments reproduits dans les rapports annuels successifs : Difficultés de concilier le régime de l'immatriculation avec les dispositions des textes en vigueur pour les aliénations indigènes; désir d'éviter la création d'un corps de géomètres ; difficultés d'appliquer le régime de l'immatriculation dans une période de transition, désir d'éviter une mobilisation trop facile de la propriété, etc... Nous avouons que ces arguments ne nous paraissent pas concluants. Le Cameroun ne présente, nous semble-t-il, aucune originalité en ce qui concerne la solution à donner au problème du régime légal de la propriété foncière. Nous n'apercevons pas nettement pourquoi le régime de l'immatriculation qui a été successivement étendu (sans parler de la Tunisie et du Maroc) à Madagascar, en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, à la Côte des Somalis et donne dans toutes ces Colonies d'excellents résultats, perdrait toute efficacité quand il s'agit du seul Cameroun. Les avantages du système de l'immatriculation spécialement en ce qui concerne le régime hypothécaire ont été trop souvent signalés pour qu'il soit nécessaire de développer plus longuement ici cette question, devenue en quelque sorte classique. La doctrine est aujourd'hui presque unanime à reconnaître que les systèmes inspirés plus ou moins directement

de « l'act Torrens » constituent la solution la plus moderne, et la plus intéressante, du problème de la législation foncière. Et si, dans la pratique, une telle solution n'a pas été admise dans la Métropole en raison de la difficulté de ménager les transitions entre le régime ancien et le régime nouveau, en raison surtout d'impérieuses nécessités financières, aucun obstacle semblable ne saurait se rencontrer dans les pays neufs, où la notion de propriété individuelle commence seulement à se faire jour et où, en matière foncière tout est à créer, ou presque.

Aussi l'application pure et simple au Cameroun du régime métropolitain ne saurait-elle nous satisfaire. Il semble bien qu'on ait adopté en l'occurrence une solution élémentaire d'un problème qui, pourtant, en comportait d'autres. Nous n'hésitons pas à dire qu'il eût été préférable de procéder comme au Togo (1) à une étude plus complète de la question et d'appliquer sans autre retard la législation foncière de l'Afrique Equatoriale Française, sous réserve des dispositions transitoires imposées par les circonstances. Remarquons à ce propos qu'il est possible de réserver, au moins provisoirement, à la propriété indigène un statut particulier, comme cela a été fait en Afrique Occidentale Française (2). Tôt ou tard, il faudra, pensons-nous (et nous sommes

(1) Voir décret du 23 décembre 1922 rendant applicable au Togo le décret du 25 juillet 1906 portant organisation de la propriété foncière dans les colonies et territoires relevant du Gouvernement Général de l'A. O. F.

(2) Voir décret 8 octobre 1925, étendu au Togo par décret du 24 août 1926.

confirmés dans ce sentiment par de nombreux passages de documents officiels), en venir au régime que l'on a, en premier lieu, repoussé.

VI. — RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ INDIGÈNE

« La détermination des modes de constatation et de
« publicité des droits indigènes offrent des difficultés
« particulières et plus considérables que celles qui exis-
« tent déjà lorsqu'il s'agit des droits fonciers des Euro-
« péens. Souvent le régime de la propriété indivi-
« duelle, qui est à la base des systèmes habituels de
« publicité des droits fonciers, est inconnu. Il s'agit de
« tenures collectives, tribales ou familiales, de droits
« d'occupation ou de jouissance, de facultés d'usage
« qui sont infiniment difficiles à saisir et à caracté-
« riser et dont les titulaires ne peuvent être que très
« difficilement connus et très approximativement déter-
« minés ». (1) Ces difficultés ont sans doute retardé
quelque peu au Cameroun la solution de la question,
puisque le premier texte intervenu en la matière est,
sauf erreur, le décret du 20 août 1927, qui n'a d'ailleurs
fait autre chose que de rendre applicable au Territoire
la réglementation résultant, en Afrique Occidentale
Française du décret du 8 octobre 1925. Peuvent invo-
quer le bénéfice du décret les possesseurs de tenures
détenues suivant les règles du droit coutumier local. Ils
ont ainsi la faculté de faire constater, et affirmer leurs
droits au regard de tous, moyennant l'observation d'un

(1) SOLUS, Opinion citée.

certain nombre de dispositions. En premier lieu, le requérant qui a manifesté le désir de faire constater ses titres doit délimiter son terrain à l'aide de jalons ou de tous autres repères suffisants. Au jour qu'il a fixé, le Chef de Circonscription, après avoir prévenu les chefs et notables du lieu, fait les constations utiles. Sommation est faite aux assistants de révéler tous les droits opposables. Puis un procès-verbal est dressé. Un délai de trois mois est donné aux opposants pour faire valoir leurs droits devant le tribunal indigène. S'il n'y a pas eu d'oppositions, ou si elles ont été rejetées, les pièces de la procédure sont numérotées et recensées en un livret auquel il est joint copie d'un plan du terrain. Les indications portées au livret sont inscrites sur un registre coté et paraphé par le Chef de circonscription. Le titre confirme son possesseur dans les droits qu'il énumère. Il vaut tant que dure l'occupation effective du bénéficiaire ou de ses ayants droit. Aucune dépossession ne peut être faite, qu'en vertu d'un jugement ou d'une convention dans la forme des actes ci-dessus spécifiés. Tout changement dans le statut de la propriété donne lieu à inscription sur un registre spécial, et sur le livret remis au détenteur. Ajoutons que les immeubles peuvent également bénéficier de ce régime.

La procédure ainsi instituée est simple et pratique ; elle présente de grands avantages. Dans ces pays qui évoluent lentement du stade de la propriété collective à celui de la propriété individuelle, il est incontestable que les systèmes fonciers perfectionnés de nos législations modernes sont peu compris de la grande masse des indigènes et que, d'autre part, les procédures plus ou moins longues et coûteuses qu'ils entraînent contribuent à écarter d'eux

nos administrés. Mais, pour si utile qu'il soit, le système qui vient d'être décrit, ne saurait malgré tout être que provisoire. Il a, en quelque sorte, les défauts de ses qualités, et son principal inconvénient résulte de la qualification même donnée aux droits dont les indigènes sollicitent la constatation. S'il s'agit d'un véritable droit de propriété, il faudra bien, à un moment donné, faire rentrer celui-ci dans le droit commun, car il est difficile de concevoir deux sortes de propriété. S'il ne s'agit au contraire que d'un droit d'usage, les possesseurs du livret n'ont au fond pas grande garantie contre les empiètements possibles du Domaine.

VII. — CONTRATS ENTRE EUROPÉENS ET INDIGÈNES

Il s'agit en l'espèce, de sauvegarder les divers intérêts qui se font jour et il n'est pas exagéré de dire que l'ordre public est en jeu. Les Européens doivent être mis en garde contre des aliénations irrégulières consenties par des indigènes qui ne seraient que simples possesseurs, ou détenteurs des biens aliénés. Dans l'intérêt général, il importe également d'éviter des spéculations néfastes au développement économique de la colonie, ou des accaparements qui ne lui seraient pas moins contraires.

Aussi, le décret du 11 août 1920 a-t-il, avec raison, subordonné la cession à des particuliers, par voie de vente ou de location, des terres formant la propriété collective des indigènes, ou que les chefs détiennent en leur qualité de représentant des collectivités, à l'approbation du Chef du territoire qui statue par arrêté pris en conseil d'administration.

VIII. — RÉSULTATS ET APPRÉCIATIONS CRITIQUES

Après avoir passé successivement en revue les divers points susceptibles de retenir l'attention et étudié la réglementation en vigueur au Cameroun en matière de législation foncière, il nous reste à examiner pour clore ce chapitre comment ce système fonctionne dans la pratique et quels sont ses résultats au point de vue de la mise en valeur.

Il est possible, en premier lieu, de concevoir un régime de grandes concessions groupant sur d'immenses superficies les capitaux et la main-d'œuvre disponibles. On peut aussi chercher à obtenir le développement économique par la constitution de la petite propriété européenne ou indigène ; ou, s'écartant des rigueurs doctrinales se rallier à un système mixte adapté aux contingences locales et serrant de plus près les réalités.

Remarquons tout d'abord avec le distingué rapporteur du budget des Colonies à la Chambre qu'il faut avant tout éviter de disperser les efforts (1). Le Cameroun est, et restera autant qu'il est possible de le prévoir, pendant longtemps encore dans le stade agricole. Il convient donc de porter nos efforts de ce côté, et mieux encore de spécialiser ses productions afin de favoriser celles qui sont le plus adaptées aux conditions locales, et dont on ne manquera pas ainsi d'accroître le rendement. Nous pouvons citer à l'appui de cette manière de voir, une circu-

(1) Rapport fait par M. ARCHIMBAUD au nom de la Commission des Finances chargée d'étudier le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1928 (Ministère des Colonies), Chambre des Députés, année 1927, n° 4885.

laire expédiée par le Ministre des Colonies aux Gouverneurs et Gouverneurs généraux en janvier 1927, et dont on peut résumer ainsi les passages caractéristiques : « Il
« m'a paru nécessaire de déterminer, d'accord avec les
« hauts fonctionnaires chargés d'administrer nos diver-
« ses possessions, la part de chacune de nos colonies
« dans l'effort de production des denrées et matières
« premières dont la métropole a besoin pour sa consom-
« mation, et pour l'achat desquelles elle acquitte encore
« aujourd'hui un lourd tribut aux fournisseurs étran-
« gers.

« J'estime, en effet, que préalablement à toute action
« d'intensification de notre production coloniale, il y a
« lieu de procéder à une répartition, par colonie, des
« cultures et produits, à poser en quelque sorte, le prin-
« cipe de la spécialisation pour chacun de nos territoires
« d'outre-mer ».

Les cultures qui semblent le mieux devoir réussir au Cameroun sont celles du palmier à huile, du cacao, du café, du tabac, de l'hévéa, pour le Sud. Dans le Nord, la culture du coton pourra sans doute devenir lucrative, lorsque les moyens de transport seront assurés. Nous laisserons de côté l'élevage qui nécessite de grandes étendues, mais qui reste jusqu'ici presque uniquement entre les mains de l'indigène.

Toutes ces cultures, sauf celle de l'hévéa, peuvent être entreprises sur des concessions de faible étendue, et être confiées aux indigènes, étant entendu que leur éducation agricole ne cessera d'être poursuivie, et sous réserve de la surveillance étroite de la qualité des produits, ainsi que nous le verrons plus loin. Il semble donc à première vue que le système de la petite colo-

nisation puisse être utilisé avec avantage, comme étant particulièrement adapté aux conditions de développement du pays. Néanmoins, nous estimons que les grandes entreprises ne doivent pas être écartées systématiquement. Au point de vue économique, la colonisation faite à l'aide de capitaux importants présente des avantages indéniables. Le petit colon européen ou indigène manque souvent de moyens financiers : obligé, faute de capitaux suffisants, d'utiliser chaque année pour vivre une partie de ses bénéfices, il manque de fonds de réserve, et peut être à la merci d'une crise. D'autre part, il n'a ni le temps, ni les moyens de rechercher les perfectionnements techniques, de se tenir au courant des méthodes nouvelles et de les expérimenter. Seules, des sociétés puissantes peuvent assumer les dépenses que nécessitent les expériences de sélection, les essais d'acclimatation, les missions d'étude à l'étranger. Aussi ne convient-il pas de leur être, à priori, hostile. Nous estimons, quant à nous, que la mise en valeur du Cameroun doit se fonder pour la plus grande part sur les efforts de la petite colonisation, mais qu'il y a lieu, également, de favoriser la constitution d'un certain nombre d'affaires aux moyens puissants qui ne manqueront pas, pour les raisons exposées plus haut, de contribuer efficacement à l'essor économique du pays et de montrer, en maintes occasions, la voie aux producteurs plus modestes.

L'on doit, croyons-nous, réserver une mention spéciale aux plantations d'hévéas, qui ne peuvent être entreprises que sur une vaste échelle. En cette matière, la petite colonisation nous semble devoir être exclue. C'est ainsi, que le décret du 6 novembre 1927, a accordé

une concession rurale de 11.600 hectares dans la région d'Edéa à la Société des caoutchoucs de l'Equateur, et cette concession ne nous paraît nullement excessive.

Si nous compulsions les documents et statistiques officiels, nous constatons que l'administration du Territoire s'oriente nettement vers la constitution d'une petite propriété individuelle, où l'indigène, en pleine indépendance, et de sa propre initiative, travaillera à obtenir une récolte dont il tirera entièrement profit.

Il n'y aurait qu'à se féliciter de cette politique si elle n'excluait trop systématiquement, et de façon trop rigoureuse, les affaires disposant de capitaux importants.

Les sociétés produisent une grande quantité de richesses qui profitent au pays tout entier. Contrôlées comme elles doivent l'être, sans faiblesse, ni parti pris, elles sont susceptibles de contribuer de la façon la plus active au développement économique du Territoire. Nous sommes d'accord, pour en limiter le nombre et réduire leurs proportions aux possibilités de main-d'œuvre, qui sont faibles sans doute, sans toutefois être nulles, mais nous estimons aussi que leur présence est un adjuvant nécessaire à la petite colonisation.

C'est pourquoi, nous ne pouvons souscrire sans réserve à cette phrase du rapport de 1926 : « La progression constatée pour les concessions rurales ne porte
« que sur des étendues moyennes variant entre 100 et
« 700 hectares. Celles supérieures à 1.000 hectares, sont
« obligatoirement attribuées par décret. L'Administration est décidée à n'en pas augmenter le nombre. »
A ce régime, 25.550 hectares se trouvaient être effectivement mis en valeur à la fin de l'année 1926, encore

convient-il de remarquer que dans ce chiffre figure une importante concession de 7.350 hectares accordée pour 60 ans à la Compagnie française des tabacs du Cameroun.

Comparée à la superficie du Territoire, la partie actuellement exploitée semble relativement faible et on ne doit pas se dissimuler qu'il reste encore beaucoup à faire dans le sens de la mise en valeur.

Cette constatation nous confirme dans le sentiment que l'essor économique doit résulter d'une collaboration harmonieuse de la petite et de la grande colonisation; la première servant en quelque sorte de base à l'édifice, la seconde créant d'importants courants d'échanges et remplissant un rôle éducatif, dont il serait injuste de méconnaître la valeur.

CHAPITRE IV

LA MAIN - D'ŒUVRE

Au Cameroun, comme dans bien d'autres colonies, le problème de la main-d'œuvre est, au point de vue pratique, celui auquel il est le plus difficile de trouver une solution satisfaisante. La question de la main-d'œuvre domine toutes les autres pour cette raison très simple, que si les bras manquent, il faut abandonner tout espoir de faire fonctionner les entreprises dont l'activité assure le développement normal du pays, quelques puissent être, d'autre part, l'importance des capitaux engagés ou celle des superficies qu'on se propose d'exploiter.

Le problème se pose sous un double aspect : quantitatif et qualitatif.

Nous avons étudié déjà dans un précédent chapitre la première face de la question, et nous avons conclu que le Cameroun est un pays peu peuplé où, par conséquent, la quantité de main-d'œuvre disponible est faible. Nous avons noté aussi, que l'imprécision des statistiques ne permet pas à l'heure actuelle de serrer de près le problème. Cependant, autant il est légitime et nécessaire de subordonner le développemest écono-

mique du pays à sa capacité de travail, autant il serait regrettable de risquer d'entraver sa mise en valeur par une sous-estimation de ses véritables ressources. Aussi, ne saurait-on trop mettre en évidence la nécessité d'établir un recensement sérieux de la population; opération sans laquelle il n'est pas possible d'établir de programme précis de mise en valeur.

Envisagé du point de vue qualitatif, le problème de la main-d'œuvre ne soulève au Cameroun aucune difficulté qui ne se rencontre dans les autres territoires africains.

La colonie souffre, comme ses voisines, au point de vue de la main-d'œuvre d'une insuffisance de qualité, ou de rendement individuel. « Ce n'est pas seulement
« le nombre des individus qu'il faut considérer quand
« on se préoccupe de l'essor de la colonisation, mais
« surtout la qualité de la main-d'œuvre : si l'on doit
« souhaiter que le nombre augmente, il faut bien
« davantage se préoccuper d'améliorer le rendement
« individuel ». (1)

C'est presque un lieu commun d'affirmer que le nègre est paresseux. Cependant, il nous faudrait, pour le juger avec équité, faire abstraction de notre mentalité d'Européens; alors peut-être deviendrions-nous d'avis qu'il est surtout inoccupé. Dans nos sociétés modernes, l'individu ne peut surnager que par le jeu incessant d'une activité considérable. Appartenant à des groupes compacts de population, où la terre est dispensée avec parcimonie, où le même sol appauvri par des

(1) DU VIVIER DE STREEL ; Rapport au Conseil Supérieur des Colonies, 1928.

siècles de culture doit cependant redonner des moissons toujours plus abondantes; vivant dans des régions où la nature marâtre lui fait du travail une loi impérieuse, l'homme civilisé, esclave de ses besoins, doit peiner âprement pour les satisfaire.

Chez les primitifs africains il en va tout autrement. La population est extrêmement disséminée, la terre est abondante, la nature plus généreuse donne le plus souvent à l'indigène, sans lui rien demander en retour, ce qui lui est nécessaire pour vivre. La chaleur du climat et la fécondité de la terre assurent à l'homme noir, et à peu de frais, un mode d'existence satisfaisant ses besoins primordiaux, et l'on s'explique aisément dans ces conditions son indolence et sa paresse.

Mais il ne s'agit là que d'un minimum, et pour le nègre comme pour tout autre homme, le travail devient une obligation aussitôt qu'il s'agit d'améliorer sa condition et d'acquérir un peu de bien être. La mise en valeur du pays qui, en développant la richesse, assure à tous une existence meilleure, ne saurait se faire sans que l'indigène y participe, et la question se pose donc de savoir comment il va être possible de faire évoluer sa conception primitive et de le décider à travailler.

Deux méthodes se présentent immédiatement à l'esprit :

La première, s'appuyant sur la contrainte tend, sous le couvert de fins supérieures, à plier l'homme noir sous une discipline rigide et à le ramener par des voies plus ou moins détournées aux formes antiques de l'esclavage.

À l'opposé, une seconde méthode, repoussant toute obligation, ne fait appel qu'à la bonne volonté de l'indi-

gène, en ne compte que sur la persuasion pour l'amener à fournir l'effort qui lui est demandé.

La supériorité de la seconde méthode, celle par conséquent du travail libre sur le travail forcé n'est plus guère contestée. Ainsi que le souligne un auteur devenu pour ainsi dire classique : « Bien différent est l'état
« d'âme de celui qui travaille parce qu'il le veut bien,
« poussé par l'espoir de gagner davantage et la perspective d'améliorer son sort et celui des siens. L'espérance est un mobile d'action très supérieur à la
« crainte » (1).

Aussi peut-on affirmer que de plus en plus le travail forcé est considéré comme une solution du passé qui ne concorde plus avec nos conceptions modernes de la liberté humaine.

On a tenté, il est vrai, de justifier ce régime en faisant ressortir sa valeur éducative, mais il n'y a là, à notre sens, qu'une apparence et nous partageons sans réserve les conclusions d'une intéressante étude consacrée à cette question de l'obligation au travail pour les indigènes des colonies d'exploitation : « Nous avons vu
« ce qu'il faut penser de la valeur éducative du travail
« forcé. Loin d'inciter l'indigène à travailler, il l'en
« détourne.

« Au contraire, il ressort de l'exposé précédent que
« l'indigène est en général perfectible, qu'il acquiert
« relativement vite le goût, non directement du travail,
« mais des jouissances que celui-ci procure. C'est donc
« uniquement dans ce sens qu'il faut agir.

« C'est vers l'éducation de l'indigène que doivent

(1) GIRAULT: Opinion citée.

« porter tous les efforts. L'instruction pratique, le
« développement du commerce sous son sens le plus
« général, tels sont les meilleurs éducateurs.

« Sauf absolue nécessité, le travail forcé doit être
« banni. Le travail obligatoire, plus intéressant, ne
« paraît pourtant pas avoir la valeur éducative qu'on
« lui attribue. Le moyen le plus sûr d'amener l'indi-
« gène au travail, paraît donc simplement de déve-
« lopper ses désirs en développant autour de lui notre
« commerce. » (1)

La distinction entre le travail forcé et le travail obligatoire a été faite avec clarté par M. Freire d'Andrade, représentant du Portugal à la Commission permanente des Mandats, au cours des discussions qui eurent lieu, lors de la séance tenue par cette commission, le 7 octobre 1921. Selon lui, le travail forcé consiste à réquisitionner l'indigène pour telle besogne déterminée. Le travail obligatoire, ainsi que son nom l'indique, impose à l'indigène l'exercice d'une profession mais le laisse parfaitement libre de choisir, et son occupation, et son maître.

Si le travail forcé est comme nous l'avons dit presque unanimement repoussé aujourd'hui, le travail obligatoire rencontre des partisans. Mais il est, dans d'autres milieux, l'objet de critiques très âpres. C'est ainsi qu'au sein même de la Commission permanente les avis diffèrent sensiblement sur cette importante question. M. Freire d'Andrade, par exemple, s'est déclaré, au cours de la séance déjà mentionnée, nettement partisan du

(1) Louis BOUILLIER: *De l'obligation au travail pour les indigènes des colonies d'exploitation*. Thèse, Paris 1923.

travail obligatoire, en faisant ressortir que les législations européennes répriment le vagabondage et que, d'autre part, la liberté ne doit pas se confondre avec l'encouragement à la paresse. L'évolution des noirs en ce qui concerne leurs habitudes de travail, étant encore loin d'être terminée, une période de transition doit être prévue, dont il faut tenir compte. Le représentant britannique marqua au contraire ses préférences pour un régime de liberté absolue. Le Président, M. le Marquis Théodoli, résumant la discussion constata que « la « Commission était d'accord sur la nécessité de com-
« battre l'oisiveté dans les territoires à mandat et de
« protéger en même temps la liberté des travail-
« leurs » (1).

Le problème dont nous venons, au cours des quelques pages qui précèdent, d'indiquer les données a reçu au Cameroun une solution très nette, et il suffit pour s'en convaincre de relire l'article 4 du mandat :

« La puissance mandataire devra :

« 1°) Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous
« esclaves et dans un délai aussi court que les condi-
« tions sociales le permettent faire disparaître tout
« esclavage domestique ou autre;

« 2°) Supprimer toute forme de commerce d'esclaves;

« 3°) Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf
« pour les travaux et services publics essentiels et sous
« condition d'une équitable rémunération ;

« 4°) Protéger les indigènes contre les fraudes et la

(1) Commission permanente des Mandats. Procès-verbal. Session d'octobre 1921,

« contrainte par une surveillance attentive des contrats
« de travail et du recrutement des travailleurs. »

Aucune équivoque n'est possible et le fait que la rédaction primitive du troisième paragraphe qui tolérât le travail forcé pour « les Travaux publics et les Services essentiels » a été modifiée selon la formule reproduite plus haut, précise bien la volonté du Conseil de la Société des Nations de limiter très étroitement les cas pour lesquels le travail forcé ou obligatoire reste toléré.

Abandonnant les discussions théoriques qui ont jusqu'ici retenu notre attention, nous allons entrer dans le détail de la réglementation du travail au Cameroun, et examiner comment le problème de la main-d'œuvre y a été pratiquement résolu.

Nous traiterons de l'esclavage un peu plus loin dans les chapitres spécialement consacrés à la Région Nord, car il n'y a plus que dans cette partie du territoire qu'une étude de ce genre offre quelque intérêt.

PREMIÈRE SECTION. — LES TRAVAUX PUBLICS

a) *Chemins de fer*

En 1914, la ligne du Centre était construite sur le parcours Douala-N' Jock, mais les Allemands en poursuivaient le prolongement, et il était prévu que le rail devait atteindre d'une part le Nyong à M' Balmayo, tête d'un bief navigable de 250 kilomètres et, d'autre part, Yaoundé. L'administration française, convaincue de l'importance que présentait la voie de communication ainsi étudiée, a repris à son compte le projet de nos prédécesseurs,

Les études définitives du tronçon en direction de Yaoundé, entreprises au début de 1921, étaient terminées en novembre de cette même année, et le piquetage définitif commençait aussitôt en vue de la reprise rapide des travaux.

Les chantiers de construction ont été effectivement ouverts le 1^{er} janvier 1922 avec un effectif de 3.000 travailleurs. 1.000 autres indigènes étaient d'autre part employés à la réfection de la ligne déjà construite, et qui avait été fortement éprouvée par les hostilités. Il était prévu que les chantiers de construction proprement dits devaient par la suite occuper un effectif moyen de 6.000 travailleurs, et c'est ce qui s'est produit aussitôt que l'accroissement des moyens en personnel et en outillage a permis d'utiliser cet effectif. Dès la fin de 1922, 6.324 travailleurs étaient présents sur les chantiers. Ce chiffre a été sensiblement maintenu jusqu'en 1927.

Les méthodes employées par l'Administration pour se procurer les travailleurs qui lui étaient nécessaires sont exposées à plusieurs reprises dans les rapports annuels et nous citerons ce passage du rapport de 1924 qui nous paraît résumer la question :

« Pour le recrutement de ces effectifs l'Administration s'est bornée aux circonscriptions du Sud Cameroun voisines des voies ferrées en exploitation.

« Les administrateurs de ces circonscriptions reçoivent, en temps opportun, l'ordre de préparer la relève des travailleurs parvenus au terme de leur contrat.

« Une répartition proportionnelle à la population valide de chaque circonscription est établie, et les chefs indigènes sont invités à désigner, sur cette base,

« les hommes qui peuvent être engagés par un contrat
« leur allouant une équitable rémunération, dans les
« conditions prévues à l'article 4 du mandat.

« Ceux-ci, examinés soigneusement au poste administratif sont, après un tri sévère, recrutés à titre
« provisoire et informés de nouveau des conditions de
« leur contrat, puis acheminés au siège du service de
« la construction, soit par la route, soit par la voie
« ferrée, après avoir été munis des vivres de voyage
« nécessaires.

« A leur arrivée, les travailleurs sont, après un repos
« de deux jours, visités avec minutie par le Médecin,
« chef du Service de santé de la construction ; sont
« seuls conservés comme contractants définitifs les
« sujets jeunes dont la constitution physique donne
« toute confiance au médecin. Les autres, munis par
« les soins du service de construction des vivres de
« retour, sont dirigés sur leur Circonscription d'origine.

« Les travailleurs conservés rejoignent alors les
« chantiers où les affecte le chef du service de la construction.

« Cette affectation tient compte des aptitudes des
« diverses races qui collaborent aux travaux du prolongement. On s'attache à affecter toujours les travailleurs de même race aux mêmes chantiers; à leur
« arrivée, les jeunes recrutés se trouvent de suite en
« confiance au milieu de leurs congénères; le plus
« souvent, ils sont placés sous les ordres d'un chef de
« chantier qui parle leur langue et possède l'expérience
« de leur manière d'être. »

D'ailleurs, sur les 6.000 travailleurs employés, il a été possible de trouver une moyenne de 1.000 à 1.200

volontaires provenant pour la plupart de recrutés ayant manifesté le désir de demeurer sur les chantiers, après l'exécution de leur engagement. Il ne restait donc plus à recruter que le complément, soit environ 5.000 hommes, selon les méthodes exposées ci-dessus.

Cette proportion élevée de volontaires souligne les résultats obtenus par l'Administration du Territoire et récompense les efforts constants qu'elle a fait dans la recherche du mieux être des travailleurs.

Cependant, les mots de contrat, d'engagement, employés à plusieurs reprises dans les phrases que nous venons de reproduire, et qui laissent volontiers supposer que les recrutés accordent leur libre consentement, ne doivent pas faire illusion. Il s'agit incontestablement en l'espèce de travail forcé. Dans la pratique, les opérations de recrutement peuvent se résumer ainsi :

Quand le moment de la relève s'approchant, il devient nécessaire de trouver de nouveaux travailleurs, le Gouvernement donne à chacun des chefs des Circonscriptions intéressées l'ordre de recruter un certain nombre d'hommes. Le chef de circonscription répartit le contingent qui lui est assigné entre les chefs de subdivision placés sous ses ordres; ceux-ci procèdent de même à l'égard des chefs supérieurs, et il en va ainsi jusqu'au dernier échelon de la hiérarchie.

L'homme recruté n'a pas la faculté de faire connaître ses préférences; de sorte qu'on ne voit pas très bien à quel moment le contrat qui suppose l'accord des parties contractantes, aurait pu se former. Le taux de la rémunération de l'indigène est fixé par l'autorité administrative et ne saurait modifier la qualification juridique du recrutement.

Le caractère de stricte obligation que nous mettons en relief a, d'ailleurs, été formellement reconnu par le Commissaire de la République lors de la séance tenue par la Commission des mandats le 24 juin 1926 (1).

Celle-ci n'a pu qu'enregistrer ses déclarations, et il ne pouvait en être autrement, puisque l'Administration française en procédant au recrutement sur les bases indiquées n'a fait qu'user de la faculté qui lui est laissée par le mandat. Il faut ajouter qu'elle n'avait pas, en l'occurrence, le choix des moyens, et nous pensons qu'elle doit être félicitée d'avoir su rendre l'obligation inévitable du recrutement pour les chantiers de chemin de fer, aussi douce que possible à ceux qui s'y sont trouvés assujettis.

Les conditions de travail ont été réglées de façon minutieuse « les chantiers sont ouverts de 6 à 11 heures et de 14 à 18 heures. Au début du séjour, l'attention la plus vigilante préside à l'entraînement progressif des travailleurs; des moniteurs indigènes, surveillants et chefs d'équipe encadrent étroitement les nouveaux recrutés et les initient aux manœuvres élémentaires des outils ou des appareils de chantier, de manière à éviter les efforts inconsidérés qui aboutiraient à une fatigue improductive.

« Dès que l'entraînement physique est suffisamment avancé, la période d'accoutumance terminée, les travailleurs sont mis à la tâche chaque fois que la nature du travail le permet; nombreuses sont alors les équipes qui peuvent quitter le chantier vers 16 heures

(1) Voir P. V. Commission des Mandats. 9^e session, page 66 et suivantes.

« ou 16 h. 30, après avoir donné le rendement correspondant à une journée normale de travail. »

D'autre part, toutes mesures utiles ont été prises dès le début pour assurer le ravitaillement des travailleurs, et pour leur accorder un bien-être très appréciable. De la sorte, la mortalité et le déchet ont pu être réduits au minimum et les travaux poussés activement.

II. — *Routes*

Nous trouvons au procès-verbal de la neuvième session de la Commission des Mandats, une déclaration importante du Commissaire de la République, lequel répondant à une question qui lui était posée par M. Freire d'Andrade, fut amené à dire : « Quant à la troisième question, « il est incontestable que le chemin de fer constitue un « travail d'intérêt général, et même le seul travail d'intérêt général visé par les termes du mandat. »

Il en résulte que les routes doivent être construites et entretenues exclusivement par la main-d'œuvre contractuelle, et nous verrons tout à l'heure que la main-d'œuvre prestataire ne saurait même être utilisée à cet effet. Reste à savoir dans quelle mesure il sera possible de trouver, partout et toujours, des travailleurs.

III. — *Les prestations*

La question des prestations a été évoquée à plusieurs reprises au sein de la Commission permanente. Dès l'origine, certains de ses membres n'ont pas caché la répugnance que leur inspire ce genre d'obligation. C'est ainsi que le représentant britannique a exposé son point de vue de la façon la plus nette dans une note dont nous

croyons utile de reproduire quelques passages : « J'estime
« que si le travail non rétribué peut être imposé à titre
« de mesure fiscale, le principe énoncé dans le mandat
« est en fait abandonné. L'obligation de fournir du tra-
« vail ne peut être soutenue que par ceux qui désirent
« employer le travail forcé non rétribué pour des tra-
« vaux qui, au point de vue de l'intérêt public, ne pré-
« sentent aucune importance » (1). Le délégué néerlandais a remarqué également, que la forme fiscale donnée aux prestations ne saurait leur enlever leur caractère obligatoire, puisque celui qui ne fournit, ni travail, ni argent, est puni. Mais on peut observer à cette occasion que dans les législations européennes, l'individu qui n'acquitte pas ses taxes est également l'objet d'une contrainte. Les représentants de la France se sont toujours opposés à la conception que nous venons de mettre en relief et il convient de retenir notamment les arguments présentés par l'éminent Conseiller d'Etat, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Colonies, M. Duchêne, au cours de la 9^e session. L'on doit signaler également, car il s'agit d'éléments essentiels de cette discussion, le rapport présenté au nom du bureau international du travail par M. Grimshaw, et les résolutions adoptées par les experts de Genève en juillet 1927.

Il est incontestable que le système des prestations doit être l'objet, là où il existe, d'une surveillance incessante, particulièrement attentive et de nature à prévenir les abus qui se produisent trop souvent. Il ne faut pas que les prestations soient utilisées sans discernement pour

(1) Sir Frederick LUGGARD. Note annexée au procès-verbal de la 2^e session de la Commission temporaire de l'esclavage, page 103.

des besoins secondaires, ni que l'Administration trouve en les employant un procédé commode pour exécuter d'importants travaux sans bourse délier, ou pour éviter de se donner la peine de rechercher des travailleurs salariés. L'exécution effective des prestations doit rester l'exception et leur rachat doit être favorisé dans la plus large mesure, afin de leur conserver le but fiscal, qui est en somme leur raison d'être.

L'arrêté du 9 mars 1927 portant réorganisation du régime des prestations donne, à cet égard, toutes garanties. Il admet que les prestations peuvent être toujours rachetées et organise, lorsqu'elles sont effectuées, un système de contrôle par la délivrance de tickets individuels numérotés, qui est de nature à couper court à l'un des abus les plus fréquents et qui provient de ce que les chefs indigènes présentent plusieurs fois le même homme dans une année, de façon à épargner leurs favoris.

Aux termes de l'arrêté mentionné, les prestations peuvent être utilisées pour un certain nombre de travaux, tel que établissement et entretien des pistes de village à village et de marché à marché, entretien et réfection des ponts et gués, reboisement, etc... On peut s'étonner cependant que la main-d'œuvre prestataire puisse être employée pour le nettoyage des habitations et de leurs dépendances, ce soin devant, en toute logique, incomber aux occupants.

Comme nous l'avons remarqué déjà, l'arrêté du 9 Mars 1927 ne fait pas mention des routes. Leur construction et leur entretien ne peuvent donc être effectués que par la main-d'œuvre engagée. Cette solution est parfaitement logique et ne peut que produire d'excellents résultats. Il est intéressant de donner à ce propos

un extrait du rapport de la colonie du Tchad (limitrophe de la région Nord-Cameroun) pour l'année 1926 qui corrobore très exactement notre point de vue : « A la fin de 1925 et au début de 1926, des exodes assez importants ont eu lieu par suite des prestations imposées aux indigènes pour le travail des routes. Malgré les instructions très prudentes qui avaient été données, le ravitaillement des chantiers laissa à désirer et les prestataires, mal surveillés, prirent la fuite et déguerpirent de leurs villages. Lorsqu'au mois d'Avril 1926, je visitais les chantiers de route de la colonie, partout je donnai l'ordre de remplacer les prestataires par des travailleurs payés et nourris. Aussitôt, la main-d'œuvre afflua, les exodes cessèrent. A l'heure actuelle, aucun homme ne travaille au Tchad sur les routes qui ne touche au minimum 1 franc et 1 kilog. de mil par jour. Les chantiers organisés ainsi coûtent cher, mais leur rendement est supérieur.

« Le régime des prestations tel qu'on le pratique au Tchad n'a rien de choquant en principe. Mais dans la pratique il est inutile et maladroit. On conçoit les prestations dans un pays où l'on ne pourrait se procurer de main-d'œuvre et où faute de ressources suffisantes, on serait dans l'impossibilité de payer cette main-d'œuvre. Mais il en va tout autrement au Tchad. »

Nous ajoutons que les salaires doivent être versés individuellement et non entre les mains des chefs, cette méthode provoquant inévitablement l'exécution du travail au profit de ces derniers.

IV. — *Le portage*

Le portage constitue, selon le mot du général Mangin, « le plus mauvais emploi du travail humain ». Très redouté de l'indigène, il est cause de bien des maux. Mais, de même qu'il l'a été dans le passé, il reste encore très souvent une nécessité impérieuse ; il faut bien se résigner à continuer à l'employer jusqu'au jour où le développement des chemins de fer et des routes permettra sa complète disparition. En attendant, il est nécessaire de le réglementer afin d'en atténuer les inconvénients, dans la mesure du possible.

Le portage constitue, remarquons-le en passant, un deuxième cas de travail forcé. Il est lui aussi autorisé par le mandat et, seul, il permet d'assurer le fonctionnement d'un certain nombre de services publics essentiels, et notamment, celui du service postal.

Le portage est réglementé au Cameroun par l'arrêté du 16 février 1917 modifié par les arrêtés des 24 Janvier et 10 Février 1920. Les indigènes sont astreints en principe à couvrir chaque jour une distance de 25 kilomètres environ. Le poids moyen de leurs charges est fixé à 25 kilogs. L'emploi des femmes pour le portage est interdit. Les indigènes ne sont pas envoyés à plus d'une dizaine de jours de leurs villages, de sorte que sont évités les longs déplacements qui leur répugnent plus que tout. Le taux de paiement des porteurs a été fixé par l'arrêté du 10 décembre 1925 de la façon suivante : porteur chargé 1,75 par jour ; porteur non chargé : 0,50 par jour.

Cette rémunération est équitable : avec 0,50 par

jour l'indigène peut très largement vivre. Le salaire effectif de 1,25 qui lui est remis pour une journée de travail correspond au taux moyen des salaires payés aux autres ouvriers.

Il ne nous paraît par utile de faire mention de la main-d'œuvre pénale qui est peu importante.

DEUXIÈME SECTION. — LE TRAVAIL PRIVÉ

Nous avons dit déjà que l'indigène ne comprend en général que de façon très vague la nécessité du travail et ne prise que peu ou prou la noblesse qui s'attache à l'effort humain.

Deux procédés peuvent contribuer de façon indirecte à le pousser à s'employer : ce sont, d'une part, la fixation d'un taux élevé de l'impôt, de façon à ce qu'il ne puisse l'acquitter qu'en fournissant à son patron un grand nombre de journées de travail et, d'autre part, la répression du vagabondage.

L'impôt de capitation varie au Cameroun, exception faite des régions particulièrement arriérées ou pauvres, entre 10 et 25 francs par an. Cet impôt est, somme toute assez faible et le prix élevé des produits d'exportation permet à l'indigène de s'en libérer très rapidement. C'est ainsi que dans la région de Yaoundé un célibataire pourra ramasser une charge de palmiste, la porter à la factorerie et aller acquitter son impôt avec le produit de sa vente. Il n'aura pas en l'occurrence fourni un effort bien prolongé. L'homme marié aura besoin de plus d'argent, mais comme ses femmes ne restent pas inactives, il ne risque pas de perdre au change.

Le vagabondage est défini et puni par le décret du 6

Mai 1924 qui considère comme vagabonds « les indigènes qui ne justifient pas de moyens réguliers et « avouables d'existence et qui n'ont pas de domicile « certain ou de résidence habituelle variable suivant les nécessités de leur profession. »

Ce texte en dépit des sanctions assez sévères qu'il édicte, ne peut recevoir dans la pratique qu'une application très restreinte. Quel est l'indigène qui ne dispose pas des quelques dizaines de francs nécessaires à son existence pendant une année ? Quel est celui également qui ne dispose pas d'une hutte si modeste soit-elle ? Le vagabondage, au sens du décret précité, ne peut donc exister que dans un petit nombre de centres et notamment à Douala. Le rapport de présentation mentionne d'ailleurs expressément cette ville.

En conséquence, l'on peut affirmer que les moyens indirects que nous indiquions, et qui peuvent être utilisés pour inciter l'indigène au travail, ne sont pas employés au Cameroun. Aussi pouvons-nous aborder directement l'étude des contrats de main-d'œuvre qui constitue la partie essentielle de notre sujet.

L'Administration allemande avait créé en 1909 un Office de travail. Cet office avait reçu la mission de procéder au recrutement des travailleurs nécessaires aux grandes concessions qui avaient été accordées à l'époque. Le recrutement donnait lieu à la perception d'une taxe fixée à 1 mark par tête pour un contrat de 10 jours ; 3 marks pour un contrat de 10 jours à 1 mois ; et 10 marks pour ceux d'une durée supérieure. Chaque chef de village recevait dans ce dernier cas, une prime de 1 mark par homme enrôlé. L'entrepreneur avait à sa charge tous les frais de voyage vers le

lieu d'exploitation. La solde de chaque travailleur était fixée à 8 ou 10 marks par mois, plus la nourriture. Certaines exploitations avaient leur médecin et même un hôpital. Des sanctions punissaient les manquements au contrat de la part des employeurs et des employés.

Au début de notre occupation, ce système de recrutement officiel de la main-d'œuvre pour le compte de particuliers, moyennant redevance, fut théoriquement conservé. Mais dans la pratique, il fut très peu usité et ne fut guère employé que pour le portage.

D'autre part, l'arrêté du 30 décembre 1916 organisait un embryon de contrôle du recrutement de la main-d'œuvre par les particuliers ; l'autorisation du Commissaire de la République étant exigée pour tout recrutement effectué dans une région éloignée du lieu de l'entreprise.

Une réglementation d'ensemble fut élaborée dans le deuxième semestre de l'année 1921. Le premier projet établi par les bureaux du chef-lieu fut communiqué tout d'abord pour avis à la Chambre de Commerce et d'Industrie. Diverses propositions présentées par celle-ci furent retenues et le projet amendé fut soumis à l'examen du Pouvoir Central. Il est devenu le décret du 4 août 1922 qui constitue, à l'heure actuelle, avec le décret modificatif du 9 juillet 1925 la base de la législation du travail au Cameroun.

Le décret du 4 août 1922 édicte tout d'abord que le recours au travail des indigènes peut avoir lieu, soit par simple engagement d'après les usages locaux, soit par conventions verbales, soit par contrats de travail tels qu'ils sont définis par lui lorsque la durée des services excède trois mois. Les contrats de travail sont les

contrats « passés entre employeurs français ou de nationalité étrangère reconnue, ou indigènes, d'une part, et employés indigènes, d'autre part, pour un travail déterminé dans une entreprise commerciale, industrielle ou agricole nettement définies ». Sont exclus de cette définition, les contrats ou engagements pour fourniture de denrées ou produits déterminés, à acheter par l'engagiste, le louage pour un service domestique personnel ou occasionnel. Sont également exclus, les contrats stipulant une durée de travail effectif inférieure à 15 jours par mois, ou qui portent sur une durée inférieure à trois mois. La durée de validité des contrats ne peut être supérieure à deux années.

Les contrats doivent contenir un certain nombre d'énonciations, telles que les noms et domiciles de l'employé et de l'employeur, la nature exacte du travail et de sa durée, le taux du salaire, etc... Ils peuvent être visés par l'autorité administrative à la demande des deux contractants. Les contrats peuvent être résiliés par le consentement mutuel des parties, ou par la volonté de l'une d'elles lorsque ce cas est prévu, ou par décision des Conseils d'arbitrage, ou encore, ce qui nous paraît être un empiètement du pouvoir, par arrêté du Commissaire de la République en Conseil d'administration.

De la sorte, se trouvent suivis, sinon à la lettre, du moins dans leur esprit, les principes posés par LEROY-BEAULIEU :

« Il y a certainement quelques cas délicats dans ces contrats de travail entre Noirs et Blancs ;

« Mais d'abord, sont-ils tous librement consentis, et n'est-ce pas en profitant de l'ivresse ou en recourant

« à quelque ruse que le plus souvent on extorque ces
« engagements. Aussi, est-il impossible en stricte mo-
« rale de sanctionner chez les noirs les contrats de tra-
« vail à très long terme dépassant 6 mois ou 1 an, au
« très grand maximum, quand le colon embaucheur a
« fait des frais considérables, pour faire venir les noirs
« sur les lieux où se trouve l'ouvrage ; de un mois ou au
« grand maximum de trois mois quand il n'a pas eu
« de frais notables à faire pour amener le noir. En ou-
« tre, celui-ci doit toujours pouvoir se dégager en
« payant les frais qu'a faits le colon embaucheur et à
« titre de dommages-intérêts une somme en sus, égale
« à la moitié, par exemple, de ces frais ou au grand
« maximum à ces frais eux-mêmes (1) ».

Le titre II du décret règle la création, la composition, la compétence juridique et territoriale, la procédure des tribunaux spéciaux nommés Conseils d'arbitrage qui sont chargés tout spécialement de régler les conflits en matière de travail, avec le minimum de temps, de formalités et de frais. Bien entendu, ces conseils d'arbitrage n'étant pas des tribunaux répressifs, ne peuvent que se borner à prononcer des condamnations pécuniaires et à fixer des astreintes pour l'exécution de leurs décisions.

Enfin, une troisième partie du décret prévoit un certain nombre de pénalités destinées à réprimer des infractions comme les engagements fictifs, le fait de détourner les indigènes des engagements qui leur sont proposés ou de les déterminer à rompre les engage-

(1) LEROY-BEAULIEU: *De la Colonisation chez les peuples modernes*, Tome II, page 586.

ments déjà conclus. De même sont punis les indigènes qui détournent les avances qui leur ont été consenties en vue de l'exécution du travail pour lequel ils ont été engagés sans avoir accompli celui-ci.

Le décret du 9 juillet 1925 est venu renforcer et compléter les dispositions du texte que nous venons d'analyser. Il distingue deux cas en ce qui concerne ce recrutement des travailleurs : d'une part, les engagements pour les exploitations situées sur le territoire de la subdivision d'origine sont entièrement libres (1) : au contraire, le recrutement pour les exploitations situées hors de la circonscription d'origine est soumis à un certain nombre de conditions : autorisation préalable, visite médicale, établissement obligatoire d'un contrat, etc...

De plus, le décret de 1925 impose à l'employeur l'exécution d'un certain nombre de prescriptions sanitaires dont le contrôle est confié au Service de santé.

D'une façon plus générale, l'Inspection du Travail est confiée, soit aux médecins de l'Assistance médicale indigène, soit aux médecins Inspecteurs du travail, soit aux fonctionnaires spécialement commissionnés par le Commissaire de la République en qualité d'Inspecteurs du travail.

La circulaire explicative rédigée à l'usage des chefs de Circonscription met en relief la portée de la législation dont nous venons de fixer les grandes lignes, et précise le rôle des agents chargés de l'appliquer : « En

(1) Notons que le terme de subdivision doit être pris dans le sens général de partie du Territoire et que la subdivision dont le décret fait mention correspond au mot « Circonscription » de la terminologie administrative locale.

« tout état de cause votre impartialité devra toujours
« avoir le caractère d'une neutralité bienveillante à
« l'égard de l'ouvrier comme aussi à l'égard de l'em-
« ployeur et la non-intervention prescrite n'ira jamais
« jusqu'à l'abstention. Nous devons une protection
« vigilante à l'autochtone afin de le défendre contre
« tous abus éventuels, contre un emploi irrationnel de
« son concours manuel ; contre tout arbitraire, Mais
« ne perdons pas de vue également que dans l'œuvre
« éducatrice qui nous incombe vis-à-vis de l'indigène,
« ainsi que l'a récemment déclaré à la Chambre le
« Ministre des Colonies, il y a une chose que nous
« devons savoir lui dire, c'est que le travail est une
« dignité ; c'est qu'il n'est pas admissible qu'un être
« humain se laisse entretenir par la collectivité ; c'est
« qu'un homme quel qu'il soit, n'a pas accompli tout
« son devoir lorsqu'il s'est borné à satisfaire certains
« besoins ».

On ne peut mieux définir la position exacte du problème, et nous estimons que la législation du travail en vigueur au Cameroun est, pour le moment, satisfaisante. Ne nous dissimulons pas cependant qu'elle est encore bien rudimentaire. Plus le Territoire prendra son essor, plus les rapports entre le capital et le travail deviendront complexes et il faudra appliquer petit à petit les principes admis par les législations modernes en matière de réglementation du travail et dont un certain nombre ont été mis en relief lors de la conférence tenue à Washington.

Mais, nous le répétons, l'effectif total des salariés ne doit pas dépasser à l'heure actuelle 20.000 unités, de sorte que cette question ne présente aucune urgence. En

1926, 42 autorisations de recrutement ont été accordées, et il a été procédé, de ce fait, à 3.647 engagements de travailleurs.

Ceux-ci reçoivent les salaires moyens suivants :

a) *Exploitations agricoles*

Chefs d'équipe	de 50 à 100 francs
Manceuvres hommes	de 35 à 50 —
— femmes	de 25 à 35 —
— enfants	de 15 à 20 —

b) *Exploitations forestières*

Chefs d'équipe	de 100 à 300 francs
Manceuvres hommes	de 75 à 90 —
Ouvriers spécialisés	de 240 à 300 —
Scieurs de long à la tâche.....	3 fr. par planche.

c) *Commerce*

Représentant indigène	de 350 à 1.000 francs
Commis	de 200 à 400 —
Manceuvres	de 45 à 60 —

Notons, à titre de comparaison, que les salaires payés par l'Administration à ses interprètes, écrivains, infirmiers, etc., varient de 300 à 1.000 fr. par mois environ.

La main-d'œuvre est, comme nous l'avons vu, peu abondante au Cameroun, aussi a-t-il fallu se préoccuper de réglementer l'émigration.

L'émigration collective est réglée par le décret du 2 juillet 1901, qui subordonne le transport de travailleurs recrutés au Cameroun à l'autorisation du Commissaire de la République (toujours révocable), soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé. •

L'émigration individuelle est régie, d'autre part, par les articles 2 et 3 du décret du 9 juillet 1925. Aucun indigène ne peut quitter le Cameroun s'il n'en a reçu l'autorisation du Commissaire de la République et s'il n'a déposé un cautionnement et acquitté une taxe de 25 fr. comprenant la taxe de passeport.

En résumé, le problème du travail ne présente, quant à présent, dans le Territoire aucune acuité particulière et le Cameroun se trouve pourvu d'un petit Code du travail qui satisfait sans réserve aux obligations qui nous sont imposées par le mandat. La loi de l'offre et de la demande peut jouer librement et les travailleurs sont efficacement protégés. Les employeurs bénéficient de leur côté de garanties suffisantes.

Le nombre des salariés ne s'accroît que lentement et nous ne devons pas nous en étonner ; ce résultat étant une conséquence directe de la politique de colonisation adoptée et qui tend, ainsi que nous l'avons signalé, à faire de l'indigène travaillant seul, ou avec l'aide de sa famille, une sorte de « colon-type ».

CHAPITRE V

LE REGIME COMMERCIAL ET LES CAPITAUX

Le régime du mandat est, comme nous l'avons déjà indiqué, un régime entièrement nouveau. Nous pensons que le temps en fera ressortir la valeur, et que cette formule de colonisation est destinée à supplanter celles qui ont été en faveur jusqu'ici, parce que mieux qu'aucune autre, elle satisfait aux conceptions nouvelles des rapports entre les peuples, dont la Société des Nations nous semble être la consécration vivante. Toutefois, il est bien difficile de lire dans les brumes de l'avenir et les hommes d'affaires, les capitalistes, qui prisent avant tout la stabilité, la sécurité, devaient nécessairement être mis, au début du moins, en défiance par un régime politique qui restait à leurs yeux très incertain. Cependant il importait que le Territoire ne vît pas, pour cette raison, se détourner de lui les capitaux indispensables à sa mise en valeur.

La Commission permanente des mandats a eu le mérite de poser la question nettement, et de la trancher après une intéressante discussion qui figure au procès-verbal de sa sixième session et qui a abouti à l'adoption de la résolution suivante :

« a) En cas de transfert de mandat, il sera prévu que
« le nouveau mandataire accepte d'observer les obliga-
« tions financières assumées par l'Administration précé-
« dente, et qu'à la fin du mandat, il lui appartiendra
« d'user de toute son influence pour sauvegarder à l'ave-
« nir l'exécution par le nouvel Etat des obligations sus-
« dites ;

« b) Les actes de gestion régulièrement accomplis au
« nom du Territoire sous mandat par son représentant,
« ont la même force que ceux émanant d'une puissance
« capable de se gouverner elle-même, et par conséquent
« les titres fonciers ou autres octroyés et les contrats con-
« clus par le Gouvernement d'un tel territoire, confor-
« mément aux dispositions des lois en vigueur, gardent
« leur validité quelles que soient les vicissitudes ultérieu-
« res du régime sous lequel ce territoire sera gouverné ».

Le terrain étant ainsi déblayé, nous pouvons examiner comment le commerce s'est organisé au Cameroun, quelles sont les charges qu'il supporte et étudier, en terminant, le régime douanier en vigueur, qui constitue l'un des facteurs les plus importants du problème de la mise en valeur.

L'organisation bancaire et le crédit ne sont pas jusqu'à présent très développés au Cameroun, et la masse des indigènes n'est pas à même d'en profiter. Cependant, nous croyons que l'organisation du crédit indigène, et celle, en particulier, du crédit agricole, est une question fort importante et qui ne saurait être dissociée de l'ensemble des problèmes soulevés par la méthode de petite colonisation indigène officiellement adoptée. Nous avons vu que les possibilités de main-d'œuvre qu'offre le Cameroun sont faibles. Le seul moyen de remédier, dès à pré-

sent, à cette pénurie regrettable, nous paraît consister dans l'introduction progressive du machinisme, spécialement dans les exploitations rurales. Malheureusement, le petit cultivateur indigène, sur lequel reposent en grande partie les espoirs de la colonisation, ne se soucie guère de s'adapter aux procédés modernes de culture, et surtout, il manque absolument de capitaux.

Dans l'immense majorité des cas, il exploite son lot selon des méthodes fort anciennes, et avec des outils exactement semblables à ceux dont se servaient ses ancêtres. Exception faite de quelques essais qui sont restés jusqu'ici sans grande portée, l'usage de la charrue est inconnu au Cameroun. La terre qui ne peut, avec les outils primitifs employés, être travaillée que très superficiellement, ne donne qu'un rendement très médiocre. Il faut, de toute nécessité, éduquer le producteur indigène et lui fournir les moyens d'améliorer son outillage. C'est pourquoi l'organisation du crédit rural nous paraît devoir s'imposer. Il y a là une œuvre fort intéressante à accomplir, et qui sera d'ailleurs difficile, étant donnée la mentalité primitive de la grande masse de nos administrés.

Remarquons cependant que le décret du 20 août 1927, signalé plus haut, constitue une première étape dans la voie que nous venons de définir. Permettant à l'indigène d'acquérir assez rapidement, et à peu de frais, un titre officiel de propriété, ce texte consolide par le fait même, le crédit dont il peut espérer disposer.

Sans doute, la formation de quelques sociétés coopératives destinées à permettre aux groupements de village de faire en commun des achats de matériel agricole, constitue-t-elle une première solution du problème, mais il

importe de réaliser une œuvre d'ensemble analogue, par exemple, à celle entreprise en Afrique Occidentale Française, et dont les bases se trouvent posées par le décret du 23 mai 1926, complété par l'arrêté du 25 février 1927.

Il existe actuellement quatre établissements de crédit au Cameroun, dont trois français et un anglais. Ces établissements se livrent aux opérations habituelles : escompte et recouvrements ; prêts sur gages et sur marchandises ; lettres de crédit ; opérations de change, etc... Ils possèdent des agences dans les deux centres principaux, et on ne peut évidemment leur demander d'en ouvrir dans les localités moins importantes où ils ne seraient pas assurés de trouver un chiffre suffisant de bénéfices. Aussi est-il certain que l'organisation du crédit indigène doit être avant tout l'œuvre de l'Administration.

Au point de vue commercial, il convient de distinguer entre les établissements européens, d'une part, et le petit commerce indigène de l'autre.

Le type de l'organisation commerciale européenne est au Cameroun, comme dans les autres colonies de la Côte d'Afrique, la factorerie. Le commerce est généralement exercé par des sociétés anonymes à gros capitaux, opérant dans plusieurs colonies françaises ou étrangères. Les dites sociétés établissent dans chacun des centres commerciaux de l'intérieur, et aussi près que possible des marchés, des succursales qui drainent les produits de cueillette ou de culture, et entreposent les denrées jusqu'au moment où il leur sera possible de les évacuer sur la côte. Ces succursales comportent également un comptoir de vente, lequel, outre les bénéfices qu'il procure, présente l'avantage d'attirer l'indigène et de le stimuler.

à venir échanger ses produits contre les marchandises européennes qui lui font envie.

A côté de ces puissantes entreprises, il existe un certain nombre de maisons plus modestes, aux capitaux peu importants, qui sont souvent même la propriété d'un seul Européen.

Une certaine tendance du commerce européen à se concentrer de plus en plus a été signalée. Elle reste jusqu'ici assez peu accentuée. Il existe encore un assez grand nombre d'Européens commerçant pour leur compte avec de faibles capitaux, et il n'apparaît pas que leurs entreprises périssent. Bon nombre de ces négociants, spécialement ceux dont les opérations portent sur les palmistes, ne sont d'ailleurs en réalité que des courtiers qui, dans les petites localités de l'intérieur, achètent les produits du cru pour le compte des sociétés établies dans les centres plus importants. Il est à remarquer seulement que dès qu'un centre se développe suffisamment, les grosses entreprises y établissent une factorerie, ce qui oblige bien souvent les petits commerçants européens à transporter leurs comptoirs plus avant dans l'intérieur. Les commerçants indigènes demeurent des intermédiaires utiles et souvent indispensables entre la maison européenne et l'indigène de la brousse, détenteur des produits. Par leur connaissance des idiomes locaux, la réduction de leurs frais généraux qui leur permet de s'installer dans des villages insignifiants, ils provoquent un courant d'échanges dont les maisons européennes bénéficient. A la faveur des prix d'achats élevés pratiqués pour les principaux produits du cru, le commerce indigène se développe et les intermédiaires pénètrent dans les villages les plus éloignés, où, profitant de l'attrait que les

marchandises dont ils sont porteurs : sel, étoffes, etc...., exercent sur les indigènes, ils peuvent se procurer les produits d'exportation qu'ils iront ensuite revendre avec une bonne marge de bénéfices, aux factoreries.

Le commerce est astreint, au Cameroun, au droit de patente. Les rôles sont dressés chaque année par les administrateurs pour leurs Circonscriptions respectives et rendus exécutoires par le Commissaire de la République en Conseil d'administration.

Le régime des patentes résulte d'une série de textes (1). Tout individu français ou étranger qui exerce au Cameroun une industrie, un commerce, une profession, non compris dans les quelques exemptions prévues, est assujetti à la contribution des patentes. Celle-ci consiste en un droit fixe et qui varie, conformément à plusieurs tableaux portant classement général des commerces, industries et professions, entre 5.000 francs (tarif perçu pour les commerçants ayant un établissement fixe et faisant à la fois l'importation et l'exportation), et 150 francs (petits artisans ou petits commerçants indigènes), en passant par une grande quantité de tarifs intermédiaires que nous ne pouvons songer à reproduire ici.

Cette fiscalité, sans être écrasante, est cependant sérieuse, d'autant qu'à l'exception des entreprises de transport par terre ou par eau, le patentable qui possède plusieurs établissements, boutiques ou magasins, de même espèce, ou d'espèces différentes, est assujetti à des patentes distinctes en raison du commerce, de l'industrie ou de la profession exercée dans chacun de ces établissements, boutiques ou magasins.

(1) Arrêtés des 23 août 1919, 7 octobre 1920, 16 septembre 1926, 5 octobre 1926, 16 février 1927.

L'arrêté du 5 octobre 1926 a majoré de façon sensible la plupart des tarifs jusque là en vigueur. Cette augmentation a été justifiée par l'argumentation suivante qui se trouve contenue dans l'exposé des motifs du budget de 1927 et qui ne manque pas de force :

« Les lourdes charges qui pèsent sur le budget spécial
« proviennent en grande partie des dépenses occasion-
« nées par la construction du port de Douala et du che-
« min de fer du Centre.

« Ces grands travaux d'utilité publique permettront,
« dès qu'ils seront achevés, l'évacuation plus importante
« des produits du cru, et augmenteront la puissance
« d'achat du commerce local. En définitive, si la pros-
« périté de l'autochtone augmente à mesure que se mul-
« tiplient les voies d'évacuation, le négociant européen
« est appelé à bénéficier des mêmes avantages.

« Le sacrifice que représente le paiement d'un droit de
« patente plus élevé trouvera donc sa compensation dans
« une amplification inévitable des mouvements commer-
« ciaux. »

Les intérêts du commerce et de l'industrie sont représentés au Cameroun par un organisme autonome : la Chambre de Commerce et d'Industrie, qui a son siège à Douala, et dont les statuts ont été fixés par l'arrêté du 28 avril 1927, qui lui reconnaît notamment la personnalité civile. Cet organisme comprend des membres européens : français et étrangers, et des membres indigènes. Outre l'action générale dans le sens de la défense des intérêts corporatifs de ses membres qui lui est naturellement dévolue, la Chambre de Commerce de Douala joue un rôle important dans le contrôle des produits d'exportation, avant leur sortie du Territoire.

L'administration a très justement reconnu que le système de colonisation indigène adopté donnerait inévitablement lieu à de graves mécomptes si un service de vérification des produits n'était pas organisé.

En effet, l'éducation professionnelle du producteur indigène, bien qu'étant activement poursuivie, n'est pas encore très poussée, et l'on doit prévoir que ce producteur fournira souvent des produits de qualité médiocre dont l'envoi sur les marchés européens provoquera des mécomptes et sera susceptible d'amener une dépréciation générale de tous les produits similaires exportés par le Territoire. Il importe, au contraire, tous renseignements étant pris dans les milieux commerciaux intéressés, de réaliser une unité marchande type, bien connue des importateurs d'Europe, et appréciée par eux. Tous les produits dont la qualité sera reconnue comme étant nettement inférieure à la qualité type adoptée, doivent être impitoyablement écartés. A ce prix seulement, il sera possible, non seulement d'éviter, mais aussi d'ôter toute base, à certaines critiques fâcheuses, dont la presse se fait quelquefois l'écho.

Dans le but de ne permettre que l'exportation de produits de loyale qualité marchande, il a été institué à Douala un service de vérification des produits (1). Le contrôle est opéré par des agents assermentés, et porte, quant à présent, sur cinq catégories de marchandises, savoir : caoutchouc, amandes de palme, huile de palme, ébène, cacao.

La vérification de chacune d'elles est réglementée par

(1) Arrêté du 26 octobre 1927.

un texte spécial (1), dont les dispositions sont entrées en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1928. Ne pouvant entreprendre ici leur analyse détaillée, nous nous bornerons à signaler que les conditions de pureté imposées sont sévères, et que l'application stricte des règlements ainsi édictés est de nature à garantir les acheteurs contre la livraison de produits de qualité inférieure, et ne peut, par incidence, manquer de favoriser le débouché des marchandises exportées par le Cameroun.

Les dépenses de matériel et de personnel afférentes aux vérifications ainsi opérées sont à la charge de la Chambre de commerce de Douala.

Les agents des douanes interviennent également, en ce sens, qu'ils doivent refuser l'embarquement de toutes les marchandises, sur lesquelles pèse l'obligation du contrôle, et qui ne seraient pas accompagnées de tickets de visite délivrés par le service de vérification.

Le régime douanier du Cameroun résulte du décret du 7 août 1920 qui a rendu applicables au Territoire les dispositions du décret du 11 octobre 1912, fixant les droits d'entrée et de sortie à percevoir dans l'Afrique Equatoriale Française, la partie du Gabon qui rentrait jusqu'ici dans la catégorie des colonies assimilées étant exceptée. Cet acte a été complété par le décret du 3 août 1921, déterminant les modalités de perception des droits d'entrée et de sortie et par l'application au Cameroun du décret du 17 février 1921, portant réglementation du régime des douanes en Afrique Equatoriale Française.

L'extension au Cameroun des textes mentionnés ci-

(1) Voir les cinq arrêtés réglant la matière et qui tous portent la date du 26 novembre 1927.

dessus a pu sembler, tout d'abord, devoir conduire à une union douanière avec le gouvernement général voisin. Cependant, en examinant la question de plus près, on s'aperçoit que la généralité des termes employés par l'article 1^{er} du décret de 1912 : « droits à percevoir sur les produits de toute origine... » conduit précisément à taxer les produits en provenance de l'Afrique Equatoriale Française au même titre que les produits de toutes autres origines. Dans ces conditions, il ne saurait être question d'union douanière. Le Cameroun a simplement été placé sous le régime déjà adopté pour le bassin conventionnel du Congo (1), et qui a paru pouvoir lui être étendu sans modification, parce qu'il satisfaisait justement à l'obligation d'entière égalité économique qui est l'une des conséquences essentielles du mandat.

Les tarifs de douane, actuellement en vigueur au Cameroun, comportent trois paliers : 3 % ad valorem, (houilles, huiles, chaudières, machines à vapeur, véhicules de toutes sortes, bateaux, matériel de chemin de fer, etc...) ; 5 % ad valorem (animaux vivants, céréales, matériaux de construction, etc...) ; et 10 % ad valorem, (cafés, bois exotiques, vanille, manioc, sel, et plus généralement, tous produits non dénommés et non compris dans les marchandises exceptées du paiement des droits).

En outre, le décret du 9 septembre 1925 a introduit un certain nombre de droits spécifiques qui sont actuellement perçus sur les cacaos en fève (52 francs les 100 kilos), les futailles vides en état de servir, les bois communs.

(1) Voir à ce sujet l'acte général de Berlin du 26 février 1885 et la Convention de St-Germain-en-Laye du 17 septembre 1919.

Ainsi les produits de toute provenance, Métropole comprise, sont traités à leur entrée dans le territoire sur un pied absolu d'égalité.

Réciproquement, dans ses rapports avec la Métropole, et les Colonies du premier groupe, le Territoire a été traité, dès l'origine, comme un pays étranger ne jouissant d'aucun traitement de faveur et ses produits ont été assujettis à leur entrée sur le territoire français, au tarif ordinaire. Ce traitement se trouve aujourd'hui atténué, puisque le Cameroun a obtenu d'être traité par la douane française comme une nation étrangère favorisée. En conséquence, les marchandises qu'il exporte bénéficient du tarif minimum, sur présentation d'un certificat d'origine (1).

De plus, un traitement spécial a été réservé aux cafés et aux cacaos originaires du Territoire. Conformément aux dispositions des décrets des 27 et 30 Août 1927, des décrets rendus sur la proposition du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances déterminent chaque année, d'après les statistiques officielles fournies par le Commissaire de la République, les quantités de ces produits admis à entrer en franchise en France. Ainsi le contingent de cacao admis en franchise a été fixé pour 1928 (2) à 7.000 tonnes ; chiffre qui correspond approximativement à la production annuelle du territoire.

Le régime douanier du Cameroun est complété par un certain nombre de taxes perçues à la sortie sur : l'ivoire brut ou n'ayant subi qu'une main-d'œuvre superficielle (10 % ad valorem) ; le caoutchouc (10 % ad valorem) ;

(1) Le certificat peut être fourni aussi bien par les exportateurs de nationalité étrangère que par les exportateurs français.

(2) Décret du 30 novembre 1927.

les amandes et huiles de palme et les arachides (5 % ad valorem) ; les bois d'ébénisterie et les bois de charpente (4 francs par m³).

Les droits sont perçus à l'entrée selon la valeur des produits au lieu d'importation, celle-ci étant déterminée par le montant de la facture augmenté de 25 %.

Les droits de sortie sont perçus suivant une mercuriale établie par la Chambre de Commerce de Douala et approuvée par le Commissaire de la République.

La mercuriale, actuellement en vigueur, est fixée comme suit (1) :

DESIGNATION DES PRODUITS	QUANTITÉS	VALEURS
Huile de palme.....	1.000 kgs	2.800 fr.
Palmistes	»	1.600 »
Caoutchouc	»	8.000 »
Arachides	»	1.600 »
Ivoire et dents d'éléphant jusqu'à 6 kgs inclus	kg.	50 »
Pointes de 6 à 10 kgs inclus....	»	100 »
— de 10 à 20 " "	»	150 »
— de plus de 20 kgs.....	»	200 »

Le régime douanier que nous venons d'analyser, outre qu'il procure au Trésor des revenus extrêmement importants, favorise, somme toute, l'essor d'un pays neuf comme le Cameroun où l'industrie est inexistante, et qui doit importer chaque année un fort outillage ainsi qu'une grande quantité de matériaux de construction.

Les tableaux que nous reproduisons ci-après permettent de constater d'ailleurs, que depuis 1920, année à partir de laquelle le commerce s'est trouvé totalement

(1) Arrêté du 14 janvier 1928.

dégagé des réglementations et restrictions édictées pendant toute la durée des hostilités, et a recouvré sa pleine liberté, le mouvement commercial n'a cessé de s'amplifier.

I. — COMMERCE TOTAL (en francs)

<i>Pays de provenance ou destinataires</i>	Année 1920	Année 1924	Année 1925	Année 1926
Avec la France	20.482.264	44.526.069	80.491.181	148.601.550
Avec les colonies françaises.....	3.868.990	1.770.989	2.732.965	2.485.115
Avec l'étranger	72.136.269	94.606.100	155.947.221	196.168.703
Totaux.....	96.487.523	140.903.158	239.171.367	347.255.366

II. — IMPORTATIONS (en francs)

Avec la France	9.269.999	26.559.080	39.407.746	83.962.397
Avec les colonies françaises.....	450.256	1.301.392	1.506.411	1.162.620
Avec l'étranger	37.522.183	46.086.994	85.172.196	106.824.037
Totaux.....	47.242.438	73.947.466	126.086.353	191.949.054

III. — EXPORTATIONS (en francs)

Avec la France	11.202.265	17.966.989	41.083.435	64.639.153
Avec les colonies françaises.....	3.418.734	469.597	1.226.554	1.322.493
Avec l'étranger	34.624.086	48.519.106	70.775.025	89.344.666
Totaux.....	49.245.085	66.955.692	113.085.014	155.306.312

Le développement du commerce est donc fort rapide. L'on doit évidemment tenir compte, spécialement pour 1926, de la majoration des prix subie par la plus grande partie des marchandises à la suite de la dépréciation de notre étalon monétaire.

Cependant, l'étude approfondie des statistiques permet de constater une augmentation constante du trafic. Le tableau suivant met en relief, tant pour l'exportation que pour l'importation, les progrès accomplis en 1926.

I. — EXPORTATIONS

<i>Désignation des produits</i>	Année 1926	Année 1925	Différence en plus	Différence en moins
Peaux brutes	135.572 kg	59.566 kg	76.006 kg	
Dents d'éléphants	5.222.200 »	4.509.510 »	712.690 »	
Amandes de palme	35.478.768 »	36.422.654 »		943.186 kg
Huiles de palme.....	5.811.782 »	6.276.095 »		464.223 »
Arachides	446.804 »	120.834 »	325.970 »	
Cacao en fèves	5.348.633 »	4.917.324 »	431.309 »	
Tabac en feuilles	89.875 »	1.170.515 »		80.640 »
Caoutchouc	1.037.132 »	830.068 »	207.064 »	
Bois à construire	10.776.609 »	10.272.313 »	498.296 »	
Bois d'ébénisterie	22.792.108 »	17.806.167 »	4.985.941 »	
Traverses de chemins de fer....	7.205.600 »	9.684.346 »		2.478.746 »
Rotins	101.070 »	14.682 »	86.388 »	

II. — IMPORTATIONS

<i>Désignation des produits</i>	Année 1926	Année 1925	Différence en plus	Différence en moins
Conserves de viande.....	186.872 kg	241.356 kg		54.484 kg
Lait	84.204 »	68.112 »	11.840 kg	
Poissons secs et conservés	1.504.172 »	860.354 »	643.813 »	
Farine de froment	538.446 »	539.888 »		1.442 »
Riz	1.774.273 »	1.213.661 »	560.612 »	
Chaux et ciment	5.376.463 »	2.485.711 »	2.890.752 »	
Pétrole et essence	2.194.708 »	1.352.696 »	842.012 »	
Sel marin et sel gemme.....	4.504.213 »	5.406.102 »		901.889 »
Sacs vides	689.414 »	823.002 »		183.508 »
Tissus de coton	677.213 »	778.571 »		101.358 »
Pagnes	81.364 »	19.230 »	62.134 »	
Couvertures et bonneterie	210.231 »	153.841 »	56.490 »	
Lingerie et vêtements.....	146.299 »	125.645 »	20.654 »	
Chaussures	61.766 »	24.641 »	37.125 »	
Machines de toutes sortes.....	278.516 »	347.533 »		69.017 »
Outils en fer et acier.....	268.113 »	367.181 »		99.068 »
Contellerie	250.160 »	262.445 »		12.285 »
Allumettes	80.220 »	44.060 »	36.160 »	

Il est aisé, à la lumière de ces documents, de dégager un accroissement sensible du volume des échanges, portant sur la plupart des articles de consommation cou-

rante, et spécialement, sur ceux réservés plus particulièrement à la clientèle indigène. Celle-ci consomme davantage, et son bien-être s'est accru. Cependant, si l'on se place au strict point de vue économique, l'on doit noter que l'indigène ne fait pas le meilleur usage de ses disponibilités. L'argent dont il dispose lui sert, pour ainsi dire exclusivement, à acquérir des articles de consommation immédiate : vêtements, pagnes, chapeaux, chaussures, sel, tabac, etc... On peut enregistrer avec satisfaction ce premier résultat, puisqu'ainsi que nous l'avons établi, il est indispensable, pour amener l'indigène à concourir à la mise en valeur du pays, de lui créer des besoins et de lui permettre de les satisfaire.

Toutefois, il serait souhaitable qu'il se pénètre peu à peu du rôle économique qui se trouve dévolu aux capitaux, et qu'il réserve une partie de ses gains pour l'amélioration de son outillage.

Le Cameroun ne comprend qu'un port important : Douala, point terminus des deux lignes de chemin de fer. Une telle situation permet la concentration des efforts, tentés en vue de l'amélioration du port.

Le commerce est favorisé par une grande abondance de moyens de transports maritimes. Cinq compagnies françaises : Chargeurs Réunis, Compagnie Fabre, Compagnie Fraissinet; Société Navale de l'Ouest, Compagnie Wenture-Weir, disputent le trafic à un certain nombre de compagnies étrangères, telles que la « Elder Dempster Lines », Société anglaise ; la Compagnie hollandaise « Holland West Africa Lyn » ; la Compagnie américaine « Bull Line » ; la Compagnie italienne « Navigazione Libera Triestina » ; la Compagnie allemande Woermann; la Compagnie danoise « Krol Line ».

249 navires ont fréquenté le port de Douala pendant l'année 1926, contre 235 pendant la période correspondante de 1925.

On peut donc espérer que lorsque les travaux de réfection et d'aménagement, qui sont actuellement en cours, seront terminés, et qu'il aura été doté d'un outillage très moderne, le port de Douala prendra un essor considérable qui fera de lui l'un des principaux débouchés de la Côte Occidentale d'Afrique et de l'Afrique Centrale.

CHAPITRE VI

LES TRAVAUX PUBLICS

Nous venons de passer en revue au cours des chapitres qui précèdent, les divers facteurs concourant à la production, et il nous reste, pour clore cette première partie de notre étude, à examiner comment a été résolue, au Cameroun, la question de l'outillage économique qui constitue l'un des éléments les plus puissants de la vie sociale.

Ainsi que l'a très clairement exposé M. le Ministre SARRAUT, dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'étude du programme général de la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer (1) :

« La condition essentielle de toute richesse est qu'on
« puisse l'utiliser. La richesse n'est pas une quantité fixe
« et immuable, elle est extensible ; elle se développe ;
« elle n'a d'autres limites que la puissance productrice
« du sol et la puissance de débit des moyens de transport
« vers les points de consommation, ou de transforma-
« tion. Or, si le sol et le sous-sol de nos diverses colonies
« pouvaient fournir en quantités considérables des matiè-

(1) Albert SARRAUT, Ministre des Colonies : *La mise en valeur des Colonies françaises*. Payot, 1923.

« res premières et des matières déjà transformées, dans
« maintes circonstances, ou bien les moyens de trans-
« port firent défaut, et il fallut les improviser, ou leur
« capacité était insuffisante, et elle ne put être que diffi-
« cilement étendue. L'expérience d'hier démontre que
« l'accroissement de la production coloniale est, avant
« tout, une question d'outillage économique, un problème
« de création de moyens de transport et d'extension de
« cultures, dont la solution est fonction de certains
« grands travaux publics. »

Ces judicieuses observations, d'une portée très générale, ont été retenues, dès l'origine, par la puissance mandataire. Celle-ci s'est efforcée d'adopter en matière de travaux publics, une politique à longue échéance, adaptant le développement du programme qu'elle avait établi, aux possibilités du Territoire, tant au point de vue de la main-d'œuvre qu'à celui des disponibilités financières.

Nos prédécesseurs avaient d'ailleurs consenti d'importants sacrifices pour réaliser un outillage important dont les principaux éléments étaient constitués en 1914 par les deux chemins de fer en exploitation, et dans une certaine mesure par le port de Douala, bien que celui-ci n'ait pas été particulièrement favorisé. De plus, les Allemands avaient ébauché un réseau routier qui atteignait près de 800 kilomètres. Toutefois, il n'existait qu'une route véritablement digne de ce nom, reliant Yaoundé à Kribi (1), avec embranchement sur Ebolowa par Lolodorf. Les au-

(1) Jusqu'à quelques années avant la guerre le port de Kribi était le plus important du Cameroun. Depuis que les chemins de fer du Nord et du Centre ont été activement exploités il a été supplanté par le port de Douala, et n'offre plus guère d'importance aujourd'hui.

tres routes étaient plutôt des pistes carrossables qui suffisaient en saison sèche à assurer le trafic, d'ailleurs restreint, de cette époque.

En ce qui nous concerne, un programme précis de grands travaux était, dès 1920, élaboré et incorporé dans le programme général de mise en valeur de nos possessions d'outre-mer déposé, en 1921, par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre. Peu de projets auront, autant que celui-ci, fait couler des flots d'encre et servi de thème à de nombreux discours. Les milieux coloniaux se sont efforcés, à maintes reprises, mais toujours en vain, de démontrer l'urgence de sa réalisation. Plusieurs parlementaires ont pris une position analogue sans plus de succès (1). La douzième législature s'est écoulée sans que la Chambre ait consenti à discuter le projet dont elle était saisie, et celle qui l'a suivie n'a pas fait preuve de plus d'empressement. Fort heureusement, la carence du Parlement n'a pas découragé les chefs de nos colonies, et en attendant l'adoption, de plus en plus problématique du programme d'ensemble déposé par M. SARRAUT, ils se sont appliqués à en réaliser progressivement, et dans la mesure de leurs moyens, les dispositions essentielles.

Pour le Cameroun, le programme général de travaux élaborés par le Gouvernement tenait compte, d'une part, des travaux amorcés par les Allemands, et, d'autre part, des besoins du pays et du voisinage de l'Afrique Equatoriale Française, dont l'avenir économique semble devoir se lier à celui du Cameroun. Les travaux suivants étaient prévus :

(1) Par exemple, M. Edouard DE WARREN. Proposition de résolution n° 3.345 annexée au Procès-verbal de la séance du 7 août 1926.

A. — VOIES FERRÉES. — Réfection de la ligne « Central Cameroun », et prolongement de cette ligne jusqu'à Yaoundé, puis jusqu'à Deng-Deng et Maiganga. Réfection de la ligne « Nord-Cameroun » et prolongement de cette ligne jusqu'à Foumban. Raccordement des deux chemins de fer par un viaduc, de 1.500 mètres de long, traversant le Wouri. — Construction d'une voie de 0^m 60 de Garoua au fleuve Logone.

B. ROUTES. — Amélioration de la route d'Ottelé à M'Balmayo, sur le Nyong. — Construction et amélioration de diverses routes et pistes routières. — Achat de matériel de transport automobile.

C. — PORTS MARITIMES ET CÔTES. — Extension du port de Douala, comprenant l'amélioration et le creusement du chenal existant déjà, pour permettre aux navires calant 8 mètres de parvenir à Douala, en morte-eau, à l'heure de la haute mer ; la construction d'un quai permettant aux navires d'effectuer leurs opérations de chargement et de déchargement ; l'établissement de voies de quai et d'outillage d'exploitation, ainsi que celui d'un réseau de feux, sémaphores, balises, pour faciliter l'entrée des passes aux navires. Eclairage et balisage de la côte. De plus, un certain nombre de travaux intéressant l'aménagement des cours d'eau, le réseau de communications téléphoniques, la construction des bâtiments étaient également prévus, mais, en raison de la place limitée dont nous disposons, nous sommes contraints de les laisser de côté, pour centrer notre attention sur les trois grandes catégories de travaux énumérées en premier lieu, et pour lesquelles nous allons nous efforcer de mettre en relief les réalisations aujourd'hui effectuées.

1. — *Chemins de fer.* — Ainsi que nous avons eu l'occasion de le mentionner déjà, le réseau exploité en 1914 atteignait 341 kilomètres de voie métrique, en deux lignes : celle du Nord Cameroun de Douala-Bonaberi à N'Kongsamba, km 160, et celle du Centre, de Douala à N'Jock, km 181, amorce de la véritable voie de pénétration des régions de l'Est et du Nord. Cette dernière ligne était prolongée par un tronçon de voie Decauville de N'Jock à Makak ; ancienne voie de chantier qui, après de sérieuses améliorations, a pu être ouverte au trafic d'exploitation à partir du mois d'avril 1920.

Le chemin de fer du Nord n'a fait l'objet que de simples travaux de réfection destinés à la remise en état d'une ligne forcément négligée pendant la durée des hostilités, et pendant la période qui a immédiatement suivi. A l'heure actuelle, Foumban n'est desservi que par la route, et la construction du tronçon de voie ferrée qui devait relier cette localité à N'Kongsamba, n'a pas été réalisée.

Les efforts ont été concentrés sur le chemin de fer du Centre qui a d'abord été réfectionné sur la partie déjà construite, et a été ensuite prolongé jusqu'à Yaoundé par la construction d'un nouveau tronçon de 135 kilomètres.

Afin de faire ressortir clairement les progrès réalisés, nous allons suivre, année par année, la marche des travaux.

Les études définitives ont été entreprises dès 1921 par une mission spéciale. Les opérations sur le terrain étaient terminées en novembre et le projet définitif rédigé aussitôt. Son économie était la suivante :

La ligne existante se terminant à N'Jock, kilomètre 180-500, cote 273, le prolongement devait atteindre Yaoundé

situé à 90 kilomètres à vol d'oiseau, et à la cote 705. Les escarpements des hauteurs situées entre la Sanaga et le Nyong devaient être tournés par le Sud-Est, afin de gagner rapidement le plateau cental, où il était possible de cheminer ensuite dans de bonnes conditions, en suivant les lignes de crête. De la sorte, le débouché sur ce plateau devait se faire à Makak, kilomètre 218, cote 658. Cette localité occupait une place déjà importante du fait de sa position au terminus de la voie Decauville et de la route automobilisable venant de Yaoundé.

Le tracé se continuait ensuite sans difficulté jusqu'à Ottélé, kilomètre 248. Toute cette partie du projet ne faisait d'ailleurs que reproduire les dispositions de l'étude établie autrefois par les Allemands. Après Ottélé la ligne devait se continuer en direction du Nord-Est, en suivant une série de lignes de crête qui s'étendent entre deux affluents du Nyong de moyenne importance. Au voisinage de Yaoundé la ligne devait contourner par le Sud-Est un plateau assez élevé qui s'étend au Sud de la ville, pour déboucher dans la vallée d'un petit ruisseau qui la borde au Nord-Est.

Les caractéristiques déjà adoptées par les Allemands sur la ligne exploitée étaient conservées, savoir :

Déclivité nette, maximum total 16,66/1.000.

Rayon minimum des courbes : 150 mètres.

La ligne à construire présentait ainsi, au point de vue de son établissement, trois parties bien distinctes :

1° Sur un premier secteur long de 38 kilomètres, de N' Jock à Makak, la voie ferrée devait traverser une région très accidentée, parsemée de croupes et de ravins profonds, présentant fréquemment des dénivellations de 30 à 40 mètres. La moyenne des terrassements à exé-

cuter par kilomètre était évaluée à 54.000 mètres cubes de déblais sur les 20 premiers kilomètres, et à 28.000 mètres cubes sur la partie restante.

En outre, la traversée de deux dépressions larges et profondes et de trois rivières encaissées exigeait, pour leur franchissement, la construction sur les 25 premiers kilomètres de parcours, de cinq grands viaducs de 100 à 130 mètres de longueur.

Pour comble de difficultés, cette région intermédiaire entre le plateau central et la zone côtière, est, de même que la région du Mayombe que doit traverser le Brazzaville-Océan, aride et sauvage ; trop ingrate pour être habitée, elle est couverte d'une forêt épaisse et dense, exigeant d'importants travaux de déboisement.

2° Sur un second secteur, long de 30 kilomètres, et allant de Makak à Ottélé, les formes du terrain s'adoucissent, la contrée devient moins aride et les populations reparaissent. La moyenne des terrassements devait s'abaisser à 15.000 mètres cubes de déblais par kilomètre.

3° Sur le troisième et dernier secteur, long de 65 kilomètres, le terrain redevient un peu plus accidenté ; le grand nombre de ruisseaux traversés devait exiger la construction d'un nombre équivalent de petites ouvrages d'art, et l'on devait tabler sur une moyenne de terrassement de 25.000 mètres cubes au kilomètre.

On comprend que, dans ces conditions, la construction du premier secteur devait nécessairement être la plus longue.

Outre que les difficultés de terrain y étaient plus grandes, on se trouvait en pleine période d'installation, et le rendement ne pouvait, au début du moins, man-

quer de s'en ressentir. Il a fallu quatre années pour mener à bien cette première partie du travail. Les premiers coups de pioche ont été donnés le 1^{er} janvier 1922 et le premier janvier 1926 le tronçon de voie métrique compris entre N' Jock et Makak était ouvert à l'exploitation. Simultanément la voie Decauville qui avait servi jusque là à assurer, tant bien que mal, un trafic toujours grandissant lui était fermée, et le matériel de la voie était enlevé un peu plus tard pour être reposé sur la ligne secondaire d'Ottélé à M' Balmayo.

Dès lors la cadence des travaux put être accélérée. Le deuxième secteur de la ligne fut achevé en un an et le tronçon Makak-Ottélé livré au trafic au début de 1927. Cette même année a vu également le couronnement de l'œuvre puisque, depuis le 15 août 1927, le chemin de fer du Centre est ouvert à l'exploitation sur tout son parcours.

Actuellement les trains de voyageurs circulent deux fois par semaine entre Douala et Yaoundé et vice versa. Les trains montants quittent Douala le lundi, et le vendredi, à 6 heures, pour arriver dans la capitale vers 18 heures. En sens contraire, les trains quittent Yaoundé le même jour à 5 h. 25 et arrivent à Douala vers 16 h. 30.

De plus, la construction de la ligne Decauville destinée à relier Yaoundé à M' Balmayo, et à mettre ainsi le bassin du Nyong en relation directe avec la côte, a été poussée très activement. Commencée au début du mois d'août 1926, cette ligne a été ouverte à l'exploitation le 2 novembre 1927. Il y circule également deux trains de voyageurs par semaine et dans chaque sens.

II. — *Routes.* — Un très sérieux effort a été tenté en matière de construction de routes. De même que pour les chemins de fer, nous allons examiner, année par année, la progression de l'œuvre accomplie.

Tout d'abord, nous ne sommes pas restés inactifs pendant la période qui s'étend de l'occupation du Cameroun par nos troupes, à la fin de 1921. Le but poursuivi a été, d'une façon générale, d'atteindre, en partant du terminus du rail, les centres de population et de commerce importants, ainsi que les débouchés fluviaux, de manière à les mettre en communication facile et rapide avec la voie ferrée.

Dans cet ordre d'idées, la route Yaoundé-Kribi a tout d'abord été remise en état. Puis une route de 50 kilomètres reliant Makak, terminus de la voie Decauville, à la route précitée a été construite, et est venue aboutir à N' Goumou, situé à 52 kilomètres de Yaoundé. D'autre part, une route entièrement neuve de 160 kilomètres a été construite pour relier Yaoundé au riche pays de Bafia.

Il s'en détachait, au kilomètre 85, une piste aménagée dans la direction de Yoko et qui a pu, dès ce moment être utilisée en automobile jusqu'au kilomètre 239.

Enfin, la route devant relier M' Kongsamba, terminus du chemin de fer du Nord, à Foumban a été ébauchée au cours de cette première période.

En 1922, l'importante artère dont il s'agit a été terminée. Une route nouvelle s'en est détachée pour gagner Bana. De même, une route reliant cette localité à Bafia a été commencée.

En résumé, il existait au début de 1923 trois groupes de routes accessibles à la circulation automobile, savoir :

1°) Au terminus du chemin de fer du Nord, route de N'Kongsamba à Foumban avec embranchement de Dschang à Bana;

2°) Au terminus du chemin de fer du Centre, prolongé par la voie Decauville, route de Makak à Yaoundé sur laquelle venait s'embrancher une rocade Kribi-Yaoundé-Bafia, avec un affluent Lolodorf-Ebolowa;

3°) Le réseau du Nord très peu développé.

Ces trois groupes étaient séparés par des mailles qui devaient, suivant le programme routier adopté par l'Administration, disparaître successivement.

En 1923, 350 kilomètres nouveaux ont été construits et un embranchement de la route Yaoundé-Yoko était poussé en direction de Nanga-Eboko, centre de production du riz. Cet embranchement devait d'ailleurs constituer le premier tronçon de la grande voie de pénétration vers l'Est, qui se trouve réalisée aujourd'hui.

En 1924 et 1925 les travaux ont été poursuivis sans arrêt. Afin d'assurer à l'entreprise le caractère de technicité et de cohésion dont elle ne devait pas s'écarter, un service spécial, placé sous la direction d'officiers du Génie, était chargé des études et des travaux préparatoires.

Fin 1925, le réseau de l'Ouest présentait un développement total de 425 kilomètres. Un nouveau tracé avait d'ailleurs été adopté pour la voie reliant N'Kongsamba à Foumban. Passant à l'Est du précédent, ce tracé nouveau desservait la riche région de Bafang. Une transversale partant de cette localité permettait la liaison avec Dschang, chef-lieu de la circonscription.

Le réseau du Centre et du Sud Cameroun comprenait, à la fin de cette même année, un développement de plus

de 1,000 kilomètres. Une transversale Lolodorf-Eseka avait été construite, et le premier secteur de la route devant relier Doumé à Lomié était achevé.

Pendant les deux années qui suivirent l'effort ne se ralentit pas, bien au contraire, et l'on peut, à la date du 31 décembre 1927, résumer la situation du Territoire de la façon suivante :

A l'Ouest, N'Nongsamba se trouvait relié à l'intérieur par la route de Bafang-Bafousam, avec embranchement sur Dschang et Fouban.

Au centre, Yaoundé était relié à l'intérieur par une série de routes : de Makak : 106 kms., d'Ebolowa-Kribi par Lolodorf (embranchement sur Eseka) : 415 kms. ; d'Akolonina : 80 kms. (cette route devant être prolongée sur Ayos centre de la maladie du sommeil) ; de Yoko : 280 kms., avec embranchement sur Bafia : 160 kms. et Dschang : 270 kms ; de Nanga-Eboko : 75 kms.. De ce point part la route, dite de l'A. E. F. qui, par Batouri doit rejoindre la frontière de l'Oubangui. Fin décembre 1927 cette artère principale, dont l'importance ne saurait être trop soulignée, atteignait Badé, 461 kms.

D'autre part, le centre de M'Balmayo-Vimeli, terminus du chemin de fer Ottélé-Nyong et point de départ de la navigation sur ce fleuve jusqu'à Abom-Bang (d'où une route automobilisable se dirige, d'une part sur Doumé et de l'autre sur Lomié), était relié à Sangmelima, par une route de 125 kms sur laquelle venait, en outre, s'embrancher une autre artère de 160 kms reliant ce dernier centre à Ebolowa.

De plus, Edea, localité importante de la ligne du Centre était dotée de deux routes destinées à assurer le drai-

nage des produits de son hinterland, et la reliant d'une part à Sakbayeme : 87 kms et de l'autre à Dehane : 35 kms.

En résumé, au début de 1928, le réseau routier en exploitation représentait une longueur totale d'environ 3.000 kilomètres.

La route, dite du Nord, devant relier par Yoko, Tibati et N'Gaoundéré, la capitale du Territoire à Garoua, a été, en outre, commencée en 1927. Pour l'année 1928, le programme comporte la continuation de la route du Nord ; l'achèvement de la route de l'Afrique Equatoriale Française ; la construction d'une route reliant Yabassi à N' Dikinimeki (sur la transversale Yaoundé - Bafia-Dschang), et celle d'une route reliant Yaoundé à M'Balmayo-Vimeli.

Autant qu'il est possible de le prévoir, l'année 1929 verra la construction d'une voie de communication reliant Amban à Ebolowa, d'une part, et à Kribi, de l'autre.

Les principales routes ainsi exploitées sont empierrées et permettent la circulation de gros camions pouvant peser jusqu'à 3 tonnes. Les ponts et ponceaux sont presque toujours en bois, sur culée de maçonnerie, mais il est entendu qu'ils seront peu à peu remplacés, sur les routes principales, par des ouvrages définitifs.

Ainsi, avec ses deux voies ferrées et le réseau routier qui s'y greffe, et dont l'extension est activement poursuivie, le Cameroun se trouve, dès maintenant, doté d'un système circulatoire susceptible de permettre son développement économique. L'automobile pénètre chaque jour plus avant dans l'intérieur du pays, et aide grandement à la mise en valeur des richesses naturelles dans toutes les régions où elles abondent et où l'obligation du

portage à tête d'homme rendait jusqu'ici l'exploitation peu aisée et intermittente.

Il est réconfortant de constater que nos efforts ont été immédiatement compris et appréciés. Les indigènes se sont parfaitement rendu compte des avantages qu'ils retiennent de l'exploitation des routes. Très souvent, ils ont spontanément manifesté le désir de voir leur région bénéficier de la construction d'artères nouvelles, et il a été nécessaire de sérier leurs demandes.

III. — *Ports.* — Le port de Douala a complètement supplanté aujourd'hui celui de Kribi, de sorte que tous les efforts ont pu être concentrés sur lui. La ville est bâtie sur les deux rives de la rivière *Wuri*, dont l'estuaire, appelé rade de Suellaba, forme un avant-port naturel bien abrité et offrant un bon mouillage aux navires, par des fonds allant jusqu'à 24 mètres. De Suellaba à Douala, on remonte la rivière en suivant un chenal balisé. Devant la ville, le *Wuri* était bordé par un quai construit par nos prédécesseurs et le long duquel les chaloupes et chalands calant 1 m. 50, pouvaient accoster à marée haute, et d'où partaient plusieurs appontements dont le principal, de 64 mètres de long, permettait l'accostage de navires calant 7 mètres. Malheureusement, ledit appontement ne présentant qu'un front de 50 mètres, le travail de déchargement des cales avant et arrière ne pouvait se faire simultanément.

Les installations que nous venons de décrire n'ont pas tardé à devenir insuffisantes, et un programme comprenant, à peu de choses près, les travaux énumérés par le projet SARRAUT, est aujourd'hui en cours d'exécution.

Commencés en 1926, les travaux doivent être, normalement, terminés au début de 1929.

A ce moment, une première étape de l'équipement économique du territoire se trouvera réalisée.

Les sommes engagées au titre des grands travaux représentent un total élevé et il est intéressant d'examiner comment le Cameroun a pu faire face aux lourdes charges qui lui incombaient de ce fait.

De 1921 à 1928, le Territoire a investi dans les travaux publics une somme qu'on peut évaluer à 60 millions de francs environ, et qui lui a été fournie par différentes catégories de revenus.

En premier lieu, une dotation extraordinaire de deux millions, accordée en 1921 par la Métropole à titre de fonds de concours, a permis d'exécuter certains travaux de réfection des voies ferrées et de mettre en train l'étude du prolongement du chemin de fer du Centre. Cette aide ne s'est pas renouvelé depuis. Le Gouvernement français avait, il est vrai, songé tout d'abord à financer les travaux entrepris, par la conclusion d'un emprunt de 25 millions, auquel l'Etat aurait donné sa garantie (1), mais en raison des exigences des banques, cet emprunt n'a pu être réalisé. Il reste d'ailleurs toujours autorisé.

Quoique n'ayant pas été mis en pratique, ce projet a donné lieu, en son temps, à un important débat sur le point de savoir si la puissance mandataire pouvait donner sa garantie à un emprunt que contracterait un territoire sous mandat. La question de principe a été nettement tranchée ; la Commission permanente s'étant prononcée pour l'affirmative (2). Il est bon de le noter en passant, car il est évident que dans l'avenir, s'il en était

(1) Loi du 30 avril 1924.

(2) Voir Procès-verbal de la Commission des Mandats. 9^e session.

besoin, le Cameroun ne pourrait que gagner à épauler son crédit à celui, pratiquement illimité, dont continue à jouir la France, en dépit de la douloureuse crise financière qu'elle vient de surmonter.

Pour parer au plus pressé, le Territoire s'est contenté de solliciter du Togo, en 1925, une avance de 5 millions, remboursable en 5 ans et portant 5 % d'intérêts. Cette opération, avantageuse pour les deux contractants, s'est substituée à l'émission d'une première tranche de 5 millions de l'emprunt projeté. Elle ne doit d'ailleurs être mentionnée que pour mémoire, le remboursement intégral des sommes prêtées par le Togo étant, dès aujourd'hui, effectué.

D'autre part, le Cameroun a trouvé d'importantes ressources financières en procédant à plusieurs reprises à des émissions de jetons-monnaie.

Afin de remédier à la pénurie de petite monnaie, le décret du 14 septembre 1922 avait, tout d'abord, autorisé le territoire à mettre en circulation des bons de caisse en papier, de 2 francs, 1 franc et 0,50 centimes. Ces coupures rendirent au moment de leur émission d'incontestables services, mais comme elles s'étaient détériorées rapidement, il fallut pourvoir à leur remplacement.

En conséquence, le décret du 20 janvier 1924 a autorisé le Cameroun à faire fabriquer et à mettre en circulation des jetons métalliques de 2 francs, 1 franc et 50 centimes, jusqu'à concurrence de 6 millions. Mais ce texte, à la différence du décret du 14 septembre 1922, n'exigeait le dépôt d'aucune couverture, de sorte que le Territoire se trouvait, en quelque sorte, autorisé à battre monnaie. Etant donné la prudence habituelle du Minis-

tière des Finances, on peut estimer qu'il a bénéficié, en l'espèce, d'une faveur notoire.

La limite fixée en 1924 a été relevée successivement à 10, 15, puis 25 millions (1).

L'émission ainsi autorisée se trouve évidemment gagée par le crédit du territoire, et plus spécialement par les travaux mêmes qu'elle a permis d'entreprendre. Mais un gage de cette nature n'est pas pratiquement réalisable, et c'est, à notre sens, à juste titre qu'un fond d'amortissement des jetons-monnaie avait été primitivement créé.

En troisième lieu, le Cameroun a tiré de la réalisation des marks d'argent retirés de la circulation une source appréciable de revenus. Après échange des marks contre des jetons-monnaie, pour lesquels elle n'avait eu à déboursier que des frais de frappe, l'Administration a pu revendre sur la base du poids de métal fin qui y était contenu, les pièces d'argent démonétisées. Une somme de frs 1.245.334,45 a pu être, de ce fait, inscrite en recette au budget de 1927.

Enfin, le Territoire a trouvé dans le développement de ses recettes, et principalement dans la plus-value constante des recettes de douane, les ressources complémentaires qui lui étaient nécessaires pour mener à bien les grands travaux qu'il s'était imposés. Le tableau ci-dessous faisant ressortir les sommes, provenant des excédents budgétaires, et qui ont pu être chaque année versées à la caisse de réserve, est des plus significatifs.

(1) Décret du 25 septembre 1926.

<i>Année</i>	<i>Sommes versées au 31 mai de l'année suivante</i>
1920	7.146.000 fr. »»
1921	4.232.868 08
1922	3.810.927 58
1923	6.911.265 95
1924	6.132.931 34
1925	9.025.922 79
1926	11.728.818 14
Total ..	48.988.733 fr. 88

De la sorte, la caisse de réserve se gonfle chaque année de sommes très importantes, absorbées jusqu'ici par les prélèvements annuels destinés à financer le programme de travaux publics en cours. Mais, dès maintenant, le prolongement du chemin de fer du Centre et la construction du tronçon Ottelé-M'Balmayo sont achevés ; les travaux du port de Douala sont en bonne voie et leur achèvement ne demandera plus un long laps de temps. Par conséquent, le montant des fonds déposés à la caisse de réserve va s'augmenter très rapidement, d'autant que, suivant une loi bien connue, les caisses publiques ne manqueront pas de recouvrer les sommes dépensées par le Territoire pour la constitution de son outillage économique.

La question se posera donc de savoir s'il sera opportun de laisser s'accumuler dans la caisse des sommes considérables, ou si, au contraire, il ne sera pas possible de profiter de la prospérité des finances publiques pour diminuer l'impôt.

Ce problème s'est déjà posé pour le Togo. Pour notre

part, nous estimons que l'impôt étant léger, il n'y a pas lieu d'envisager sa réduction. Il reste une immense besogne à accomplir. Si le programme de grands travaux est mené pendant un certain temps à cadence ralentie, on pourra profiter de ce répit pour reporter les efforts sur une série de problèmes que nous n'avons pu examiner ici, en raison de la place limitée dont nous disposons, mais qui n'en ont pas moins une très grande importance au point de vue du développement du pays. L'assistance médicale, l'enseignement, et spécialement, l'enseignement professionnel, viennent au premier rang.

De plus, nous avons établi qu'il était indispensable d'organiser le crédit indigène, et spécialement, le crédit agricole. Nul emploi des fonds de réserve ne saurait être plus judicieux.

D'ailleurs, notre monnaie étant stabilisée aujourd'hui en fait, en attendant qu'elle le soit légalement demain, il n'y a plus à redouter que les sommes économisées chaque année s'aménuisent du fait des variations du change. L'accumulation de réserves importantes ne soulèvera plus, de ce point de vue du moins, les critiques, discrètes sans doute, mais réelles, dont certains milieux ont cru dans le passé devoir se faire l'écho.

Afin de ne pas faire trop exclusivement supporter à la génération actuelle les charges résultant de la mise en valeur, l'Administration mandataire a décidé de surseoir, pour le moment, à l'exécution du programme de grands travaux qu'elle s'était tout d'abord tracé. Deux solutions étaient possibles : ou faire bénéficier rapidement les populations des avantages de la civilisation moderne, ou se contenter de réaliser, pour le moment, leur bien-être matériel.

La France, sans méconnaître l'intérêt de la seconde solution, a tenu tout d'abord à donner au progrès des assises durables. Les deux lignes de chemin de fer en exploitation, la construction d'un important réseau routier, le rendement accru du port, vont permettre à la génération actuelle de recueillir le fruit de ses efforts. Le mieux être général qui en résultera persuadera les indigènes, plus que ne pourraient le faire les meilleurs raisonnements, de l'utilité de notre œuvre. Il n'en sera que plus facile de leur demander à nouveau leur concours, lorsque le moment sera venu de la poursuivre.

En attendant, et en matière de conclusion, enregistrons avec plaisir cette appréciation, a priori impartiale, puisqu'elle émane d'une personnalité Suisse, revêtue d'un mandat officiel : « Il est presque sans précédent dans les « annales, non seulement des colonies, mais des métropoles, que l'on soit parvenu à mener à son achèvement « un grand programme de travaux publics, sans appel « au crédit public.

« Si l'on a pu, même maintenant, enrichir le pays « de ces constructions sans faire peser sur lui le service « d'une dette, les plus beaux espoirs sont permis, car, « certainement, une fois ces chemins de fer construits, « le pays sera plus riche et la matière imposable plus « abondante. »

DEUXIÈME PARTIE

La Région Nord

CHAPITRE VII

LES POPULATIONS ET LA SITUATION POLITIQUE

La région Nord comprend, si l'on s'en tient à la définition administrative, les deux circonscriptions les plus septentrionales du territoire, et qui ont pour chefs-lieux respectifs Garoua et Maroua. Elle est habitée, selon les dernières estimations officielles, par 472.000 habitants, dont 349.000 pour Maroua, et 123.000 pour Garoua. Ces chiffres nous paraissent cependant susceptibles d'être profondément modifiés dans l'avenir lorsqu'il sera possible de recenser effectivement toutes les populations Kirdies. Les territoires formant la circonscription de N'Gaoundéré pourraient lui être rattachés, mais ils sont pour ainsi dire désertiques, de sorte qu'ils n'offrent, au point de vue économique, qu'un intérêt des plus minimes.

Géographiquement, la région Nord peut être divisée en cinq contrées : Kotoko, Balgue, Mousgou, Mandara, Diamare. Le pays Kotoko et le Balgué occupent une

partie asséchée de la cuvette tchadienne exhaussée par le limon argileux du Chari-Logone, et par les sables de désagrégation du Mandara, apportés par une série de torrents qui descendent de ce massif. Le terrain ainsi formé est constitué par un manteau d'argile limoneuse recouvrant un sous-sol sablonneux. Il se présente, d'une façon générale, sous la forme d'un sol presque uni, doucement incliné vers le Tchad, très couvert d'épineux dans le Kotoko, largement découvert dans le Balgué. A la saison sèche, l'aire est grisâtre, profondément crevassée, divisée en compartiments par les lits à sec de nombreux ruisseaux d'hivernage, émaillée de quelques mares permanentes. A la saison des pluies, c'est un vaste bournier tout couvert de hautes herbes.

Dans le pays Kotoko les villages sont bâtis, en général, au bord des cours d'eau en un point où la berge n'est jamais submergée. Dans le Balgué, ils sont retirés sur le sommet des dunes basses qui émergent à peine de la plaine.

Le Mousgou se présente sous l'aspect d'une vaste plaine couverte d'herbages immenses, interrompue çà et là par des champs de mil rouge et de légères forêts d'épineux, et de rôniers. A la saison des pluies tout le pays est inondé ; seules de petites buttes émergent du marécage, en particulier sur les bords du Logone. Très étroites, elles ne permettent pas l'installation de villages, mais seulement celles de fermes isolées. C'est ce qui explique la grande dissémination des habitations dans ce pays où l'on ne trouve que deux villages groupés : Pouss et M'Bala.

Les monts Mandara forment une chaîne granitique orientée du N. N.-E. au S. S.-O., et qui s'étend depuis

Mora jusqu'à la vallée de la Bénoué. Cette chaîne envoie, en avant d'elle, des contreforts tantôt élevés, tantôt doucement inclinés, qui découpent dans le bas pays des compartiments abrités, belles plaines aux riches herbages, comme celle de Gasaoua, où, sur un lit de sable coulent les mayos descendus de la montagne. Comme des îles éparses dans la plaine, s'élèvent en avant des contreforts, les bornes, témoins de l'ancien substratum : pics et coupoles élevés dans l'Ouest, tables et dômes moins saillants dans l'Est, exception faite du double cône de Mindiff.

Autour de la montagne l'érosion et le ravinement ont déposé sur l'argile limoneuse de la cuvette tchadienne les sables provenant de la désagrégation du granit, constituant ainsi les terrains fertiles de la plaine du Mandara et du Diamaré.

La plaine de la Bénoué est étroite, emprisonnée par les contreforts méridionaux du Mandara, comme le Tingelin ; hauts massifs aux parois abruptes.

Les pays qui nous intéressent sont aujourd'hui habités par une grande diversité de peuplades : Kotokos, Arabes, Bornouans, Mousgoums, Mandaras, païens du Diamaré, Foulbés, Bororos.

Il est d'usage, et nous nous y conformerons bien volontiers, de distinguer parmi ces populations deux grandes catégories : musulmans et païens. Nous étudierons successivement chacune d'elles.

PREMIÈRE SECTION. — LES POPULATIONS MUSULMANES

La religion musulmane constitue une sorte de trait d'union entre diverses tribus, d'importance numérique

d'ailleurs inégale, dont certaines, comme les Kotokos, sont, sinon rigoureusement autochtones, du moins fixées dans le pays depuis de nombreux siècles, et d'autres, au contraire, n'habitent la région que depuis une centaine d'années.

Les Kotokos appartenaient jadis, croit-on, à la tribu des Saos, sur laquelle courent de curieuses légendes. Selon elles, ces Saos auraient été des géants d'une force extraordinaire. L'un d'eux ayant un jour tué deux éléphants, en fit rôtir un et le mangea séance tenante, rapportant ensuite, pour sa famille, le second sur ses épaules. Quand un Sao éternuait, les oiseaux s'envolaient à une lieue à la ronde, comme dans la rafale. L'existence de cette tribu de colosses n'a d'ailleurs jusqu'ici pu être scientifiquement démontrée. Quoi qu'il en soit, les Kotokos résident aujourd'hui dans le nord de la circonscription de Maroua, et vivent principalement de l'industrie de la pêche. Jusqu'au ^{xviii}^e siècle, ils étaient fétichistes et avaient leurs tabous, tout comme les anciens égyptiens : buffle à Makari ; serpent à Mafadé, etc. Ils sont à l'heure présente tous convertis à la religion musulmane.

Les Foulbés, ou Peuhls, forment dans la région Nord, au moins en ce qui concerne les populations musulmanes, le groupement ethnique dominant. Ils ne sont pas des inconnus dans notre domaine colonial, puisqu'un grand nombre d'hommes de leur race vivent en Afrique occidentale.

L'histoire de la migration des Peuhls vers cette arrière région du Tchad où l'islamisme semble avoir trouvé son point mort, est connue dans ses grandes lignes.

Partis du Fouta-Djallon en poussant devant eux leurs troupes, et n'ayant d'autre souci que de trouver des paturages, les Peuhls étaient signalés dès le ^{xviii}^e siècle dans le Bornou. Cent cinquante ans plus tard leurs avant-gardes pénétraient dans le Baguirmi. Pendant le ^{xviii}^e siècle, les foubés continuèrent à émigrer au Bornou. Puis, toujours recherchant des pâtures, ils se dirigèrent vers le Sud et atteignirent la riche vallée de la Benoué au commencement du ^{xix}^e siècle, et s'y fixèrent, séduits par le pays.

L'exode des foubés ne se fit point en masse, mais par familles. Celles-ci étaient guidées par leurs chefs, ou ardos. Les Peuhls d'alors ne ressemblaient point à ceux que l'on trouve aujourd'hui dans le Diamaré. L'explorateur Barth qui en rencontra sur le versant occidental du Mandara, alors que leur domination n'était pas bien établie, écrit :
« Nous rencontrâmes ainsi une troupe de foubés indigènes, gens de petite taille, au teint grisâtre et sale, vêtus de chemises qui ne l'étaient pas moins.

« Ils m'offraient le premier exemple d'une observation que j'eus plus tard l'occasion de faire fréquemment, c'est que les pionniers de ce peuple envahisseur qui vivent encore sur les limites de leur ancien territoire, assujettis à la crainte et au labeur, ont en général le même air décrépit » (1).

Venus pacifiquement dans le pays des païens et acceptés par ceux-ci, les foubés avaient dû, tout d'abord, se soumettre aux chefs indigènes. Très habilement les ardos peuhls épousèrent les filles de chefs. Peu à peu, ils s'im-

(1) BARTH: *Voyages en Afrique* (traduction Paul Ithier) Paris. 1881.

miscèrent dans leurs querelles et surent acquérir une influence toujours plus grande. Un certain nombre d'entre eux s'étaient même constitué des commandements indépendants lorsque le faki Ohtman commença de prêcher la guerre sainte. Ohtman choisit pour le représenter dans tout le Foubina (1), Adama, fils de Malem Hassana. L'ardo de Zinder, Bouba, de même que celui de Rei, Bouba N'Gida, étaient plus puissants qu'Amada, mais pour éviter une guerre intestine, ils durent s'incliner, non sans réserves, devant le choix d'Ohtman.

Adama s'établit à Yola et entreprit la conquête de toute la plaine de la Bénoué. Quand il mourut, en 1847, tous les groupements foubés du Foubina Nord avaient secoué le joug des païens. Ces derniers avaient dû, ou se soumettre, ou abandonner la plaine pour se réfugier dans la montagne.

Les foubés de race pure, sont aujourd'hui assez rares. Ne possédant à leur arrivée dans le pays qu'une situation assez médiocre, ils se sont alliés, le plus souvent, avec des femmes kirdies et ont ainsi créé une race nouvelle, foubée de langue et de mœurs, mais se rapprochant physiquement de la race maternelle. Le métissage des peuhls tend à devenir de plus en plus profond, et cela d'autant plus rapidement que les femmes de leur race sont volontairement stériles.

Les Mandaras constituent un troisième groupement ethnique compact. L'origine de la race Mandara est assez imprécise. La légende veut qu'elle ait été fondée par les hommes venus de l'Est, il y a 400 ans environ. Ces hommes se mêlèrent à la population locale et il se forma dans

(1) A la mort d'ADAMA le Foubina fut appelé l'Adamaoua.

le pays Mandara, tant dans la plaine que dans la montagne, une race uniformément païenne. Au xix^e siècle, les Mandaras de la plaine embrassèrent l'islamisme. De ce jour, les gens du bas pays purent épouser les filles des musulmans. Ils se croisèrent avec les Bornouans, les Kotokos, les Foulbés. Ils formèrent ainsi une population nouvelle qui a pris plus spécialement le nom de Mandara, lequel n'est plus appliqué aux populations de la montagne, englobées aujourd'hui dans le terme générique de Kirdis.

Les populations musulmanes que nous venons de décrire présentent, sous des aspects physiques divers, de nombreux points de ressemblance.

Leur ardeur religieuse est très atténuée. Sans doute accomplissent-elles régulièrement la prière et les cérémonies rituelles, mais on ne trouve parmi elles aucune trace de ce fanatisme trop souvent de mise chez nos sujets islamisés. Suivant la région, les musulmans du Nord Cameroun font l'une des trois prières suivantes : la Wirdi Tidjaniya, qui est dite depuis 500 ans environ ; la Wirdi Kadiria propagée, assure-t-on, par Abd el Kader ; la Wirdi du Madhia, introduite plus récemment par le Madhi d'Egypte. Les musulmans de la région de Maroua pratiquent fréquemment cette dernière prière.

L'organisation politique et sociale des populations islamisées est, pour ainsi dire, uniforme. Elles sont groupées en un certain nombre d'Etats, d'importance extrêmement variable, à la tête desquels se trouvent des chefs autocratiques, nommés lamidos, ou sultans. D'une façon générale, cette organisation politique et sociale peut être comparée à celle qu'a connue notre moyen âge. Auprès des sultans et des chefs des grandes familles, qui peuvent être

comparés aux seigneurs et aux chevaliers de l'époque féodale, vivent les autochtones et les captifs, privés de tout rôle politique, et dont le sort est analogue à celui des manants et des serfs d'autrefois.

La traite ayant aujourd'hui disparu, les musulmans du Nord-Cameroun ne peuvent plus acquérir par la conquête, ou tout autre moyen, de nouveaux captifs. Ils conservent, toutefois, ceux qu'ils détenaient lors de notre arrivée dans le pays et dont les descendants sont également considérés comme captifs.

La condition de ces captifs, dits de case, n'est pas très rigoureuse. Le Coran édicte à leur égard des règles précises qui peuvent être ainsi résumées :

1° Si le captif demande la liberté, le maître doit la lui rendre, mais le captif doit la payer ;

2° Le captif doit manger tout comme son maître. Celui-ci doit l'habiller convenablement et ne doit jamais exiger de lui plus qu'il ne peut donner. Il ne doit pas le battre, ni le tracasser, sans raison.

3° Si le captif refuse le travail, le maître peut le frapper.

Dans les cas graves, l'affaire est portée devant les Alcalis.

4° Si le maître frappe le captif sans raison, l'affaire est portée devant les Alcalis qui peuvent libérer le captif.

5° Le captif peut se marier, posséder, succéder, etc...

Ces règles théoriques sont d'ailleurs encore adoucies dans la pratique, et les captifs sont, le plus souvent, traités comme de véritables membres de la famille. Il n'est pas rare, même, de voir certains d'entre eux accéder à de hautes situations.

Au moment de notre arrivée dans ces régions, nous

avons eu à choisir entre une mesure radicale qui aurait consisté à prescrire la libération générale de tous les captifs, et le maintien, sous certaines conditions, de l'état de choses existant.

Nous nous sommes rangés à cette seconde alternative, par crainte d'opérer un bouleversement social dont il était impossible de mesurer les conséquences. Mais nous avons accordé au captif le choix de recouvrer la liberté, sur sa demande expresse. Aussi la libération est accordée à titre individuel, et sans indemnité, aussi souvent que les captifs en manifestent le désir. En l'espèce, les demandes de cette nature sont peu nombreuses, ce qui prouve que les captifs de case ne sont point mécontents de leur sort.

Néanmoins, nous estimons que la France se doit d'établir peu à peu dans le Nord-Cameroun une égalité complète entre tous les hommes. De plus, restant dans la logique de l'argumentation que nous avons déjà présentée en faveur du travail libre, nous pensons qu'au point de vue économique, la libération complète de tous les captifs de case est également souhaitable. Cette réforme indispensable doit, selon nous, s'opérer sans hâte aucune, et après que l'opinion indigène y aura été mûrement préparée.

Au point de vue politique, l'Administration française a profité de l'existence, dans le Cameroun, de commandements musulmans solidement organisés, pour administrer le pays par l'intermédiaire des lamidos ou sultans. Ceux-ci possèdent, en effet, une autorité incontestable qui se renforce du fait même qu'ils sont, non seulement des chefs politiques, mais aussi des chefs religieux percevant à ce titre les dîmes coraniques sur les récoltes et le

bétail. Ajoutés à ceux qu'ils tirent de l'exploitation de leurs domaines et de leurs fonctions de collecteur d'impôts, ces revenus religieux assurent aux lamidos des ressources, quelquefois fort importantes.

Leur orgueil est d'entretenir un nombre élevé de femmes, de posséder d'importants troupeaux et de disposer de plusieurs centaines de beaux chevaux, dont ils pourvoient leurs favoris. Quand l'occasion s'en présente, ils organisent des défilés pittoresques et somptueux qui chatouillent agréablement leur vanité.

Les lamidos sont secondés par un certain nombre de dignitaires, dont chacun possède les fonctions nettement précisées. Tous gravitent autour de leur Seigneur, et forment autour de lui une sorte de petite cour empressée à satisfaire ses moindres désirs.

Les Sultans sont chargés de collecter l'impôt dans leur ressort et reçoivent, en retour, d'importantes remises. Ils sont nos intermédiaires pour la transmission des ordres, l'exécution des prestations, la fourniture des matériaux, etc... Sans qu'il soit possible, puisque certaines fonctions primordiales, comme la justice, ne sont pas déléguées aux chefs indigènes, d'assimiler tout à fait ce système à celui qui est connu sous le nom d'administration indirecte, il est certain que dans la pratique, nous n'avons, le plus souvent, de rapport avec la masse de nos administrés musulmans que par l'intermédiaire des sultans.

Une semblable organisation du commandement présente des avantages et des inconvénients. L'administration du pays en est, dans l'ensemble, facilitée, et il est possible de faire une grande économie de personnel européen.

D'autre part, notre autorité, en s'appuyant sur celle des

chefs traditionnels, ne peut qu'être acceptée plus facilement par la population.

Mais la principale faiblesse de ce système réside dans l'obstacle, interposé entre notre influence et la masse des indigènes, par l'organisation autocratique foulbée, mandara ou kotoko, telle que nous l'avons décrite. Derrière les lamidos et leur cortège décoratif d'adjias, de makadjis et autres ministres, les uns agents commodes, il est vrai, la plupart parasites dangereux, la foule composite de Meskins, qui n'est ni foulbée ni kirdie, échappe partiellement à notre action, qui ne l'atteint pas directement. D'autre part, les chefs indigènes et leurs agents sont trop souvent tentés d'abuser de leurs pouvoirs et de spolier leurs sujets. Il est donc indispensable de les contrôler très étroitement, tout en sauvegardant leur autorité dans ce qu'elle a de légitime. Contrairement à ce que l'on pourrait croire tout d'abord, l'administration semi-indirecte pratiquée vis-à-vis des musulmans du Nord-Cameroun est fort délicate et exige des fonctionnaires très expérimentés.

Il semble que, d'une façon générale, la France soit attirée, dans ses possessions d'outre-mer, par un système d'administration directe qui, mieux que tout autre, lui permet d'établir avec les populations indigènes ce contact intime, fait d'affection et de confiance réciproques, qu'elle s'attache, avant tout, à réaliser. Mais dans le cas qui nous occupe, il convient d'être prudents. Les lamidos nous rendent d'incontestables services et leur disparition soudaine jetterait la perturbation dans le pays. L'exemple du Tchad, où la suppression des grands chefs musulmans a rendu l'exercice du commandement extrêmement ardu, et où les administrateurs ont aujourd'hui fort à faire

pour maintenir dans l'ordre une multitude de petits chefs de villages rivaux et turbulents, nous semble devoir être sérieusement médité. On ne peut, en matière de politique indigène, se permettre de travailler dans l'absolu. Il faut tenir compte des réalités, et celles-ci nous commandent une grande réserve. Bornons-nous, pour le moment, à placer à la tête des sultanats des hommes intelligents, aussi scrupuleux que possible, entièrement dévoués à notre cause, et possédant la confiance de leurs sujets.

Le régime de la propriété, en vigueur chez les musulmans du Nord-Cameroun, résulte du droit coranique, et Sidi Khalil en a tracé les principales règles dans son Mouktaçar ou traité de droit. De ce fait, le régime juridique des terres de l'Adamaoua peut se définir ainsi :

1° La terre morte est acquise au premier occupant par sa mise en valeur ;

2° Toute terre morte située dans le voisinage d'une terre revivifiée est grevée, pour l'utilité de ce fonds, d'une servitude de pacage dans un rayon d'un jour de distance ;

3° Nul ne peut gêner les abords des puits, cours d'eau, points d'eau, ni entraver l'abreuvement ;

4° Dans les pays voisins des centres de population, toute occupation, même par un musulman, devra préalablement être autorisée par le souverain (1), faute de quoi il dépendra de celui-ci d'approuver ou de considérer le détenteur comme occupant de mauvaise foi ;

5° Sont considérés comme travaux de mise en valeur suffisants pour valider l'opération : la découverte ou l'aménagement d'une source ; les constructions, planta-

(1) Le souverain est en l'espèce, à notre sens, l'Administration mandataire et non le Sultan.

tions, labours, défrichements, terrassements, épierrements, aplanissement du sol. N'entrent pas dans cette énumération la simple clôture du terrain, ni le pacage du bétail, ni le creusement d'un puits pour l'abreuver.

De même, la propriété des captifs est soumise à un certain nombre de règles :

Les captifs ont droit de mariage, non seulement entre captifs d'un même propriétaire, mais encore entre captifs de propriétaires différents. La progéniture est partagée entre les propriétaires ; le premier enfant appartient à celui de la femme.

Les enfants de captifs sont captifs.

Les captifs sont biens, susceptibles d'être donnés, vendus, échangés. Ils font partie intégrale de la succession. En vertu d'une sorte de droit régalien, les captifs d'un propriétaire décédé sans héritiers sont la propriété du lamido.

Sont affranchies les captives qui s'unissent légalement à leurs maîtres, ou celles qui, vivant avec lui comme concubines, lui donnent un enfant.

DEUXIÈME SECTION. — LES POPULATIONS PAIENNES

La région Nord devait, comme toutes les autres parties du Territoire, être autrefois peuplée par des populations Fang, repoussées peu à peu vers la côte par des invasions successives. Les premières de ces invasions semblent remonter au ^x^e siècle, date de la fondation de l'empire du Bornou. Elles ont pénétré fort loin dans le Sud, puisqu'elles ont atteint la région de Fouban dont les habitants actuels, les Bamouns, paraissent bien être les descendants des premiers conquérants. Les nouveaux arri-

vants créèrent des principautés, d'abord tributaires du Bornou, mais qui s'en rendirent rapidement indépendantes. Les Massas, les Doumrous, qui appartiennent aux tribus, dites soudanaises, régnèrent en maîtres pendant des siècles sur les régions septentrionales du Territoire.

Nous avons vu comment les peuhls s'introduisent dans le pays, et comment ils le conquièrent. Parmi les Soudanais, certains reconnurent, dès l'abord, la souveraineté des nouveaux venus et acceptèrent sans difficulté leur autorité ; d'autres, au contraire, tels que les Toubouris, les Bananas, une partie des Mandaras, les Namchis, les Alantikas se réfugièrent sur les montagnes ou dans les marais du Logone, où ils opposèrent une résistance farouche aux envahisseurs. Toutes ces populations réfractaires ont été groupées par les Foulbés sur le terme générique de Kirdis, dont la traduction exacte peut se rendre par « n'ont pas de croyance ».

Ce mot ne s'applique pas, d'ailleurs, à un peuple unique, ayant une existence propre, une langue, des coutumes et traditions originales, mais il sert d'appellation à un mélange extraordinairement bigarré de clans, tribus, parlant à quelques kilomètres près des langages nettement différenciés, et entretenant comme seule tradition dans leurs communs rapports, des inimitiés féroces et des rivalités tenaces.

C'est ce qui explique qu'il est difficile, dans une étude comme la nôtre, d'examiner en détail les origines et coutumes de ces peuplades. Nous allons cependant tenter de grouper quelques observations recueillies, tant dans la région Namchis, que dans celle du Mandara.

Les Kirdis habitent des cases rondes, de construction soignée, dont les murs sont en terre séchée et les toits de

forme conique, en chaume. Les habitants d'un même village se disent tous descendants d'un ancêtre commun et portent des marques particulières : cicatrices sur les joues, les bras, les épaules, etc... Ils sont presque nus : les hommes portent, en général, pour tout vêtement, une peau de mouton ou de chèvre, et les femmes revêtent une ceinture de cuir à laquelle un bouquet de feuillage se trouve rattaché. De plus, elles portent des bracelets de fer blanc aux poignets et aux chevilles, et très souvent, des colliers de verroterie. Quelques-unes ont les lèvres inférieures et supérieures percées et supportant des fragments d'os de la grosseur d'un bouton de culotte.

Les Kirdis sont polygames. Chez eux, comme chez toutes les populations primitives, les femmes sont un signe et un élément de richesse. Les filles peuvent être fiancées par leurs parents dès l'âge de 4 ou 5 ans. Le fiancé verse généralement à ce moment des arrhes sur la future dot, consistant en quelques bandes de coton tissé, plus un mouton pour le père et un poulet pour la mère. Le mariage a lieu quand la fille atteint environ sa quinzième année. Il n'y a pas immédiatement de cérémonie. Le marié apporte le complément de la dot : 4 à 5 bœufs, ou 15 à 20 moutons ; quelques boubous et des bandes de coton tissé. La dot est aussi quelquefois payable en dabas (sorte de pioches).

La fiancée part avec lui ; trois mois après, la jeune mariée invite sa famille à venir chez elle et l'on organise à ce moment une petite fête.

La femme mariée est astreinte à travailler pour le chef de famille, celui-ci étant tenu de pourvoir à sa nourriture. Si son mari se montre trop brutal, la femme a la faculté de retourner chez ses parents. Dans ce cas, ces

derniers doivent rembourser au mari la dot qui leur a été versée. En résumé, l'organisation de la famille kirdie repose sur le patriarcat ; la femme est considérée comme un bien. S'il y a rupture de mariage, les enfants appartiennent au père. En cas de succession, la femme ne peut hériter qu'à défaut d'héritiers mâles. L'héritage passe au fils aîné, ou à défaut, au frère aîné. L'héritier épouse toutes les femmes du défunt ; cependant, lorsqu'il s'agit du fils, sa mère a la faculté de se remarier ailleurs. Les fils cadets n'ont aucun droit à l'héritage. Le fils aîné est simplement tenu de subvenir à leurs besoins dans la mesure de ses moyens. Les jeunes gens qui ne possèdent rien, n'ont pas la possibilité de se marier si leur famille ne les y aide. Ils peuvent se servir des femmes de leur père, si celles-ci sont consentantes, moyennant un léger cadeau. Dans tous les autres cas, l'adultère est interdit et donne lieu, s'il se produit, à des réparations pécuniaires.

Il est incontestable que les Kirdis croient, bien que de façon confuse, à l'existence d'une survie, sans d'ailleurs estimer que des récompenses ou des châtiments doivent, dans l'au-delà, résulter des actions qu'ils ont accomplies pendant leur vie.

Ils pensent que les morts vivent sous terre et continuent à s'intéresser aux affaires du village.

Dès qu'un individu décède, il est étendu par terre devant sa case, et les indigènes défilent devant lui en portant leurs nattes (signe de départ) et en disant : « Dis, là où tu vas, que ce n'est plus la peine de venir nous chercher ici ; comme tu le vois nous partons. »

Certains hommes, nommés féticheurs, jouent un grand rôle dans la société Kirdie. Ne pouvant se marier qu'entre

eux, ils forment une caste à part, et à la mort d'un féticheurs, son fils aîné lui succède.

La traduction des mots qui servent à désigner les féticheurs dans certains dialectes, peut se rendre par « celui qui donne la pluie », ou pour d'autres par « le maître de la terre », expressions qui mettent en relief le rôle surtout agricole de ces sorciers.

Le féticheur doit protéger les gens du village contre le mauvais sort, éloigner d'eux les calamités et les maladies. Il est aussi le médecin local, fournit les herbes, distribue des poudres, connaît les incantations magiques. Maître du soleil et de la pluie, il donne le signal des semailles et de la récolte. Il doit faire tomber la pluie à propos et il lui est rarement tenu rigueur d'un échec. En effet, il commence, s'il ne réussit pas, à en accuser l'insuffisance des cadeaux qui lui ont été remis, puis si son insuccès persiste, explique que la responsabilité doit en être rejetée sur les féticheurs des villages voisins, qui annihilent volontairement ses efforts. Il en résulte parfois entre ces populations crédules, de véritables batailles.

C'est également au féticheur que l'on demande conseil avant de descendre dans la plaine pour razzier le bétail des Foulbés, et en cas de réussite, il a forte part. Dans leurs conceptions primitives, les Kirdis ne distinguent pas entre les opérations ainsi menées en pays musulman et les expéditions de chasse qu'ils sont accoutumés de faire. Si l'affaire réussit, le butin est partagé et une fête générale est organisée. Ceux que nous traitons comme des voleurs font figure chez les Kirdis de véritables bien-fauteurs. Aussi est-il aisé de se rendre compte que, ni le village originaire, ni les villages voisins, qui touchent en

général leur part, ne consentiront à livrer les voleurs de troupeaux.

Les Kirdis sont en général vigoureux et prolifiques. Les difficultés de l'existence qu'ils mènent sur leurs montagnes les ont rendus travailleurs et habiles à tirer partie des moindres superficies cultivables. Ils ont malheureusement le défaut de transformer une partie de leur récolte de mil en une boisson fermentée, peu alcoolisée, mais riche en acide carbonique, dont ils font en toute occasion une consommation exagérée.

Les Kirdis sont extrêmement indépendants. Chaque village forme une petite République où l'individu jouit d'une entière liberté. Le chef de village n'a qu'une autorité très limitée et n'est guère obéi que pour les opérations de guerre. Il ne lui est remis, ce qui est bien caractéristique des mœurs du pays, aucune espèce de redevance.

La terre est répartie entre les villages suivant des limites depuis longtemps fixées, et dans chaque village elle appartient individuellement aux chefs de famille entre lesquels elle se trouve partagée. L'individu a l'entière propriété de ses biens meubles et immeubles. En résumé, la société kirdie est organisée sur les bases de l'individualisme le plus absolu. Dans toutes les opérations collectives, le partage s'effectue suivant des règles nettement tracées, pour la chasse par exemple. Celui qui a blessé l'animal a la tête et les épaules, le reste est partagé entre les autres chasseurs. Si un animal est trouvé mort dans la brousse, celui qui l'a vu reçoit également la tête et les épaules, les indigènes qui l'accompagnent reçoivent le reste. L'animal pris au piège appartient, en entier, à celui qui a posé le piège.

Avant l'arrivée des Européens dans le pays, les Foulbés ont, à plusieurs reprises, mais toujours en vain, essayé de plier sous leur autorité ces populations farouches.

Après leur installation dans le Nord-Cameroun, les Allemands, lorsqu'ils voulurent pénétrer dans les régions kirdies, se heurtèrent à la même résistance, aggravée par ce fait, qu'ils étaient accompagnés d'auxiliaires foulbés, dont la présence avait pour inévitable effet, d'exaspérer les païens. Nos prédécesseurs n'hésitèrent pas à mettre en œuvre contre eux de puissants moyens militaires. Ils opérèrent partout avec leur énergie coutumière, et souvent même, avec une certaine cruauté. Les résultats furent exactement opposés à ceux qu'ils désiraient obtenir. Servis par les difficultés du terrain, qui rendaient la marche des colonnes pénible et lente, les Kirdis faisaient le vide à l'approche des blancs, dont l'arrivée était considérée par eux comme le présage des pires malheurs.

La situation en était à ce point quand nous arrivâmes dans le pays.

Il nous revenait d'envisager dans son ensemble la question kirdie et d'établir, pour la pacification, ou plus exactement pour l'appropriement, de ces populations primitives une ligne de conduite précise.

Sous peine de retomber dans les erreurs d'antan, il était nécessaire de dégager, tout d'abord, la mentalité des indigènes dont on allait chercher à prendre le contact.

Or, il importe de remarquer qu'on ne trouve chez les Kirdis aucune opposition caractérisée à notre œuvre de civilisation. Autrefois pillés et battus par les conquérants peuhls, ces primitifs ont cherché dans la montagne et dans les marais la sécurité et l'indépendance. Depuis, la

vie au grand air qu'ils mènent au milieu des rochers, dans des conditions matérielles difficiles, n'a fait que renforcer le goût d'individualisme et de liberté qui est inné chez eux. Totalement ignorants de notre conception du bien et du mal, les Kirdis considèrent le pillage comme une opération légitime, et la traite comme une industrie lucrative et non reprehensible.

L'œuvre d'appropriation entreprise ne pouvait, dans ces conditions, être menée à bien qu'en plusieurs étapes.

En premier lieu, il fallait, par des prises de contact fréquentes, permettre aux Kirdis de nous connaître et de constater que nous n'avions aucune intention hostile.

Il s'agissait, ensuite, de provoquer le versement d'un impôt, restant il est vrai extrêmement léger, mais dont la perception permit de faire reconnaître de façon effective notre autorité.

En troisième lieu, il était nécessaire de provoquer une évolution de la mentalité des Kirdis et de déraciner chez eux ce goût de bataille, de vol, et de rapines, qui les rend à l'ordinaire si turbulents.

Dès 1921, le Commissaire de la République de l'époque, M. le gouverneur général Carde, fixait les grandes lignes de la politique qu'il entendait suivre : « Il est
« évident qu'à l'exception de quelques dissidents réels,
« les Kirdis ne sont insoumis que parce qu'ils ne nous
« connaissent pas, ou plutôt qu'ayant fait trop souvent
« connaissance avec les tornades de nos prédécesseurs,
« ils craignent un contact avec nous qui ne se mani-
« festerait que sous une forme analogue. Il est donc
« indispensable que la différence entre la politique indi-
« gène des deux puissances trouve sa marque dans

« une ligne de conduite, de persuasion, d'apprivoise-
« ment, de laquelle nous ne nous départirons pas et
« qui, seule, pourra assurer des progrès réels. Les chefs
« de subdivisions ou de postes, et les chefs de détache-
« ment en tournée devront s'attacher à marquer aux
« yeux des indigènes notre œuvre de protection ; ils
« régleront les palabres, rendront une justice som-
« maire, mais équitable, s'attachant le plus tôt possi-
« ble à traiter directement avec les chefs Kirdis désignés
« par la population et qui seront les intermédiaires
« exclusifs entre elle et nous.

« L'action militaire doit s'effacer devant l'action
« politique basée sur une connaissance aussi exacte que
« possible du pays et de ses habitants ; l'occupation
« des régions acquises doit être suivie de leur organisa-
« tion économique par la construction de villages,
« l'établissement de plantations et la création de
« marchés ».

Par lettre du 31 mars 1922, le Commissaire de la République précisait que l'œuvre d'apprivoisement ainsi entreprise devait être menée avec prudence : Je
« crois devoir vous mettre en garde contre les excès de
« zèle des fonctionnaires en tournée qui consisteraient
« à vouloir aller trop vite en besogne. Notre œuvre
« doit être toute de patience. Notre pénétration doit
« faire tâche d'huile. Lorsque les groupements les plus
« rapprochés des centres auront été gagnés à notre
« influence, et se seront aperçus de ses bienfaits, la
« renommée qui va vite en pays noir, s'en répandra et
« facilitera singulièrement notre tâche ».

Le Ministre des Colonies faisait connaître aux auto-

rités locales, par lettre du 17 juin 1922, qu'il approuvait entièrement la politique ainsi suivie.

Depuis, ces instructions ont été confirmées à maintes reprises par M. le gouverneur Marchand, notamment par lettre du 8 mai 1923 : « Ces instructions que M. le « gouverneur Carde avait maintes fois répétées, je les « maintiens très formellement. Il ne peut être question « d'agir par la force contre des populations désarmées, « dont la seule défense consiste dans la difficulté d'accès des montagnes et des marécages où elles se sont « réfugiées. Il convient de procéder par des prises de « contact pacifiques qui montreront aux Kirdis que « nous venons chez eux, non pour détruire, mais pour « créer », et, plus récemment encore, par lettre du « 17 janvier 1926 : « Les résultats déjà obtenus démontrent suffisamment l'efficacité de la formule générale « adoptée pour que nous persistions dans une politique « de patience invariable qui amènera peu à peu les « Kirdis à se soumettre volontairement à notre tutelle « bienfaisante ».

La politique, ainsi nettement précisée, a été scrupuleusement suivie. Au cours de tournées fréquentes les administrateurs, et officiers, en service dans les circonscriptions du nord ont cherché avec patience et opiniâtreté à prendre contact avec les Kirdis et à organiser le pays. Leur action est appelée à rester anonyme, et nous le regrettons, car il nous a été donné de connaître maints épisodes magnifiques de cette œuvre, dont la haute portée morale ne saurait être, sans injustice, méconnue.

Aujourd'hui, les deux premières étapes que nous indiquions plus haut peuvent être considérées comme

franchies, puisqu'un impôt de principe est acquitté presque partout.

Il reste, et la tâche est encore lourde, à faire comprendre à ces populations arriérées les bienfaits du travail accompli dans l'ordre et dans la paix, et à les amener à accepter le principe de cette discipline librement consentie par chacun, qui fait la force de nos sociétés civilisées.

Des courants d'échanges importants commencent à se former. La traite, qui trouvait autrefois dans ces régions son lieu de prédilection, a disparu. Ces résultats font grand honneur à la puissance mandataire. La France doit en être reconnaissante, et aux chefs qui ont su tracer les directives utiles, et à leurs collaborateurs qui ont su les appliquer sans défaillance, en dépit de difficultés très grandes et de risques personnels très réels.

Au point de vue qui nous occupe plus spécialement, l'apprivoisement kirdi offre un intérêt considérable, puisqu'il tend à faire rentrer dans le courant général de l'activité économique les quelques dizaines de milliers d'hommes qui s'en étaient jusqu'ici tenus à l'écart.

Il est certain que lorsqu'ils seront tout à fait mis en confiance, les Kirdis quitteront peu à peu, et de leur propre initiative, le sol ingrat de leurs montagnes pour les terrains fertiles de la plaine qu'ils habitaient autrefois et qui, à travail égal, leur assureront une récolte autrement abondante. Ainsi se trouvera effectivement utilisée la main d'œuvre excellente qu'ils sont susceptibles de fournir et qui viendra opportunément renforcer celle constituée, jusqu'ici, par les populations musulmanes.

Peu à peu aussi, grâce à des rapports devenus, du fait du développement des échanges, toujours plus fréquents : grâce aux alliances nombreuses qu'elles ne manqueront pas de contracter, les races, aujourd'hui ennemies, arriveront à se comprendre et à fusionner.

Puisqu'en dernière analyse notre mission consiste à poursuivre l'émancipation des indigènes et à leur permettre de se gouverner eux-mêmes, nous aurons loyalement travaillé en cherchant à faire progressivement disparaître l'antagonisme ethnique qui est la caractéristique actuelle de ces régions lointaines.

CHAPITRE VIII

ASPECT SPECIAL DU PROBLEME ECONOMIQUE

Le climat sec et chaud de la Région Nord explique qu'on ne retrouve pas, dans cette partie de l'Afrique centrale, la végétation luxuriante de la zone côtière. Néanmoins, les ressources qu'elle présente sont assez variées. On peut les classer en trois grandes catégories, que nous étudierons tour à tour.

I. — ELEVAGE

Alors qu'on ne trouve dans le Sud Cameroun qu'un nombre restreint de moutons et de chèvres, la Région Nord est bien pourvue d'animaux domestiques de toutes sortes. Les équidés : équins et asins, constituent en premier lieu une importante richesse. Mais la principale ressource des populations du Nord-Cameroun réside dans l'élevage des bovidés. Les grands ruminants domestiques que l'on y rencontre, appartiennent en majorité, au *bos indicus*, c'est-à-dire à l'espèce zébu. Le *bos taurus*, qui est l'espèce dépourvue de bosse au niveau du garrot, existe également et présente deux types absolument distincts : le bœuf du lac Tchad et le petit bœuf fétichiste.

Les zébus sont d'importation récente au Caméroun et leur arrivée coïncide, sans aucun doute, avec celle des Foulbés. Il en existe trois variétés : le zébu`peuhl ou poufoulo, le zébu M'bororo, et le zébu des arabes ou « choas ».

La première variété est la plus répandue. Le bœuf foulbé est un excellent animal de boucherie. Ses principales caractéristiques sont les suivantes : taille moyenne, squelette peu volumineux, tête fine, front plat, robe de couleur claire, où le blanc et le jaune dominant.

Les bœufs M'Bororos sont plus grands et plus robustes que les précédents. On les reconnaît facilement à leur robe foncée et à leurs cornes en forme de lyre. D'une aptitude à la boucherie notablement inférieure à celle des bœufs foulbés, ils sont, par contre, mieux susceptibles d'être utilisés comme animaux de travail. Le zébu arabe a sa zone d'habitat dans les subdivisions de Fort-Foureau et du Mandara. D'une taille intermédiaire entre celle des deux espèces précédentes, il s'engraisse très facilement, et est souvent utilisé comme animal de bât.

Nous ne parlerons que pour mémoire des bœufs de petite taille détenus par quelques tribus Kirdies, notamment par celles des Namchis. Le nombre de ces animaux était, paraît-il, assez élevé autrefois. Mais au cours de leurs expéditions, les Foulbés et les Allemands en ont détruit la majeure partie, de sorte que ce cheptel se trouve aujourd'hui en voie de disparition.

Le bœuf du fleuve ou «kouri» est un animal de grande taille, pourvu de cornes d'un volume et d'un développement remarquables. On ne le rencontre que dans l'extrême Nord du Territoire.

Sans qu'il soit possible de donner des chiffres extrêmement précis, on estime que le cheptel atteint environ 160.000 têtes dans la circonscription de Maroua, et 50.000 dans celle de Garoua.

Il représente, par conséquent, une très importante richesse dont le Territoire prélève sa part, sous la forme d'une taxe de pacage, fixée à 1 fr.25 par animal. La valeur du troupeau a considérablement augmenté depuis quelques années. Un bon bœuf de boucherie, qui valait cinquante francs en 1916, se paie à l'heure actuelle de quatre à cinq cents francs.

Malheureusement, les bovidés sont décimés par des maladies contagieuses, telles que la péripneumonie, la fièvre aphteuse, la peste bovine. Celle-ci est installée depuis une vingtaine d'années dans le pays, où elle subsiste à l'état endémique et cause de gros ravages. Le service vétérinaire la combat avec énergie, mais sa tâche est ardue. Les troupeaux sont continuellement en mouvement. Très rares sont les animaux qui ne quittent pas leurs villages au moins une fois par an. Ces déplacements sont commandés par l'alternance des saisons. Au cours de la saison sèche, l'herbe qui recouvre le sol en très grande abondance pendant la saison des pluies, disparaît assez vite. Il ne reste plus, après deux ou trois mois, que de petits amas de touffes fauves, grillées par le soleil et raccourcies par la dent des animaux. Ceux-ci doivent alors transhumer vers les bords des rivières permanentes, ou vers certains terrains inondés du Balgué et du Kotoko.

De plus, l'éleveur foubé est essentiellement routinier et réfractaire aux mesures les plus élémentaires de prophylaxie sanitaire. Doué d'une apathie inébranlable, il considère la marche de la maladie comme le travail

d'Allah et n'écoute que d'une oreille distraite les conseils qui lui sont donnés.

Néanmoins, l'Administration s'est préoccupée de sauvegarder le cheptel. Un deuxième vétérinaire a pu être récemment affecté à Garoua, et il semble que l'on doive entreprendre, en 1928, la fabrication du serum anti-pesteux qui a donné de bons résultats au Soudan. Des tournées de vaccination pourront être entreprises et l'on peut espérer, de cette façon, faire rétrograder sérieusement l'épidémie. De ce fait, le troupeau s'accroîtra très rapidement. Il ne saurait cependant prendre une extension indéfinie puisque celle-ci se trouve, au contraire, limitée par la superficie des pâturages utilisables en saison sèche.

Les bovidés donnent lieu à un commerce d'exportation important, bien qu'il se trouve entre les mains des indigènes.

Les peaux provoquent également un actif mouvement d'échange.

D'autre part, il existe dans le Nord-Cameroun de très nombreux moutons et chèvres. Chaque famille possède quelques-uns de ces animaux ; les musulmans préférant l'élevage du mouton, et les païens s'adonnant plus volontiers à celui de la chèvre.

II. CULTURES VIVRIÈRES

Le mil constitue la base de l'alimentation indigène. Il en existe un certain nombre de variétés qui sont cultivées, tour à tour, suivant les saisons et la nature du terrain. On distingue ainsi le gros mil rouge, semé au début de la saison des pluies ; le mil blanc d'hiver, semé dans les terrains inondés au fur et à mesure de leur assèchement ;

le petit mil, qui demande un terrain sablonneux. Le gros mil rouge fournit beaucoup de son, peu de farine et donne une bouillie très inférieure à celle du petit mil.

L'arachide est cultivée dans tout le pays en grandes quantités. Près des cours d'eau pousse le sésame qui donne une huile très fine. Le maïs donne deux récoltes par an et est cultivé dans la région de Maroua-Mindiff, ainsi que sur les bords du Kebbi et de la Benoue. Le manioc réussit également très bien. De même le riz. Enfin on trouve partout des oignons et une variété de haricots que les indigènes nomment « niébés. »

Tous ces produits vivriers sont apportés en abondance sur les marchés locaux; ils provoquent un très actif courant d'échanges, mais ne donnent lieu qu'à un faible commerce d'exportation.

III. — PRODUITS DE CUEILLETTE ET CULTURES INDUSTRIELLES

En dehors du bétail sur pied et des peaux, la Région Nord exporte des noix de karité, de la gomme, de la cire d'abeilles, de la gutta-percha et du coton.

Les karités et les gommiers s'excluent pour ainsi dire mutuellement, et il est curieux de constater que les premiers disparaissent quand les seconds se multiplient. Le karité a sa zone d'habitat dans la Circonscription de Garoua, principalement dans les sultanats de Garoua, Tscheboa, Demsa et Boudang. La production annuelle pourrait être très rapidement augmentée, d'abord en poussant les indigènes à récolter davantage, puis en accroissant le nombre des arbres. Il est juste de reconnaître que des tentatives ont été faites en ce sens.

Malheureusement, dans la plupart des cas, les jeunes arbres, qui se trouvaient au bord des routes et pistes, ont été détruits par les feux de brousse.

La Circonscription de Maroua fournit à elle seule les 5/6 de la production de gomme, dont on ne peut, pour le moment, envisager le développement. Aussi longtemps que la concurrence ne pourra jouer d'une façon normale, une surproduction provoquerait, comme cela s'est déjà produit en 1925, une brusque chute des cours susceptibles de décourager les indigènes et de les détourner complètement, et pour longtemps, de la récolte du produit.

Les exportations de cire d'abeilles et de gutta percha (1) sont pour le moment minimales, mais sont susceptibles d'être sérieusement augmentées dans l'avenir.

Le coton est cultivé un peu partout, aussi bien par les musulmans que par les kirdis. On suppose qu'il a été importé d'Égypte il y a plusieurs siècles.

Trois espèces ont été identifiées, qui sont assez distinctes pour être facilement reconnues :

Le foulfoulo, coton de la plaine non inondée ;

Le kontschao, coton de la montagne ;

Le wulgo, coton de la région du Tchad, cultivé en terrains inondés.

D'expertises faites en 1925 au Havre, par l'intermédiaire de l'Institut National d'agronomie Coloniale, il résulte que la variété kontschao se rapproche, comme aspect général, des qualités moyennes produites par les

(1) Il ne s'agit pas de véritable gutta-percha, laquelle n'est croyons-nous, produite qu'à Java, mais d'une variété qui s'en rapproche.

Etats-Unis. Ce coton pourrait être coté au Havre 20 fr. de moins que le terme, aux 50 kilogs, en disponible.

Le foulfoulo pourrait, dans les mêmes conditions, être coté 50 francs de moins que le terme.

Le coton récolté dans la région nord se négocie, entre indigènes, sur le pied de deux francs le kilog, non égrené. Il est tissé sur place et transformé en bandes d'étoffe, puis en vêtements, vendus un peu partout sur les marchés locaux et même sur les marchés de la circonscription de N' Gaoundéré ou des colonies voisines.

L'exportation est actuellement insignifiante : un peu plus de 24 tonnes en 1925; 21 tonnes en 1926. Peut-elle être considérablement augmentée ?

On sait combien la question du coton est à l'ordre du jour. Parmi les matières coloniales dont la France a besoin, ce textile occupe la première place. Or, sur les 300.000 tonnes que nous consommons chaque année, 95 % nous viennent de l'étranger, et principalement d'Amérique. Nous supportons de ce fait un lourd tribut. De plus, le développement toujours croissant de l'industrie cotonnière dans les pays de production constitue pour les nations importatrices une grave menace. Il est naturel que, dans ces conditions, la France se soit tournée vers ses possessions d'outre-mer en leur demandant de l'aider, dans la mesure du possible, à résoudre un problème si vital pour elle. L'Afrique Occidentale, l'Indochine, Madagascar, la Nouvelle-Calédonie, le Togo, la Syrie, fournissent dès maintenant un contingent appréciable à l'industrie métropolitaine. Est-il possible de faire entrer le Cameroun, qui

dans l'espèce ne peut être représenté que par sa Région Nord, dans ce mouvement ?

Question complexe. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de résoudre un problème de production, mais il faut considérer en même temps les conditions spéciales résultant de l'éloignement du Nord-Cameroun; des difficultés et du coût du transport, de la carence actuelle du commerce. La production ne peut être stimulée, toutes autres conditions étant réservées, si des prix rémunérateurs ne sont pas offerts aux récoltants. De semblables prix ne peuvent être consentis que par un commerce prospère; mais, précisément, le commerce, pour s'organiser, doit pouvoir trouver en Europe l'écoulement avantageux de ses produits, et cela ne peut être si les frais de transport viennent les grever trop lourdement. D'autre part, pour que des moyens de transport rapides et économiques puissent être établis il est nécessaire que la production se développe de manière à offrir un fret suffisant. Il y a là un cercle vicieux, dans lequel on tourne depuis trop longtemps, de sorte que la question de la culture du coton, bien qu'étudiée à plusieurs reprises par des hommes éminents, n'a guère avancé jusqu'ici dans la voie des réalisations.

Nous étudierons un peu plus loin les problèmes soulevés par l'organisation des moyens de transport et du commerce, et commencerons par examiner plus particulièrement l'action entreprise dans le sens du développement de la production.

Les Allemands avaient, eux aussi, fondé de grands espoirs sur les possibilités qu'offre le Nord-Cameroun, en ce qui concerne la culture du cotonnier. Ils avaient

organisé à Pitoa, à 20 kilomètres de Garoua, une station d'essais, dirigée par plusieurs techniciens européens, et qui devait en principe se consacrer à l'étude de l'acclimatement des cotons étrangers. Cependant quelques cotons indigènes ayant été essayés, leur rendement et leur valeur impressionnèrent favorablement le directeur, de sorte que celui-ci continua leur culture les années suivantes.

Des essais faits en 1912, 1913 et 1914, il ressortait que les cotons étrangers à période de croissance courte doivent être semés tard (fin juin), pour que les flocons ne soient pas détériorés par les dernières pluies; et qu'au contraire on ne saurait semer trop tôt les espèces indigènes à longue période de croissance qui sont encore en fleurs quand il faudrait recommencer les labours.

Faute de techniciens, la station de Pitoa a été supprimée pendant la guerre et les études sont restées en suspens pendant quelques années. Elles sont aujourd'hui reprises. Les lamidos possèdent tous des plantations personnelles où les essais tentés sont facilement contrôlés. D'autre part, un premier outillage comprenant 8 égreneuses à main et 2 presses a été constitué. Mais du seul point de vue du développement de la production il reste encore beaucoup à faire.

Il sera nécessaire, tout d'abord, de déterminer très exactement les régions où la culture du coton peut être entreprise avec succès. Jusqu'ici on s'est basé sur de simples estimations, sur des renseignements généraux et trop vagues; une étude précise devra être faite.

En second lieu, il est temps de clore la période des essais et de fixer notre choix sur les variétés que nous aurons reconnu devoir le mieux réussir, afin de pouvoir

distribuer les graines entre les producteurs, et entreprendre leur éducation professionnelle.

Lorsque la production aura pris quelque essor, il faudra songer à l'installation d'un outillage à grand rendement, car l'expérience montre que les égreneuses à main, de quelque modèle qu'elles soient, ne peuvent suffire à assurer l'égrenage de la récolte, dès que celle-ci arrive aux environs d'une centaine de tonnes.

Il sera nécessaire, également, d'organiser un contrôle de la production, analogue à celui qui fonctionne déjà pour quelques produits de la région côtière.

La mise en valeur ne pourra être considérée comme effective que lorsque la production annuelle se chiffrera par des centaines, et plus tard par des milliers, de tonnes. C'est dire que l'œuvre à entreprendre est de grande envergure, et que sa réalisation exigera de puissants moyens, ainsi qu'une grande continuité de vues.

Il faudra, enfin, prendre parti sur la question de savoir si la production doit être confiée aux indigènes, ou à des Sociétés dirigées par des Européens. Sur ce point, les avis divergent : les uns, faisant état des efforts faits, de 1904 à 1911, en Afrique Occidentale, par l'association cotonnière Coloniale, montrent l'impossibilité de tout développement de la production cotonnière par la seule culture indigène ; les autres soutiennent l'opinion contraire, et citent l'exemple du Togo, où ce procédé de mise en valeur a donné de bons résultats. Ici encore, il conviendra, croyons-nous, de se garder de tout parti pris et de généralisations excessives.

De toute façon, la culture du cotonnier n'exigeant, en moyenne, que deux personnes par hectare produisant 400 kilogrammes de fibre, la Région Nord pourra, surtout

lorsque l'apprivoisement kirdi aura été mené à son terme, trouver parmi ses populations la main-d'œuvre nécessaire au développement de la production.

Le problème des voies de communication et des transports se présente dans le Nord-Cameroun sous un aspect très spécial.

Le débouché naturel de ces régions septentrionales est, de toute évidence, constitué par le système Benoué-Niger, qui met Garoua en communication directe avec la mer. Mais la Bénoué n'est praticable, pour les vapeurs de tonnage moyen, qu'à la période des hautes eaux, c'est-à-dire pendant, au plus, trois mois de l'année : juillet, août et septembre. On doit pendant les neuf autres mois stocker à Garoua les marchandises qui sont destinées à être exportées en Europe. Cette situation n'est pas sans inconvénients et nos prédécesseurs avaient songé à assurer à la Région Nord un débouché permanent vers la côte par la construction d'une voie ferrée arrivant à Garoua.

Le capitaine SCHWARTZ, résident de l'Adamaoua, terminait un rapport qu'il avait établi en novembre 1911, sur la nécessité, les perspectives et les conséquences probables de la construction d'une voie ferrée reliant la côte du Cameroun aux territoires du Tchad, par la phrase suivante : « En résumant tout ce qui précède, j'en arrive
« à la conclusion que, se décider sans aucune hésitation
« à prolonger le chemin de fer du centre par N'Deng-
« Deng - N'Gaoundéré - Garoua - Maroua jusqu'au fleuve
« Logone, constitue pour notre patrie un devoir inéluc-
« table et irrémissible, si nous prenons au sérieux la
« mise en valeur à notre profit de notre colonie et de son
« hinterland ».

Dans sa transmission au Ministère des Colonies du 8

avril 1912, le Gouverneur du Cameroun écrivait de son côté : « l'idée n'est pas neuve de donner accès aux territoires du lac Tchad, au moyen d'une voie ferrée correspondant avec Garoua et la voie Benoué-Niger ».

« Les premiers explorateurs des territoires en question ont déjà considéré et appuyé ce projet. »

« Comme entre temps, la Bénoué, dans son cours supérieur n'est navigable pour de gros bateaux que pendant une période très courte de l'année, et que la partie de la voie navigable débouchant à la côte se trouve en possession des Anglais, il ne saurait être question d'un accès permanent aux territoires du lac Tchad et du Nord-Cameroun par le Niger et la Bénoué.

Par contre, le projet présenté par le capitaine SCHWARTZ me semble mériter d'être pris en considération, en tant que moyen d'ouvrir présentement ces territoires. »

Nous avons vu que le projet SARRAUT a prévu le prolongement du chemin de fer du centre jusqu'à l'Adamaoua. Mais, pour les raisons exposées plus haut, les grands travaux de chemins de fer sont, pour le moment, arrêtés.

Une route reliant Garoua à Yaoundé est, il est vrai, en construction. Il nous paraît douteux qu'elle soit, au point de vue économique, appelée à jouer un grand rôle. La Région Nord ne possède pas de marchandises de grande valeur sous un petit volume. Le transport par camions automobiles est trop coûteux pour permettre l'évacuation, sur une si longue distance, de produits d'exportation comme le coton et le karité.

De plus, l'on doit tenir compte de la concurrence toujours grandissante des voies ferrées de la Nigéria. Lorsque, comme il est prévu, le rail atteindra Maiduguri, les

Anglais draineront à leur profit tout le trafic du Nord Cameroun et du Tchad.

En conséquence, la construction de la voie ferrée Yaoundé-Garoua s'impose, si l'on veut que la mise en valeur de la Région Nord puisse être pleinement réalisée à notre profit.

D'autre part, le Cameroun constituant la façade maritime du Tchad, cette colonie profiterait immédiatement des travaux entrepris et fournirait du fret au chemin de fer. Il serait, toutefois, nécessaire de relier Garoua au fleuve Logone par une voie permettant des communications rapides.

L'importance de cette liaison est depuis longtemps connue, et on a cherché tout d'abord à la réaliser par la voie fluviale.

Barth a, le premier, relaté le contact qui existe à certains moments entre les eaux du Mayo-Kebbi (bassin de la Bénoué) et celle du Logone (bassin du Tchad). Le commandant Lenfant a pu, en 1903, (1) profiter de cette communication pour atteindre le Logone et le lac Tchad. Malheureusement, les nombreuses observations faites depuis ont nettement établi que le contact dont il s'agit n'existe que de façon tout à fait intermittente, et est toujours, lorsqu'il se produit, de très courte durée. On ne saurait, par conséquent, compter sur une liaison aussi précaire pour établir un trafic régulier.

C'est ce qui explique que l'on ait envisagé la construction d'un chemin de fer Decauville reliant Garoua à Bongor. Toutefois, cette voie ferrée ne pourra être réalisée avant que les deux Territoires intéressés aient

(1) Commandant LENFANT: *La grande route du Tchad*. Paris 1904.

coordonné leurs efforts pour relier pratiquement Garoua à la mer. La colonie du Tchad ne saurait, logiquement, se désintéresser de cette importante question, car elle a un intérêt évident à écouler ses produits, et à faire monter son ravitaillement, par le Niger et la Bénoué, plutôt que par le Congo et l'Oubangui. Les chiffres ne laissent, à cet égard, aucune place à la discussion. L'exemple suivant le prouve amplement : En 1926, un commerçant de Fort-Lamy a importé de France 420 caisses, embarquées à Bordeaux en juillet, et expédiées directement à Garoua par la voie fluviale. Ces caisses représentaient un poids de 20 tonnes en chiffres ronds. De Bordeaux à Burutu il a payé 11.600 francs (frais d'embarquement, d'assurance et de débarquement compris); de Burutu à Garoua 20.400 francs, en comptant la livre à 120 francs. De Garoua, certaines marchandises ont été acheminées par voie de terre, et par porteurs, à Fort-Lamy. D'autres ont utilisé la Bénoué et le Mayo-Kebbi de Garoua à Léré, puis le Logone de Bongor à Lamy. Si toutes ces marchandises avaient suivi la seconde voie, il aurait payé 5.670 francs de transport, soit, au total, de Bordeaux à Fort-Lamy 37.760 francs; donc moins de 2.000 francs la tonne. Or, en empruntant la voie Matadi-Brazzaville-Bangui, il n'aurait pas décaissé moins de 4.000 francs par tonne transportée (chiffre officiel adopté par le Gouvernement du Tchad pour le calcul du prix de revient de son matériel), et les délais de transport auraient été doublés.

On doit en conclure que la voie Bénoué-Niger, plus rapide, plus économique et plus sûre est, à l'heure actuelle, la voie normale des échanges entre le Tchad et l'Europe.

Aussi importe-t-il que les deux Territoires intéressés, s'entendent pour adopter une politique de transports dont la réalisation leur sera également profitable. Puisque de nombreuses années s'écouleront encore avant que le rail atteigne Garoua, nous pensons qu'une telle politique doit conduire en premier lieu à la réalisation d'un service de transports fluviaux, reliant Garoua à la mer, et à la construction d'une route Garoua-Bongor.

Dans les conditions économiques actuelles, il ne paraît pas possible qu'une entreprise privée puisse entrer, en ce qui concerne les transports fluviaux, en lutte avec la Niger C^{ie}.

Faisant naviguer ses vapeurs sur le Niger pendant la majeure partie de l'année, cette société, peut, de ce fait utiliser son matériel au maximum. Les quelques voyages qu'elle effectue sur Garoua ne sont pour elle qu'un complément de trafic, et n'entrent que pour une faible part dans l'amortissement des vapeurs. Elle peut, de la sorte, éliminer sans difficulté, les entreprises concurrentes et détient un véritable monopole de fait. C'est donc à l'Administration qu'il appartient de résoudre ce problème des transports fluviaux, d'une importance si vitale pour la région nord.

Aussi longtemps que les commerçants seront contraints pour exporter leurs produits, d'avoir recours aux services de la Niger C^{ie}, les affaires ne se développeront pas, et la construction de la route Yaoundé-Garoua nous semble impuissante à modifier cet état de choses. Au contraire, si l'évacuation des marchandises était assurée en toutes circonstances, et quel qu'en soit le volume, à des prix abordables, le commerce ne tarderait pas à s'organiser.

C'est en ce point précis, nous semble-t-il, que peut être brisé le cercle vicieux dont nous parlions plus haut. Quand il s'agit de régions aussi éloignées que la Région Nord, ou le Tchad, le problème des transports domine tous les autres, et chercher à développer la production avant de se préoccuper de pouvoir l'évacuer, conduirait, pour employer une comparaison banale, mais suggestive, à mettre la charrue avant les bœufs.

Sans doute, l'Administration devra-t-elle consentir d'importants sacrifices et l'exploitation d'un service fluvial concurrençant celui déjà établi par la Niger C^{ie} ne manquera pas, au début du moins, d'être déficitaire, mais il n'y a pas d'autre moyen d'assurer l'exploitation des ressources de la Région Nord, spécialement en ce qui concerne la culture du cotonnier.

C'est donc de ce côté que doivent tout d'abord se porter les efforts. Il sera possible ensuite de développer le réseau routier, déjà important, du Nord Cameroun. D'ailleurs, la construction de routes de saison sèche n'y offre pas de grandes difficultés et n'exige qu'une dépense relativement faible.

Si l'on fait exception des exportateurs de bétail, le commerce européen se trouve concentré aujourd'hui entre les mains de la Niger C^{ie}, qui a pu écarter tous les autres concurrents, grâce au monopole de fait qu'elle possède en matière de transports fluviaux. Une telle situation existait dès avant la guerre, exactement depuis 1910, époque à laquelle la société Pagenstecher et C^{ie}, compagnie allemande cependant puissante, s'est trouvée évincée.

Maîtresse absolue du marché, la Niger C^{ie} fixe les cours et n'achète que ce qui lui plaît. Le coton, par

exemple, n'entrant pas dans la catégorie des produits qui l'intéressent, ne trouve pas d'acheteur européen. C'est ce qui explique que certaines marchandises soient acquises à des prix ne présentant aucun rapport avec ceux pratiqués au même moment sur les marchés d'Europe.

Par exemple, la gomme était payée sur place, au début de 1927, sur le pied de 850 francs la tonne, alors qu'elle valait 4.000 francs en France. A la même époque, le karité était payé à Garoua 540 francs la tonne; le sésame 1.000 francs; les peaux de bœufs 1^{re} qualité, 4.000 francs, 2^e qualité 3.500 fr.; la cire d'abeilles 7.500 fr.; la Gutta 6.000 francs; les arachides 1.200 francs.

Dans ces conditions, la mise en valeur du pays n'a pu qu'être ébauchée et le tableau suivant, établissant la statistique des exportations pour 1925 et 1926, fait ressortir le marasme économique dans lequel se trouve une région, cependant riche en ressources naturelles.

NATURE DES PRODUITS	1925	1926
Caoutchouc	860 k.	495 k.
Karité	445.000 »	458.000 »
Coton	24.478 »	21.647 »
Peaux de bœufs.....	7.800 »	39.266 »
Gutta-Percha	2.048 »	2.072 »
Arachides		1.320 »
Cire d'abeilles.....	406 »	40 »
Gomme arabique.....	28.930 »	38.840 »
Sésame	3.900 »	5.770 »

Exception faite des noix de karité, les exportations ne sont nullement en rapport avec les possibilités du pays.

Aussi, ne serions-nous trop répéter qu'il est nécessaire de donner au problème des transports la solution qui lui convient, soit en poussant le rail vers l'Adamaoua, mais

un grand nombre d'années seront encore nécessaires, soit en organisant les transports fluviaux, plus économiques que les transports automobiles et convenant mieux, de ce fait, aux marchandises que le Nord Cameroun est susceptible d'exporter.

Il serait faux de conclure de ce qui précède, qu'il y ait eu jusqu'ici du temps perdu. Ainsi que l'écrivait, dès 1919, le Commissaire de la République : « Il faut
« admettre cette vérité que pour bâtir une maison il
« faut commencer par les fondations. Or, le développe-
« ment du centre est fonction de l'organisation rapide et
« définitive des bases qui sont à la périphérie ; si gou-
« verner c'est prévoir, c'est bien préparer l'avenir que
« de concentrer d'abord tous les efforts sur ces bases ;
« plus elles seront solidement constituées, plus l'édifice
« pourra s'élever ».

Aujourd'hui l'armature de l'équipement économique du Sud Cameroun est solidement constituée. Il devient possible de permettre aux régions septentrionales du Territoire de prendre l'essor auquel elles peuvent légitimement prétendre.

La Région Nord et les régions côtières font toutes deux parties d'un même ensemble ; elles doivent se développer simultanément et se compléter mutuellement, pour le plus grand bien de la communauté.

CHAPITRE IX

CONCLUSIONS

La mise en valeur d'un pays qui, comme le Cameroun, se trouve à peine sorti de la barbarie des premiers âges, est une œuvre de longue haleine. Pour les mener à bien il faut, selon le mot du Maréchal Lyautey « de la volonté, de la continuité, et une décision prête à tout briser. »

Nous pensons avoir démontré dans les pages qui précèdent que la France n'a manqué, dans l'accomplissement de son mandat, d'aucune de ces qualités nécessaires.

Si, au cours de cette étude, nous sommes allés parfois critiquant, souvent approuvant, d'autres fois encore suggérant quelque solution possible, nous sommes loin de prétendre que nous avons toujours eu raison. Nous savons trop que « toutes actions sont subjectes à incertaines et diverses interprétations, car trop de textes en jugent » (1).

Tel ou tel détail de l'œuvre française au Cameroun peut ne pas rencontrer l'approbation unanime; son ensemble impose le respect.

A ne considérer que le seul point de vue matériel, nous

(1) MONTAIGNE: *Les essais*, Livre III, chapitre X.

avons, partout, augmenté la richesse générale et assuré à nos administrés un bien être sans cesse accru. Partout aussi nous avons fait régner l'ordre et la paix. Sous notre tutelle bienfaisante le pays se développe rapidement.

La France aurait pu, se souvenant des sacrifices énormes en hommes et en argent, qu'elle a consentis au cours de la guerre, considérer comme sa propriété les territoires du Cameroun qu'elle administre aujourd'hui.

Au contraire, elle s'est toujours attachée à respecter, dans leur esprit comme dans leur lettre, les prescriptions du mandat.

Il ne lui en sera que plus facile de repousser, le moment venu, certaines prétentions étrangères qui se font jour de temps à autre, avec plus ou moins de discrétion, et qui, faisant litière d'un passé encore si douloureux à nos mémoires, visent délibérément à nous évincer des territoires placés sous notre tutelle.

Aucune autre formule ne saurait mieux concrétiser nos efforts que cette phrase, toute entière animée du plus généreux souffle d'idéalisme : « A son effort civilisateur, la France veut, à mesure de leur capacité associer ses protégés, les appeler progressivement à la gestion de leur pays, les habituer par l'éducation à cette collaboration, et hausser leur conscience peu à peu éveillée et transformée jusqu'au sentiment lucide de leurs devoirs. Dans l'argile informe des multitudes primitives, elle modèle le visage d'une nouvelle humanité » (1)

Loin de nous l'idée de croire que la mise en valeur du Cameroun soit aujourd'hui chose faite. Les res-

(1) Albert SARRAUT, *Opinion citée*,

sources matérielles du Territoire sont fort grandes, et leur exploitation progressive sera l'œuvre du temps. Chaque année apporte sa pierre à l'édifice. Les résultats d'aujourd'hui et d'hier sont garants de ceux que nous obtiendrons demain.

La France a, la première, clairement compris que la mise en valeur des territoires africains ne peut se faire qu'avec la collaboration de la masse des indigènes. Justes et équitables, bienveillants à tous, d'accueil facile, même pour les humbles, nous nous sommes efforcés d'attirer à nous nos administrés et de conquérir leur affection.

L'œuvre que nous accomplissons au Cameroun, pour le compte, et sous le contrôle de la Société des Nations, ne peut qu'en être plus profonde et plus durable.

VU : *Le Président de Thèse,*
ROLLAND.

VU : *Le Doyen,*
BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AUBRY. — *La Colonisation et les Colonies*. Paris, 1909.
- BARTH. — *Voyages en Afrique* (traduction Paul Ithier). Paris, 1881.
- BRY-PERRAUT. — *Lois du travail industriel* (chapitre sur la réglementation du travail aux Colonies). Paris, Larose et Tenin.
- CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*. 3^e édit.
- CUREAU (D^r A.). — *Les Sociétés primitives de l'Afrique Equatoriale Française*. Paris, Colin, 1912.
- DELAFOSSÉ. — *Les Noirs de l'Afrique*. Paris, Payot, 1921.
- DENIKER. — *Races et peuples de la terre*. Schleicher, 1900.
- DISLÈRE. — *Traité de législation coloniale*. Paris, Dupont, 1914.
- FAUCHILLE. — *Traité de droit international public*, Paris, 1925.
- GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*. 4^e éd., Paris, Sirey, 1921.
- HUBERT (L.). — *L'éveil d'un monde*. Paris, 1909.
- HUBERT (L.). — *Politique africaine*. Paris, 1918.
- LEROY-BEAULIEU. — *La colonisation chez les peuples modernes*. 6^e édit., 1908.

- MERIGNAC. — *Précis de législation et d'économies coloniales*. Larose, 1912.
- MEYNIER (colonel). — *L'Afrique noire*. Flammarion et Vaillant.
- RECLUS. — *Géographie universelle*.
- SARRAUT (A.). — *La mise en valeur des colonies françaises*. Paris, Payot, 1923.
- SOLUS. — *Traité de la condition des indigènes en droit privé*. Paris, Sirey, 1927.
- VIGNON. — *Un programme de politique coloniale*. Paris, 1903.
- Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales.*
- Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes.*
- Recueil international de législation coloniale* (3 vol. 1912-1913, publiés à Bruxelles sous le patronage de l'Institut colonial international).
- Revue internationale de droit public.*
- Revue de droit international et de législation comparée.*

II. — OUVRAGES SPECIAUX

- BOUILLIER (Louis). — *De l'obligation au travail pour les indigènes des colonies d'exploitation*. Paris, 1923.
- CIORCEANU (Georges). — *Les mandats internationaux*. Paris, 1921.
- FERJUS. — *La mise en valeur des territoires du Togo sous mandat français*. Paris, 1926.
- FOUREAU. — *D'Alger au Congo par le Tchad*. Paris, 1902.

FURAKI. — *Nature juridique des mandats internationaux de la Société des Nations*. Genève, 1926.

GENTIL. — *La chute de l'empire de Rabah*. Paris, 1902.
Guide de la Colonisation au Cameroun. Larose, 1927.

LENFANT (C^t). — *La grande route du Tchad*. Paris, 1904.

MILLOT (Albert). — *Contribution à l'étude des mandats internationaux*. Paris, 1924.

REDSLOB (Robert). — *Le système des mandats internationaux*. La Haye, 1926.

ROUARD DE CARD. — *Les mandats français sur le Togoland et le Cameroun*. Paris, Pedone, 1924.

STOYANOWSKY. — *Théorie générale des mandats internationaux*. Paris, 1925.

VAN REES. — *Les mandats internationaux*. Paris, Rousseau, 1927.

Rapports annuels du Gouvernement français sur l'exercice du mandat de la France au Cameroun. 1921-1927.

Procès-verbaux des séances de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations.

Procès-verbaux des séances de la Commission temporaire de l'esclavage de la Société des Nations.

Bulletins mensuels de l'Agence Economique des territoires africains sous mandat français.

III. — OUVRAGES EN LANGUES ETRANGERES

BERKE (Theodors). — *Antropologische Beobachtungen Kamerunnengen*. Strasbourg, 1905.

BILESKI. — *Das mandat des Volkerbundes Zeitschrift für Völkerrecht*, Berlin, 1923.

CAMPBELL (Lee D.). — *The mandat for Mesopotamia and the principe of trusteeship in english law.*

NACHTIGAL. — *Sahara und Sudan.* Berlin, 1891.

OPPENHEIM. — *Raben und das Tschadee gebiet.* Berlin, 1902.

SCHUKLING et WEHBERG. — *Die Statzung des Volkerbundes.* Berlin, 1921.

SCHUTZE (Arnold). — *Das Sultanat Bornou.* Essen, 1910.

STRUMPELL (Karl). — *Die geschichte Adamaoua.* Hambourg, 1912.

SEMBALZKI. — *Kamerun.* Berlin, 1909.

